"Les cours de Sorbonne"

HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

LE SOCIALISME ALLEMAND de ~~1869~~ à 1918

1863

par

M. DROZ
Professeur
à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
de Paris



CENTRE DE DOCUMENTATION UNIVERSITAIRE
5 PLACE DE LA SORBONNE . PARIS-V



BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Pour une étude générale de la période :

E. VERMEIL, L'Allemagne contemporaine, 2 vol. (Paris, 1952).
P. RENOUVIN, L'Empire allemand (C.D.U., s,d,).

Pour une étude générale du socialisme à cette période :

E. HALEVY, Histoire du socialisme européen (Paris, 1948).
P. LOUIS, Cent cinquante ans de pensée socialiste (Paris, 1953) avec des textes.

Pour une étude de la social démocratie allemande :

F. MEHRING, Geschichte der deutschen Sozialdemokratie (Stuttgart, 1898), mais s'arrête à l'année 1891.
E. MILHAUD, La démocratie socialiste allemande (Paris, 1903), mais ne dépasse pas la fin du siècle.

Les meilleures études de détail sont les suivantes :

M. DRACHKOVITCH, Les socialistes français et allemands et le problème de la guerre (Genève, 1953), important.
Ch. ANDLER, Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine (Paris, 1918), à utiliser avec précaution.
P. ANGEL, Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand (Thèse, Paris, 1961).
P. GAY, The Dilemna of democratic socialism (Cambridge, 1952).
C. SCHORSKE, German Social Democracy 1905-1917 (Harvard, 1955).
J. BERLAU, The German Social Democratic Party 1914-1921 (Columbia, 1949).

Pour les rapports avec l'Internationale :

J. BRAUNTHAL, Geschichte der Internationale I (Hanovre, 1961).
J. LONGUET, Le mouvement socialiste international (dans Encyclopédie du socialisme, Paris, 1912-1913), commode, mais partial.

LE SOCIALISME ALLEMAND de 1863 à 1918

I - LE SOCIALISME ALLEMAND DE 1863 à 1869.

1863 ! Il s'agit d'un centenaire. Il y a en effet cette année un siècle que naissait la sociale-démocratie allemande. LASSALLE provoquait à Leipzig la réunion d'un congrès des associations de travailleurs, et ce congrès des associations de travailleurs devait être le premier embryon du parti social-démocrate allemand. C'était en même temps la première fois en Europe que se constituait un parti politique dont le but était la défense et l'organisation des classes laborieuses.

A vrai dire, les choses ne se présentent pas d'une façon aussi simple, et il y a, dans ces années 60, deux groupements, deux mouvements concurrents, l'un et l'autre socialiste, qui se constituent en Allemagne, et qui doivent être étudiés séparément. Le premier, c'est "l'Association Générale des Travailleurs", qui est sortie de la critique que son fondateur, Ferdinand LASSALLE, a adressée à la bourgeoisie progressiste allemande. Le second, c'est le "Parti social-démocrate des travailleurs, qui a été fondé par BEBEL et LIEBKNECHT.

I - LASSALLE, comme Karl MARX, est d'origine israélite, mais d'un milieu très différent de celui de MARX. Il appartenait à une famille de riches commerçants de Breslau. Ne voulant pas faire lui-même d'études commerciales, il fut étudiant à Berlin, où il fit des études de grec et de philosophie. C'est un tempérament curieux, étrange, que celui de LASSALLE... Un homme courageux, chevaleresque, presque don quichottesque. A Berlin, il s'était lié avec la comtesse de HATZFELD, à qui son mari rendait la vie insupportable, et pendant neuf ans il la dirigea au cours d'un procès de divorce qu'elle eut avec son mari. La comtesse de HATZFELD croyait que se trouvait entre les mains de la maîtresse de son mari une cassette contenant des documents intéressants pour sa cause : LASSALLE organisa un vol avec effraction pour avoir cette cassette ; il fut d'ailleurs acquitté, et finalement gagna le procès de la comtesse, qui resta pendant toute sa vie son égérie, peut-être sa maîtresse...

Ce qui est important, c'est de connaître la formation intellectuelle de LASSALLE. LASSALLE, d'ailleurs, donne l'impression d'être un agitateur plus qu'un penseur systématique, et de fait il y a un très grand nombre de contradictions dans sa pensée. L'essentiel de sa formation, il le doit d'abord à la lecture de certains socialistes français, puis surtout à la lecture de Karl MARX, avec lequel il travailla pendant la révolution de 1848 comme collaborateur à "la Nouvelle Gazette Rhénane". Il participa d'ailleurs activement au mouvement révolutionnaire de 1848. De Karl MARX, il retint la diatribe critique du matérialisme historique, l'idée de la lutte des classes, sa conception même de l'histoire, mais cependant en

Cette attitude amène LASSALLE à se rapprocher de BISMARCK, qui, de son côté, voit en lui un allié utile contre la bourgeoisie, et qui songe, pour effrayer cette bourgeoisie, à établir le suffrage universel. Il entre dans une correspondance assidue avec LASSALLE, qui répond positivement aux invitations de BISMARCK. C'est de cette correspondance de LASSALLE avec BISMARCK que se dégage l'idée d'une monarchie sociale. "La classe ouvrière, écrit LASSALLE, serait disposée, malgré ses opinions républicaines, et précisément à cause de ces opinions, à voir dans la couronne l'instrument d'une dictature sociale en opposition avec l'égoïsme de la société bourgeoise, si la monarchie acceptait de donner à son gouvernement un tour vraiment révolutionnaire et national, et, au lieu de servir les intérêts des classes dirigeantes, de devenir une monarchie sociale". BISMARCK, lui, dans cette correspondance, marque sa sympathie pour l'idée d'un "césarisme social". LASSALLE va même plus loin, et il pense, à un moment, s'allier à la droite conservatrice, aux Junkers, contre la bourgeoisie libérale. LASSALLE semble donc être allé très loin dans la voie de la collaboration avec la monarchie prussienne, sans que toutefois l'on puisse dire, comme l'ont fait certains de ses ennemis, qu'il se soit vendu à BISMARCK ou qu'il ait accepté ses directives.

C'est dans ces conditions que fut créée à Leipzig, le 23 Mai 1863, devant les représentants de onze villes, l'Association Générale Allemande des Travailleurs, le premier embryon de la Sociale-Démocratie. De cette association générale LASSALLE fut nommé Président, avec des pouvoirs véritablement dictatoriaux. L'organisation était centralisée et autoritaire. Dans son programme furent émises trois idées essentielles :

La première, c'est le caractère autonome du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie.

La deuxième, c'est l'idée du suffrage universel que la classe ouvrière doit acquérir de haute lutte.

La troisième, c'est la création par l'Etat, avec l'aide de l'Etat, de coopératives de production. C'était là un des aspects de cette thèse du socialisme d'Etat qui était celle de LASSALLE.

Ce programme fut considéré par Karl MARX, à Londres, comme extrêmement malencontreux. "LASSALLE, écrivait-il en Août 1863, collectionne tout ce que nous avons rejeté de notre parti depuis vingt ans, et en fabrique du fumier pour l'histoire universelle". Par contre, LASSALLE souleva énormément d'intérêt dans des milieux extrêmement divers de l'opinion allemande, en particulier dans les milieux catholiques. Monseigneur KETTELER, évêque de Mayence, qui est le premier grand prélat social de l'Allemagne, fut un des plus grands partisans des idées de LASSALLE. Celui-ci acquit une situation considérable dans le pays, et vit un très grand nombre d'intellectuels soutenir ses projets, sans que toutefois son action, contrairement à ce qu'il espérait, fût

extrêmement profonde dans le monde ouvrier. Quand LASSALLE mourra, il n'aura dans son Association Générale que 4.000 adhérents, venant pour la plupart de la province rhénane, où la classe ouvrière était particulièrement évoluée.

La mort de LASSALLE fut d'ailleurs une catastrophe pour le parti. Ce fut une mort inopinée, accidentelle : LASSALLE fut tué en duel. Il s'était épris de la fille d'un diplomate bavarois, Hélène de Dönniges, qui s'enfuit avec lui. Il eut des remords et la ramena à ses parents. La jeune fille se crut dédaignée, et accepta alors d'épouser un baron valaque qui lui faisait la cour depuis longtemps. LASSALLE le provoqua en duel et fut tué, à Veyriers, près de Genève, le 28 Août 1864. La dame épousa l'assassin de son amant. LASSALLE avait à ce moment-là trente-neuf ans.

II - L'autre groupement, c'est le Parti Socialiste des Travailleurs, qui s'est constitué en 1869, mais qui a une assez longue préhistoire. Les deux personnalités qui sont à l'origine de la création de ce parti sont LIEBKNECHT et BEBEL, deux personnalités d'ailleurs l'une très différente de l'autre. Wilhelm LIEBKNECHT est un intellectuel qui appartient à des milieux de la bourgeoisie intellectuelle de la Hesse, qui a fait de solides études universitaires, ce qui ne l'a pas empêché, d'ailleurs, de jouer un rôle assez considérable dans la révolution de 1848-1849. A la suite de cette révolution, comme tant de démocrates allemands, il dut partir pour l'exil, en Suisse d'abord, puis en Angleterre, où il vécut à Londres dans le voisinage, dans le sillage même de MARX, qu'il admira beaucoup, sans toutefois faire absolument siennes ses idées théoriques. LIEBKNECHT, donc, connaît le marxisme sans l'adopter absolument. A la suite d'une amnistie, il put rentrer en Allemagne, d'abord à Berlin, puis ensuite en Saxe, à Leipzig, et c'est là qu'il fit la connaissance de BEBEL.

BEBEL, lui, était d'origine prolétarienne. C'était à vrai dire le fils d'un sous-officier en garnison à Cologne. C'est un autodidacte, dans toute la force du terme. Il acquit d'ailleurs assez vite, cet ouvrier tourneur, une assez grande influence dans les associations ouvrières qui avaient subsisté en Allemagne après la révolution de 1848 malgré les difficultés policières sans nombre qui leur étaient opposées. BEBEL était surtout intéressé par les problèmes qui touchaient la formation, la culture du prolétariat, et il marquait des réserves à l'égard de l'idée du suffrage universel, estimant que la classe ouvrière était encore insuffisamment mûre pour en profiter. Il exerça donc son influence à Leipzig au sein des associations ouvrières, et c'est là qu'il connut LIEBKNECHT, qui l'initia aux idées marxistes. Ce sont ces deux personnalités, LIEBKNECHT et BEBEL, qui, quelques mois après LASSALLE, ont créé ce que l'on appelle "l'Union des Associations de Travailleurs Allemands", avec une organisation d'ailleurs extrêmement lâche, contrairement à

l'organisation lassallienne, et dont BEBEL sera Président à partir de 1867.

Cette union a vécu en très mauvais termes avec l'organisation lassallienne, et les divergences entre les deux groupements ont porté sur les deux points suivants :

Le premier de ces deux points, c'est la question de l'Internationale ouvrière. Karl MARX avait contribué en 1864 à fonder à Londres la première Internationale, et c'est lui, en tout cas, qui en a rédigé le programme. Or, à l'égard de la première Internationale, les deux groupements ont une attitude entièrement différente. Le groupement lassallien, après la mort de LASSALLE, a été très vite dirigé par VON SCHWEITZER, un aristocrate de Francfort-sur-le-Main qui avait été converti au socialisme par LASSALLE, et qui dirigeait avec beaucoup de talent d'ailleurs, - c'était un homme d'une honnêteté douteuse mais un excellent organisateur - le journal lassallien, le "Social-Démocrate". VON SCHWEITZER, en vertu même des conceptions lassalliennes, qui étaient des conceptions nationales, était méfiant à l'égard de l'Internationale ouvrière. Au contraire, l'Union des Associations de Travailleurs Allemands, parti créé par BEBEL et LIEBKNECHT a été de très bonne heure favorable à l'Internationale, et à titre individuel un certain nombre de membres de l'Union ont adhéré à l'Internationale, dont le siège était à Londres, sans que toutefois le chiffre eut dépassé quelques centaines, BEBEL par exemple, dès 1867, fait partie de l'Internationale. Une correspondance s'établit entre les leaders de l'Union et Jean-Philippe BECKER qui dirige de Genève les sections de l'Internationale pour la Suisse et pour l'Allemagne et publiait le journal Der Verbote. Lors du congrès de l'Union des Associations de 1868, congrès qui se tient à Nuremberg, BEBEL affirme fortement le soutien donné par l'Union à l'Internationale.

Le deuxième élément d'opposition entre les deux groupements porte sur la question de l'organisation même de l'Allemagne. L'Union des Associations de Travailleurs, le mouvement de BEBEL et de LIEBKNECHT, adopte à l'égard de l'organisation de l'Allemagne une attitude entièrement opposée à celle du groupement lassallien. Les lassalliens étaient favorables à une Allemagne dirigée par la Prusse, celle qui a été réalisée par BISMARCK dans les années 60. Au contraire, BEBEL et LIEBKNECHT sont des adversaires de la Prusse, et, fidèles à la démocratie allemande de 1848 ; ce qu'ils souhaitent, c'est une Allemagne républicaine groupant tous les Allemands, la solution grande-allemande de l'unité allemande, qui par conséquent n'exclurait pas l'Autriche de l'Allemagne. C'est ce qui amène BEBEL et LIEBKNECHT à s'allier avec les particularistes allemands de l'Allemagne du sud, en particulier avec le parti que l'on appelle le "Parti Populaire Allemand", qui est influent en Allemagne du sud, qui a été créé en 1865 et s'oppose aux tentatives unitaires de BISMARCK, au nom d'un idéal démocratique et grand-allemand qui est conforme, d'ailleurs

à l'esprit de 1848. Beaucoup d'exilés de 1848 sont, à ce moment-là, rentrés en Allemagne. D'où les relations qu'entretiennent BEBEL et LIEBKNECHT avec les leaders politiques de l'Allemagne du sud, en particulier avec Albert LANGE et avec le journal qui est publié dans l'Allemagne du sud, "l'Hebdomadaire Allemand" ("Deutsches Wochenblatt") qui combat la politique bismarckienne. BEBEL et LIEBKNECHT vont même jusqu'à essayer de donner à la guerre austro-prussienne de 1866 un caractère révolutionnaire, et de provoquer une révolte des masses contre la politique prussienne. Même, après la défaite de l'Autriche, après Sadowa, ils créeront, en 1867, en Saxe, à Leipzig, un parti populaire saxon, et c'est en tant que représentants de ce parti populaire qu'ils ont été nommés en 1867 députés au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du nord, qui a été créée au lendemain de Sadowa avec les Etats qui s'étaient joints à la Prusse. Là, naturellement, ils adoptent une attitude d'opposition.

Donc, tandis que VON SCHWEITZER rédige son journal, le "Social-Démocrate", dans un sens résolument pro-prussien et bismarckien, BEBEL et LIEBKNECHT sont absolument hostiles à la direction de l'Allemagne par la Prusse, et envisagent une solution grande-allemande du problème. "Je pars de ce point de vue, écrit LIEBKNECHT à ENGELS, que la destruction de la Prusse est la victoire de la révolution allemande.", et c'est le point de vue qu'il développait lui-même dans "l'Hebdomadaire Allemand".

Tels sont les éléments de divergence entre les deux groupements qui se sont fondés, et ces éléments de divergence sont accusés encore par les personnalités des leaders, notamment par celle de VON SCHWEITZER, qui est un homme extrêmement autoritaire, et qui déplaît, qui est profondément antipathique aux chefs de l'Union. Il y eut des tentatives multiples pour essayer de concilier les points de vue, tentatives qui ont échoué, et qui ont amené finalement BEBEL et LIEBKNECHT à envisager en 1869 une séparation totale d'avec les lassalliens. Jusque là l'Union n'avait pas rompu avec les lassalliens. C'est ainsi qu'en Août 1869 fut créé à Eisenach, ville de l'Allemagne centrale, par BEBEL, LIEBKNECHT et quelques lassalliens qui avaient abandonné VON SCHWEITZER et s'étaient adjoints à eux, en particulier le leader de la Sociale-Démocratie à Brunswick, BRACKE, ce que l'on appelle le "Parti social-démocrate des Travailleurs". Ce parti se donnait un programme qui était d'inspiration marxiste sans être rigoureusement orthodoxe. Ce programme indiquait que seuls les états démocratiques rendraient possible, à l'avenir, la victoire des principes socialistes, la suppression du salariat et le gouvernement d'une classe unique. D'autre part, dans ce même programme était affirmée d'une façon bien précise l'attitude du parti à l'égard de l'Internationale, c'est-à-dire que les membres du parti étaient invités à rentrer dans l'Internationale. Enfin, tout un programme de réformes pratiques était envisagé, en particulier le suffrage universel, la disparition de tous les privilèges de classes, par conséquent ceux de la Loi des Trois Classes, la transformation de l'armée en milice, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, enfin toute une série, également, de réformes sociales, qui étaient toutes d'esprit démocratique. Le nouveau parti était organisé

dans un esprit très différent du parti lassallien ; dans un esprit de décentralisation, de façon à éviter la dictature du Président, il y avait trois institutions qui étaient prévues : le Comité Directeur siégeait à Brunswick, la Commission de Contrôle siégeait à Vienne, et l'administration même du parti était fixée à Eisenach.

A vrai dire, les deux groupements dont on vient d'analyser la formation et les tendances s'implantent, en Allemagne, dans des régions différentes. Le parti lassallien s'implante surtout dans les pays rhénans à Francfort, à Berlin et à Hambourg ; le centre le plus important de l'action des Eisenachiens, comme on dit depuis 1869, c'est surtout la Saxe. Par conséquent les deux partis agissent dans des régions différentes. Il n'en reste pas moins que cette opposition a paralysé pendant de très nombreuses années les progrès de la Sociale-Démocratie en Allemagne.

-o-

II - LA FUSION DES DEUX PARTIS A GOTHA (1869-1875)

A la fin des années 1860, il existe en Allemagne deux partis opposés, rivaux, qui se disputent les faveurs des masses ouvrières. Dans quelles conditions la fusion s'est-elle faite entre ces deux partis à l'occasion du congrès de Gotha, en 1875 ?

Ce qu'il faut mettre en évidence, c'est que le parti eisenachien, a évolué dans un esprit marxiste, et s'est rapproché du point de vue doctrinaire que défendaient Karl MARX et ENGELS alors résidant à Londres. L'évènement marquant au cours de cette histoire, c'est la guerre de 1870 et la Commune qui l'a suivie en France. La guerre de 1870 et la Commune vont avoir des répercussions profondes sur le socialisme allemand.

La guerre de 1870, quand elle éclate entre la Prusse, et ses alliés allemands, et la France, a provoqué immédiatement un certain nombre de réactions d'hostilité de la part de la classe ouvrière allemande. Et de fait, dès le 17 Juillet 1870, une conférence s'est réunie à Chemnitz, ville industrielle de la Saxe, conférence où un certain nombre de leaders socialistes se sont déclarés hostiles à la guerre. "Au nom de la démocratie allemande, et spécialement des ouvriers du parti social-démocrate, nous déclarons la guerre actuelle exclusivement dynastique.", et la déclaration rappelait la formule de l'Internationale : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous."

Cependant, de cette guerre qui éclatait entre la Prusse et la France, les sociaux-démocrates tiraient des conséquences différentes. Les deux partis n'étaient donc pas unis. MARX et ENGELS, qui vivaient à ce moment-là, à Londres, ont fait voter le 23 Juillet 1870 une déclaration par le Conseil Général de l'Internationale, qui résidait à Londres, disant que la guerre du côté allemand était une guerre défensive, que l'aggresseur était l'empereur des Français, et que les Allemands, par conséquent, étaient en droit de porter les armes pour repousser les armées françaises. Au fond, MARX et ENGELS sont d'accord pour souhaiter une victoire allemande, et la correspondance qu'ils publient à ce moment-là le prouve. MARX écrit à ENGELS le 20 Juillet 1870, c'est-à-dire au moment où avaient lieu les premiers combats : "Ces Français ont besoin d'une râclée. Que les Prussiens soient vainqueurs, la centralisation accrue de l'état allemand servira la centralisation de la classe ouvrière allemande. En outre, la prépondérance allemande déplacerait de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays depuis 1866 pour voir que la classe ouvrière allemande, tant du point de vue de la théorie que de celui de l'organisation, est supérieure à la classe ouvrière française". Et il ajoute : "La suprématie de la classe ouvrière allemande sur la française sera aussi celle de nos conceptions sur celles de PROUDHON." MARX envisage donc la victoire militaire, la victoire politique de

l'Allemagne comme une victoire, jusqu'à un certain point, de ses conceptions sur celles du socialisme français. Il faut bien comprendre que le point de vue de MARX est dominé par le fait qu'en 1870 il attend davantage de la classe ouvrière allemande que de la française. L'unification de l'Allemagne était devenue la condition d'existence, en même temps que le gage, d'un puissant mouvement prolétarien au coeur même de l'Europe. ENGELS, son compagnon, écrivit de son côté à MARX le 15 Août 1870 : "L'Allemagne a été conduite par Badinguet dans une guerre pour son existence. Si l'Allemagne devait se courber devant BADINGUET, le bonapartisme serait consolidé pour de nombreuses années, et l'Allemagne pour plusieurs années, plusieurs générations même, serait kaput. Alors il ne saurait être question d'un mouvement ouvrier indépendant." Il ajoutait : "Il serait absurde de faire de l'anti-bismarckisme notre seul principe directeur. BISMARCK, en ce moment comme en 1866, travaille pour nous à sa façon." Le point de vue d'ENGELS est donc le même : l'intérêt de la classe ouvrière réside dans une victoire allemande.

Le point de vue que l'Allemagne faisait en 1870 une guerre défensive a été adopté également par le parti d'Eisenach. Le comité central de Brunswick, siège du parti qui s'était constitué à Eisenach l'année précédente, adopte le point de vue de MARX et d'ENGELS, à savoir que l'Allemagne menait une guerre défensive. Cependant, les deux leaders de ce parti, BEBEL et LIEBKNECHT, n'adoptent pas ce même point de vue. BEBEL et LIEBKNECHT étaient depuis trois ans députés au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui s'était constituée au lendemain de la bataille de Sadowa. Or, en tant que députés au Reichstag, ils s'abstiennent de voter les crédits militaires. BEBEL et LIEBKNECHT déclarent qu'en tant que socialistes républicains et membres de l'Internationale, ils ne pourraient pas voter les crédits militaires, parce que cela constituerait une marque de confiance au gouvernement de Prusse, qui, dès 1866, préparait la guerre. Ils ne votent pas contre, parce que, déclarent-ils, ce serait donner leur approbation à la politique criminelle de Napoléon III : ils s'abstiennent donc. BEBEL et LIEBKNECHT ont donc adopté une position en flèche par rapport à celle du Comité de Brunswick, et à celle de MARX et d'ENGELS.

Cependant la rapidité de la défaite impériale française a ressoudé entièrement le parti d'Eisenach. En effet, la proclamation à Paris de la république le 4 Septembre 1870, au lendemain de Sedan, efface les dissensions qui ont pu apparaître parmi les socialistes allemands. Il est évident que tous les socialistes, dès lors, à l'unanimité, manifestèrent leur réprobation devant la poursuite d'une guerre contre une France républicaine. Le 5 Septembre, en effet, le Comité de Brunswick adressait un manifeste, inspiré d'ailleurs par Karl MARX, qui reconnaissait la République française, et qui s'élevait d'une façon formelle contre le projet éventuel d'une annexion de l'Alsace et de la Lorraine, que laissaient déjà entendre les sphères gouvernementales allemandes. La guerre, disaient-ils, si elle se prolongeait, rapprocherait un jour

la France et la Russie, et tournerait ces deux pays contre l'Allemagne. "Il faut, déclarait ce manifeste de Brunswick, que l'on accorde au gouvernement français une paix immédiate et honorable. Il est absolument nécessaire que le parti socialiste organise en tous lieux, en accord avec notre manifeste, des démonstrations populaires aussi importantes que possible contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et pour une paix honorable avec la République française." Et d'ailleurs, MARX faisait rédiger par l'Internationale, à Londres le 9 Septembre 1870, trois jours après, un manifeste où il reprenait la même idée, dénonçant déjà l'idée impérialiste de la bourgeoisie allemande.

Cette manifestation du comité de Brunswick a eu des répercussions immédiates, car, quelques jours après, le gouvernement allemand, ou plutôt le gouvernement prussien, faisait arrêter le leader socialiste BRACKE, qui était responsable du manifeste, et le faisait conduire dans une forteresse de Prusse orientale. Du reste le même sort était réservé à un démocrate non pas socialiste, un des démocrates allemands, du nom de JACOBY, qui lui aussi avait demandé une paix immédiate avec la France. En Novembre 1870, tandis que la guerre se poursuit contre la France républicaine, BEBEL et LIEBKNECHT refusent au Reichstag le vote des crédits nécessaires à la continuation de la guerre. Cette voie est suivie par l'ensemble des députés socialistes. D'où de très violentes protestations dans les milieux nationaux. D'où leur arrestation, ainsi que celle du directeur du principal journal socialiste de l'époque, "l'Etat populaire" ("Volksstaat"), qui s'appelait HEPNER. Les trois hommes devaient d'ailleurs être jugés deux ans plus tard, par la cour de Leipzig, c'est-à-dire la cour suprême allemande, en Mars 1872, et condamnés à ce moment-là à dix-huit mois de prison pour haute trahison.

Le jugement de Leipzig, qui a condamné BEBEL et LIEBKNECHT à la prison, doit être mis en rapport avec l'attitude que les socialistes allemands ont adoptée à l'égard de la Commune de 1870, pour laquelle ils ont pris ouvertement parti. BEBEL, en effet, par deux fois, (- il avait été relâché à ce moment-là pendant quelques mois en tant que député -) le 24 Avril et le 25 Mai, c'est-à-dire au moment où la Commune commençait et battait son plein, au Reichstag, a pris position pour les insurgés. "Messieurs, disait-il la seconde fois, si épouvantables que soient à vos yeux les effets de la Commune, soyez certains que le prolétariat européen, et tous ceux qui ont encore le sentiment de la liberté et de l'indépendance au fond du coeur, regardent vers Paris. Si Paris devait succomber, je me porte garant que le combat dont Paris est l'avant-poste sera mené dans l'Europe tout entière, et qu'avant quelques décades l'appel au combat du prolétariat parisien, guerre aux palais, paix aux chaumières, mort aux oisifs !, sera devenu le critère du prolétariat européen." Ce discours de BEBEL au Reichstag a produit une énorme impression sur BISMARCK, et il est certain, BISMARCK le dit dans ses Mémoires, que c'est dès ce moment-là qu'il a pris la décision de détruire un jour ou l'autre la Sociale-Démocratie allemande.

Il n'est pas douteux que le procès de Leipzig ait provoqué une grosse impression en Allemagne. Ce procès au cours duquel ont comparu BEBEL et LIEBKNECHT a été l'occasion pour eux de prendre position en faveur du socialisme international, et ils ont fait du tribunal une plate-forme pour l'agitation sociale. C'est ainsi que LIEBKNECHT y déclara, entre autres choses : "Dès que je suis capable de penser, je suis républicain, et je mourrai républicain. Nommez-moi si vous le voulez un soldat de la révolution. Je n'ai rien contre cela. Depuis ma jeunesse un double idéal a plané devant moi : l'Allemagne libre, et l'émancipation des travailleurs, c'est-à-dire la suppression de la domination de classes. Pour ce double but, j'ai lutté de toutes mes forces, et pour ce double but je lutterai tant qu'il y aura un souffle de vie en moi. Le devoir le veut!" Ces séances du procès de Leipzig ont contribué sans aucun doute au renforcement d'une idéologie socialiste.

Et d'ailleurs, ce parti eisenachien dont on vient de voir la position dans les affaires de la guerre de 1870 et de la Commune, subit de plus en plus profondément l'influence de MARX et d'ENGELS. Certes il est difficile, étant donné la législation allemande, qui interdit de payer des cotisations à une organisation internationale de caractère politique, aux partis socialistes allemands de s'intégrer à l'Internationale. Mais, individuellement, un certain nombre de socialistes allemands du parti d'Eisenach sont membres de l'Internationale. La correspondance que MARX et ENGELS ont avec LIEBKNECHT, qui a été récemment publiée, le montre : MARX et ENGELS sans arrêt demandent à LIEBKNECHT de travailler pour le compte de l'Internationale. Lorsque la première Internationale se rompt, en 1872, le parti social-démocrate allemand est alors le seul qui soit véritablement d'inspiration marxiste. Les partis espagnol et italien passent de plus en plus, à cette époque, sous l'influence de BAKOUNINE, c'est-à-dire de l'anarchisme. Les trade-unions anglais se rapprochent des libéraux, et abandonnent toute idéologie révolutionnaire. Quant au parti socialiste français, depuis la Commune il est exsangue. Si bien que ce n'est que sur le parti social-démocrate allemand que peuvent compter MARX et ENGELS à cette époque, au lendemain de la guerre de 1870. C'est ce qui fait que ce parti leur est particulièrement cher.

Cependant l'on assiste, au cours des années 1870-1875, à un rapprochement qui se marque de plus en plus entre le parti lassallien, qui au moment de la guerre de 1870 est dirigé par VON SCHWEITZER, et le parti eisenachien dirigé par BEBEL et LIEBKNECHT. Pourquoi ces deux partis se sont-ils rapprochés ? Pour deux raisons. La première, c'est qu'en 1870-71 le problème de l'unité allemande est définitivement réglé. Le parti lassallien était pro-prussien, et le parti de BEBEL et LIEBKNECHT était favorable à une grande Allemagne qui réunirait tous les Allemands, et hostile à la Prusse. Or, en 1871, le problème de l'unité allemande est liquidé, le Reich allemand s'est constitué sous la forme qu'il gardera pendant cinquante ans, c'est-à-dire sous la forme d'un Empire que domine la Prusse. Par conséquent, ce qui divisait les lassalliens

et les eisenachiens sur ce sujet n'a plus de raisons d'être.

La deuxième raison, ce sont les conditions économiques et sociales de l'Allemagne à cette époque, conditions qui ne sont pas du tout favorables à la classe ouvrière. La bourgeoisie allemande, qui avait combattu BISMARCK à différentes reprises, s'est, après 1870, sous le signe du parti national-libéral, réconciliée avec lui ; et elle s'est réconciliée avec le chancelier sous le signe de l'immense prospérité qui se répand alors dans l'ensemble du pays : ces années 1871-72-73 sont l'époque d'un boom prodigieux dans l'industrie allemande, dû en particulier au fait de l'indemnité de 5 milliards que la France a été obligée de verser à l'Allemagne. C'est le moment que les Allemands appellent "l'ère des fondateurs", période de production accrue en Allemagne, et de spéculation boursière, époque, donc, d'extraordinaire prospérité, qui se terminera d'ailleurs par un crac au cours de l'année 1873, et qui sera suivie d'une période de récession économique. Quoi qu'il en soit, BISMARCK peut dorénavant compter, à travers le parti national-libéral, sur l'appui de la bourgeoisie allemande. Il n'a plus besoin de ménager la classe ouvrière. Or le monde ouvrier s'adapte difficilement à la nouvelle situation économique, qui se traduit par une augmentation brutale du prix de la vie que ne suit pas, ou d'extrêmement loin, la montée des salaires. Tout au long des années 1871-72-73, des grèves d'une extrême violence, et très nombreuses - 212 grèves en 1871, 248 en 1872, 260 en 1873 -, grève des constructeurs de machines de Chemnitz en 1871, grèves, surtout, des mineurs, surviennent. Elles sont d'ailleurs brutalement réprimées par le pouvoir. Il est certain que la classe ouvrière est alors dans une période très difficile de son évolution. C'est l'époque, par ailleurs, où se développe, pour la classe ouvrière, ce que l'on a appelé "la crise du logement", qui a donné lieu à des émeutes extrêmement graves en 1872, crise à laquelle ENGELS, de Londres, a consacré une étude qui s'appelle "la Question du Logement", où il montre que la thèse bourgeoise selon laquelle chaque ouvrier doit être le propriétaire de sa maison, de son champ, est absurde, étant donné l'évolution générale du monde de l'économie et de la production.

A partir de 1874 surtout, des poursuites judiciaires sont continuellement intentées contre les groupements politiques socialistes, aussi bien contre le parti lassallien que contre le parti eisenachien. Il est normal que, dans ces conditions, les deux groupements socialistes victimes des mêmes persécutions éprouvent le besoin de se rapprocher, et se rapprochent. Ce rapprochement est d'ailleurs facilité par la disparition du leader lassallien VON SCHWEITZER, dont le tempérament autoritaire exaspérait les eisenachiens. C'est à la suite de la disparition de VON SCHWEITZER que les conversations ont commencé entre les leaders des deux groupes, conversations qui ont abouti au congrès commun qui se tint à Gotha au printemps 1875.

Le programme sur lequel s'est fait l'unification des deux partis a été rédigé par une commission mixte, et dans cette commission mixte la part de LIEBKNECHT semble avoir été considérable. Le programme doctrinal de Gotha, est un programme de compromis entre les thèses marxistes et les thèses lassalliennes. Tout en reprenant une grande partie du vocabulaire marxiste, il faisait place en effet à un certain nombre d'idées chères à LASSALLE : il rappelait notamment l'idée de la Loi d'Airain, l'idée des coopératives de production fondés par l'Etat, et il soutenait que la lutte sociale devait être menée d'abord dans le cadre national.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que ce programme ait été violemment discuté et mis en question par MARX et ENGELS. ENGELS, dans une longue lettre du 28 Mars 1875 déclare que "ce programme est conçu de telle sorte que, au cas où il serait accepté, ni MARX ni moi nous ne pourrions jamais adhérer au nouveau parti fondé sur une pareille base." Et MARX, dans une lettre à BRACKE, le leader socialiste de Brunswick, a fait parvenir aux congressistes de Gotha ce que l'on appelle "les gloses marginales", c'est-à-dire toute une série de critiques faites au programme de Gotha, déclarant que ce programme agirait de façon démoralisatrice pour le parti socialiste, et constituait d'ailleurs un plagiat de certains passages discutables de LASSALLE.

A vrai dire, les critiques de MARX et d'ENGELS ne furent retenues par les congressistes que sur des points de détail, et sur le fond les congressistes passèrent outre. Le programme fut finalement adopté par le congrès le 27 Mai 1875, à la fois par des délégués lassalliens et eisenachiens. Les prévisions de MARX et d'ENGELS, selon lesquelles ce programme devait être une catastrophe pour la Sociale-Démocratie allemande ("programme, disaient-ils, confus, incohérent, illogique et blâmable") ne se sont pas réalisées, et, contrairement à ce qu'ils avaient pensé, la Sociale-Démocratie a fait, au lendemain du congrès de Gotha, un bond en avant, et de très vifs progrès. En effet, dans la période étudiée, l'on voit la Sociale-Démocratie allemande en très rapide progrès. Aux élections pour le Reichstag de 1871, les sociaux-démocrates, les deux partis, ont recueilli 102.000 voix. Aux élections de 1874 ils récoltent 352.000 voix, et aux élections de 1877, après la fusion des deux partis, ils en récoltent 493.000, avec à ce moment-là 12 députés, dont 7 pour la Saxe. Ces 493.000 voix représentent 9°/₀ des électeurs du Reich allemand. Le progrès a surtout été très sensible dans les grandes villes allemandes, Berlin, Hambourg, Brême, Brunswick, où le nombre des électeurs socialistes égale ou dépasse 40°/₀. En Saxe, le nombre des voix socialistes s'élève à 38°/₀ des électeurs.

Il faut signaler d'autre part que dorénavant les socialistes ont un journal à eux, qui est en somme la synthèse de la presse qui paraissait pour les deux partis auparavant. Ce journal, c'est le "Vorwärts", "En avant !" qui restera en principe jusqu'en 1933, c'est-à-dire jusqu'à HITLER, le journal officiel de la Sociale-Démocratie allemande.

A cette époque, en 1877, il y a en Allemagne 40 journaux socialistes, dont 13 quotidiens.

-o-

III - LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LES LOIS d'EXCEPTION

(1878-1890)

Jusqu'à la période du congrès de Gotha, en 1875, il n'y avait guère eu, dans la sociale-démocratie allemande, de rigidité de doctrine. Aussi avait-on assisté à toute une série de courants déviationnistes. C'est le cas, par exemple, de Höchberg, qui avait fondé en Suisse un journal socialiste, Die Zùkùnft, dont Bernstein fut quelque temps secrétaire ; Höchberg enseignait un socialisme moral, fondé sur Kant et Darwin. Les doctrines marxistes, aussi bien politiques qu'économiques, étaient encore mal connues à cette époque. On répétait les formules du manifeste communiste de 1848, mais on n'avait pas encore lu "le Capital".

L'occasion de redresser l'idéologie au sein du parti socialiste fut la publication, en 1877, de l'ouvrage d'ENGELS appelé "L'anti-Dühring". Eugène DUHRING était aide de conférences de philosophie à l'université de Berlin. Il apparaissait comme un personnage assez vaniteux et emporté, mais le fait qu'il était aveugle lui avait attiré, semble-t-il, beaucoup de sympathies personnelles. Socialiste admirateur de la Commune, en l'honneur de laquelle il avait écrit plusieurs manifestes, il exerçait incontestablement une grosse influence dans les milieux universitaires, dans les milieux étudiants, et même dans diverses sphères socialistes : sur MOST, sur BERNSTEIN, et même sur BEBEL qui cependant avait reçu, lui, une forte éducation marxiste. DUHRING apporte dans ses ouvrages, dont le plus important est "l'histoire critique de l'économie politique", des considérations hétérodoxes. Il répudie entièrement HEGEL, et nie la dialectique : il y a, selon lui, des vérités éternelles. Il fonde son système sur un certain nombre d'écrivains matérialistes du milieu du XIXe siècle comme VOGT, BUCHNER, MOLESCHOTT, et il ne se dégage pas de ce matérialisme qui, au point de vue scientifique, apparaît comme déjà dépassé. En matière d'économie politique, c'est un disciple de CAREY, dont ENGELS disait qu'il était "amusant, stupide et ignorant". Il accepte le capitalisme, mais veut seulement en supprimer les contradictions internes. En fait, DUHRING se répand en une phraséologie révolutionnaire et radicale, mais qui dissimule mal une totale absence de culture scientifique. De plus, DUHRING est un antisémite. Il s'est exprimé à ce sujet dans un livre qui s'appelle "la question juive", où il présente le

judaïsme non comme une religion, mais comme une race, et définit la nécessité d'une législation raciste.

Très vite, les doctrines de DUHRING inquiétèrent un certain nombre de sociaux-démocrates. LIEBKNECHT et BRACKE en particulier firent passer à ENGELS, qui vivait toujours à Londres, un certain nombre de documents au sujet de DUHRING. C'est alors qu'ENGELS se mit au travail, et en 1877 fit paraître sous forme d'articles dans les journaux son livre qui ensuite devait être concentré en un véritable ouvrage, "l'anti-Dühring" (1), non sans provoquer de graves remous au sein du parti socialiste. L'ouvrage est extrêmement important parce qu'il cherche, contre DUHRING, à réhabiliter le matérialisme dialectique. Il démasque le côté idéaliste de la pensée de DUHRING, et présente le matérialisme dialectique comme la philosophie même du prolétariat, c'est-à-dire de la classe qui a pour tâche historique de libérer non seulement la classe opprimée, mais l'ensemble de l'humanité. Cet ouvrage qui, dans ces années 70, a contribué, au sein de la sociale-démocratie allemande, à répandre et à éclairer la pensée marxiste, et par conséquent à affermir l'orthodoxie du parti. "L'anti-Dühring" d'ENGELS a d'ailleurs ramené dans les chemins du marxisme un certain nombre de socialistes égarés, comme par exemple BERNSTEIN.

C'est ainsi que l'influence de MARX et d'ENGELS, à la fin de ces années 1870, s'impose à la sociale-démocratie allemande, non pas, comme on l'a dit très souvent, d'une façon autoritaire, mais par la persuasion progressive. Des bakouninistes ont accusé MARX de trôner à Londres comme un "tsar rouge", et de lancer des oukases auxquelles il fallait obéir, même si l'obéissance conduisait à la prison ou à la mort. Rien ne répond moins à la réalité, et la preuve en est dans le jugement d'ENGELS. Alors que LIEBKNECHT purgeait une peine de prison, ENGELS écrivait à sa femme: "Il nous est facile de parler et de critiquer tandis qu'en Allemagne un mot imprudent ou irréfléchi peut être puni de prison, et interrompre pour un temps la vie civile et familiale". Et le même ENGELS écrivait à BEBEL : "Nous ne méconnaissons nullement que nous avons ici, comme on dit, beau jeu pour parler, et que votre position est bien plus difficile que la nôtre."

Quoi qu'il en soit, c'est ce renforcement de l'orthodoxie marxiste qui va permettre à la sociale-démocratie allemande de soutenir la lourde épreuve des lois d'exception.

BISMARCK manifeste depuis les élections de 1877, sa volonté de détruire la sociale-démocratie allemande. A vrai dire, depuis longtemps il est inquiet de ses progrès. Il a été profondément ému par les discours de BEBEL au Reichstag à l'occasion de la Commune, et il vit depuis

---

(1) Publié aux Editions Sociales avec préface d'E. BOTTIGELLI.

longtemps ce qu'il appelle lui-même "le cauchemar des révolutions". Il est convaincu que la sociale-démocratie constitue une menace non seulement pour l'Allemagne, mais encore pour l'Europe conservatrice qu'il est en train d'édifier. Il a d'ailleurs une connaissance extrêmement vague des problèmes idéologiques, et il a une tendance à confondre les socialistes avec les anarchistes. BISMARCK est donc décidé à utiliser le premier incident venu pour porter un coup redoutable à la sociale-démocratie.

Sa première tentative pour museler la presse socialiste, et pour introduire dans le Code Pénal un paragraphe qui pourrait permettre de punir l'appel à la lutte des classes s'est jusqu'alors heurtée à l'opposition de la majorité du Reichstag. A plusieurs reprises, en 1874 et 1875, les tentatives de BISMARCK pour obtenir des lois antisocialistes ont échoué. Ce sont deux attentats anarchistes qui vont permettre à BISMARCK d'intervenir. Le 11 Mai 1878, un attentat est dirigé contre la personne de l'empereur par HODEL. L'attentat a lieu à Berlin, Unter den Linden. Le personnage n'a, à vrai dire, aucune espèce d'intérêt. Il a fait partie successivement d'organisations politiques variées ; il a été d'ailleurs, expulsé de la sociale-démocratie. C'est un simple d'esprit, semble-t-il ; en tout cas il n'a aucune complicité politique. BISMARCK est cependant immédiatement décidé à utiliser l'attentat pour prendre des mesures contre les socialistes, prenant même cette décision contre l'avis de plusieurs de ses ministres. Il dépose au Reichstag un projet de loi permettant d'interdire les publications et les groupements qui poursuivent les buts de la sociale-démocratie, donc un projet de loi directement dirigé contre la sociale-démocratie ; mais celui-ci se heurte immédiatement, au Reichstag, à une très vive opposition, opposition du centre catholique, qui redoute des mesures analogues prises contre lui, opposition des progressistes, opposition, même, des nationaux-libéraux. La thèse de l'opposition est qu'il n'est pas possible de faire une loi dirigée contre une catégorie déterminée de citoyens ; il faut prendre une loi générale.

C'est pourquoi le premier projet de BISMARCK dirigé contre la sociale-démocratie est rejeté par 251 voix contre 57. Mais la chance sourit à BISMARCK. Le 2 Juin, c'est-à-dire à peine quelques semaines plus tard, un nouvel attentat a lieu contre l'empereur. Le coupable est cette fois un certain NOBILING qui, contrairement à HODEL, qui avait manqué l'empereur, réussit à le blesser légèrement au bras. En fait, NOBILING n'est pas plus un social-démocrate que ne l'était HODEL. Il n'a aucune complicité non plus. Il s'agit également, semble-t-il, d'un acte de déséquilibré. BISMARCK, a-t-on dit, aurait provoqué lui-même ces deux attentats : "sans HODEL pas de NOBILING, sans NOBILING pas de loi contre les socialistes". Cependant la chose n'a jamais pu être démontrée ; par conséquent l'historien ne peut pas admettre que BISMARCK ait provoqué ces attentats.

Quoi qu'il en soit, BISMARCK décide d'utiliser à fond l'émotion qui, cette fois, s'est produite dans l'opinion allemande à la suite du second attentat. BISMARCK utilise donc le second attentat pour provoquer la dissolution du Reichstag, d'un Reichstag dont, d'ailleurs il veut se débarrasser pour d'autres raisons, et notamment parce qu'il désire avoir une assemblée qui vote le régime protectionniste dont il a besoin. Pour ses nouvelles élections au Reichstag BISMARCK pense obtenir, grâce à l'émotion produite par l'attentat de NOBILING, une majorité conservatrice, et spéculer sur la défaveur de l'opinion à l'égard des nationaux-libéraux, qui avaient refusé de voter la loi contre les socialistes. De fait, les élections au nouveau Reichstag, qui eurent lieu le 30 Juillet 1878, amenèrent un recul des nationaux-libéraux, qui fut accompagné d'un très léger recul socialiste, tandis que les conservateurs, qui étaient favorables à la politique de BISMARCK, gagnaient 30 voix.

Devant le nouveau Reichstag ainsi élu, il est très possible à BISMARCK de faire voter le projet de loi qu'il a prévu. La séance du Reichstag eut lieu le 9 Septembre et les jours suivants. Le député socialiste BRACKE, qui représentait la ville de Brunswick, fit la démonstration que les deux attentats n'étaient pas l'oeuvre de la sociale-démocratie, que les sociaux-démocrates ne pensaient pas que leur programme pût jamais être réalisé par la violence, mais seulement par des moyens légaux, et il tenta de démontrer que c'était en fait l'attitude de BISMARCK qui était illégale. Cependant la loi sur les socialistes fut votée finalement le 19 Octobre 1878 par 221 voix contre 149. Il n'y avait dans l'opposition que le centre catholique, quelques députés progressistes bourgeois, et les sociaux-démocrates.

Cette loi du 19 Octobre 1878 fut votée pour deux ans. Elle sera en fait reconduite jusqu'à 1890, c'est-à-dire pendant 12 ans. Cette loi comporte quatre points essentiels :

Le premier point, c'était l'interdiction des groupements "qui servent aux sociaux-démocrates et aux communistes à démolir l'Etat tel qu'il existe, ou à ébranler l'ordre social".

Le deuxième point, c'était l'interdiction des rassemblements et des démonstrations publiques. Pour cela, les états allemands, Prusse, Bavière, etc., étaient autoriser à prendre pour un an un petit état de siège.

Le troisième point était l'interdiction de la presse socialiste, cette interdiction pouvant être prise par voie administrative.

Enfin, le quatrième point est la possibilité d'interdiction de séjour à toute personne faisant partie des groupements visés par le N° 1, c'est-à-dire tous les groupements déclarés sous le nom de la sociale-démocratie.

Il faut remarquer que cette loi sur les socialistes, si sévère fût-elle, n'interdit pas aux députés de siéger au Reichstag. Par conséquent, les députés socialistes peuvent continuer à faire la critique du régime au Reichstag. D'autre part, cette loi n'interdit pas le droit de coalition ou le droit de grève, qui, sous des formes différentes, est accordé aux ouvriers dans les Etats allemands.

En fait, la loi sur les socialistes a entraîné une désorganisation très rapide du parti socialiste, ainsi, d'ailleurs, que des syndicats qui avaient une direction socialiste. Tous les groupements furent dissous, tous les journaux furent interdits, il n'y eut plus d'opposition possible du côté socialiste que sous forme de protestations des députés au Reichstag.La répression fut extrêmement étendue, d'autant plus que de nombreux industriels ou chefs d'entreprise ont congédié les ouvriers socialistes à cause de leurs idées politiques : les chefs d'entreprise exigeaient de leur personnel, sous peine de renvoi, la signature d'une déclaration condamnant le socialisme. 150 périodiques, 1.067 livres seront censurés pendant la période de douze ans pendant lesquels sévit cette loi. Dans les années 1878-79, 600 années de réclusion ont été prononcées par les tribunaux, et si l'on va jusqu'en 1888, 831 années de réclusion. Dans les cinq villes de Berlin, de Hambourg, de Leipzig, de Francfort et de Stettin, où la répression a été particulièrement violente, 892 personnes furent chassées de leurs domiciles. La plupart de ceux qui étaient ainsi frappés par la loi sur les socialistes durent émigrer. Un très grand nombre se rendirent aux Etats-Unis ; cela avait déjà été le cas, en 1849. Et ces émigrants, qui firent rapidement fortune dans le Nouveau Monde, renvoyaient de l'argent aux sociaux-démocrates restés en Allemagne, contribuant ainsi à remplir leurs caisses.

Malgré cette répression extrêmement dure, le parti se remit assez vite de la désorganisation dont il avait été la victime. Du 20 au 23 Août 1880 se tint en Suisse, dans la petite ville de Wyden, un premier congrès des socialistes allemands en exil, et ce congrès de Wyden a contribué à la réorganisation du parti. Il faut remarquer que, en réorganisant le parti social-démocrate atteint par la loi d'exception, les socialistes réunis à Wyden ont eu bien soin de marquer leur distance par rapport aux éléments anarchistes qui étaient à ce moment-là influents dans les milieux sociaux-démocrates. A la tête de la tendance anarchiste se trouvait un certain Jean MOST, dont l'influence s'était principalement exercée en Autriche et en Suisse. Il développait en Allemagne depuis 1874 une grande activité de propagande, et il avait été élu député au Reichstag. Après 1878, MOST s'exila à Londres, où il publia le journal "la Liberté", ("die Freiheit") de tendance anarchisante, assez proche des idées bakouniennes, qui condamnait formellement le travail parlementaire, et préconisait l'activité révolutionnaire des masses, et les méthodes d'action les plus brutales. Or, les sociaux-démocrates réunis à Wyden marquèrent leur désapprobation totale à l'égard des conceptions anarchistes, et MOST se trouva ainsi, en même temps qu'un autre anarchisant, HASSELMANN, chassé de la sociale-démocratie. Les sociaux-

démocrates ne veulent donc rien avoir à faire, désormais, avec les anarchisants.

Par contre, à Wyden, les socialistes ont mis sur pied, et d'une façon extrêmement remarquable, une organisation illégale qui leur a permis de continuer à propager leurs idées en Allemagne, même sous la loi d'exception. De Suisse, et aussi de Belgique, l'on fait passer en Allemagne un très grand nombre de brochures et de journaux, grâce à une organisation qui s'appelle "la Poste Rouge de campagne", - "Rote Feldpost" -(1). Cette Poste Rouge était spécialement dirigée par un industriel très au courant des questions coopératives, un homme du nom de Julius MOTTELER, qui fut aidé dans cette entreprise par un cordonnier du pays de Bade du nom de Joseph BELLI. C'est MOTTELER et BELLI qui ont mis sur pied cette organisation clandestine, et qui ont fait ainsi introduire en Allemagne le journal des sociaux-démocrates, "le Social-Démocrate", qui continue à répandre les conceptions orthodoxes de la sociale-démocratie. Ce "Social-Démocrate" fut publié successivement à Zurich, puis, après que le gouvernement suisse se fut vu, sous l'effet de la menace allemande, obligé d'en chasser les rédacteurs, il fut publié à Londres, et son principal rédacteur pendant la période qui nous occupe fut BERNSTEIN. Le nombre des exemplaires imprimés était chaque jour de 12.000. En même temps que le "Social-Démocrate" demeurait, par conséquent, l'organe des socialistes allemands, un autre socialiste également en exil, KAUTSKY, qui devait devenir bientôt un des principaux théoriciens du mouvement social-démocrate, commençait à rédiger, à partir de 1882, à Londres, la revue "Le Nouveau Temps", - ("Die Neue Zeit") -, qui devait faire connaître la pensée économique de MARX.

L'organisation clandestine qui a été mise sur pied au cours de ces années l'a été d'une façon remarquable. Les journaux étaient introduits en Allemagne par paquets de poste clos, soit dans des ballots de marchandises portant de fausses étiquettes, soit même quelquefois, tout simplement, dans des boîtes de conserve, et toute espèce d'envoi où l'on ne pouvait pas soupçonner qu'ils étaient introduits. Dans chaque ville l'organisation clandestine avait établi un homme de confiance qui se chargeait de les répandre. Il faut signaler que des efforts considérables furent d'ailleurs faits en Allemagne même pour maintenir la presse social-démocrate, et l'on créa d'une façon extrêmement habile des journaux récréatifs qui, sous une forme badine, faisaient pénétrer dans les esprits des concepts socialistes. Des associations de sports et des associations de chant se créèrent, mettant sur pied des caisses de secours volontaires qui contribuaient à soutenir l'action socialiste. Les méthodes de lutte clandestine furent encore améliorées par les conférences de Zurich, en 1882, Copenhague, en 1883, et Saint-Gall, en 1887, qui durent,

---

(1) Cf. E. ENGELBERG, Revolutionäre Politik und Rote Feldpost (Berlin, 1959).

bien entendu, toujours se tenir en dehors de l'Allemagne, et la preuve que les sociaux-démocrates réussirent à maintenir leur idéal et leur clientèle, c'est que ces sociaux-démocrates virent leurs chiffres progresser au cours de toutes les élections. C'est ainsi qu'aux élections de 1881, le chiffre des électeurs socialistes était tombé à 312.000 : c'étaient les débuts de la loi, qui avaient fait branler, évidemment, les assises du parti. Mais il se relève extrêmement vite, et en 1884, les sociaux-démocrates ont 549.000 voix aux élections, avec 24 sièges.

Il apparaissait donc dès ce moment-là que le but poursuivi par la loi d'exception n'était pas atteint par BISMARCK. Dans les premières années de la loi d'exception, BISMARCK avait pensé désarmer l'opposition socialiste par ce qu'il appelait "la politique du bout de sucre", c'est-à-dire par une politique qui amadouait l'opinion ouvrière, et c'est dans cet esprit qu'il avait fait voter par le Reichstag toute une série de lois dites "de protection ouvrière" qui sont à l'origine de ce qu'on appelle en Allemagne la législation sur les assurances sociales. Cette politique a été inspirée à BISMARCK par un certain groupement d'économistes qu'on appelle "les socialistes de la chaire", mais ce sont, à vrai dire, des raisons pratiques qui ont surtout déterminé l'attitude de BISMARCK. BISMARCK croyait, par cette législation, pouvoir réconcilier les masses avec l'Etat, arracher les ouvriers à la sociale-démocratie et aux syndicats, et avoir prise ainsi sur le monde ouvrier. Enoncée dès 1881, cette politique a conduit BISMARCK à faire voter par le Reichstag en 1883 une loi d'assurances sur les maladies, en 1885 une loi d'assurances sociales sur les accidents, et plus tard, en 1889, une loi sur la vieillesse. Ces lois, d'ailleurs, quand elles avaient été votées au Reichstag, avaient été combattues par la sociale-démocratie, les députés socialistes déclarant que les cotisations ouvrières aux caisses d'assurances sociales étaient trop élevées par rapport aux cotisations patronales, et surtout parce que les socialistes décelaient le but intéressé de la politique bismarckienne. Il n'en reste pas moins que cette législation sociale a séduit un certain nombre de socialistes, en particulier parmi les socialistes de formation lassallienne, pour qui était essentielle l'idée de l'intervention de l'Etat. Il est évident que l'influence lassallienne ainsi que celle de l'économiste ROOBERTUS s'exerçait dans le sens du socialisme d'Etat, et de fait le député ex-lâssallien HASENCLEVER était très favorable à la législation bismarckienne. On a vu un certain nombre d'organes socialistes pouvoir reparaître pendant la période des lois d'exception parce que ces organes soutenaient la politique de socialisme d'Etat de BISMARCK, et c'est ainsi qu'ont paru le journal "Le Droit au Travail", que faisait éditer VIERECK à Munich, et à Berlin, La "feuille populaire" (Volksblatt) que dirigeait un autre partisan de la politique bismarckienne du nom de BLOS. Cette politique du "bout de sucre" n'a donc pas été sans attirer à BISMARCK certains éléments socialisants. Il n'en reste pas moins que la direction du parti a condamné formellement cette tendance qui se manifestait chez certains de ses membres, et notamment le congrès

de Copenhague, qui eut lieu en 1883, dénonça la politique de BISMARCK comme une manoeuvre tactique. La tendance marxiste triompha encore plus nettement lors du congrès de Saint-Gall, et le mérite d'avoir sauvegardé l'unité du parti contre les avances de BISMARCK est dû surtout à l'influence et à la personnalité de BEBEL.

Ayant échoué, par conséquent, dans ses mesures destinées à séduire les socialistes, le gouvernement de BISMARCK, à partir de 1886, aggrave la répression. Il revient à ce que BISMARCK appelle "la politique du fouet". C'est ainsi que BISMARCK interdit tous les rassemblements publics, même ceux qui n'ont pas de caractère politique, ce qui rend évidemment très difficile l'application du droit de coalition et de grève. D'autre part, toute une série de poursuites judiciaires sont menées, intentées pour délits de reconstruction secrète de ligues interdites. A vrai dire, ces mesures se révélèrent aussi inefficaces que les précédentes. Aux élections de 1887, le parti social-démocrate fait encore un bond en avant, avec 723.000 voix, atteignant 10°/。 des suffrages exprimés, et enfin aux élections de 1890 le parti atteint 1.427.000 voix, doublant ses effectifs, et obtenant cette fois-ci 35 mandats.

Malgré les échecs de sa politique, BISMARCK ne semble pas vouloir céder. En Octobre 1889, il a encore songé à présenter au Reichstag une loi rendant permanente la législation contre les socialistes, alors que jusqu'à présent, cette législation devait être votée tous les deux ans par le Reichstag. Mais cette proposition de BISMARCK se heurte à l'opposition du Reichstag. Les élections de Février 1890, qui constituent un triomphe pour les sociaux-démocrates, ne laissèrent plus à BISMARCK la possibilité, par suite de l'affaiblissement des conservateurs, de gouverner dans le sens d'une loi d'exception contre les socialistes. Devant l'échec de sa politique, BISMARCK songe à une nouvelle dissolution du Parlement, mais cette fois-ci ce ne sont plus les partis qui le gênent, c'est la personne même de l'empereur, du nouvel empereur GUILLAUME II, qui refuse net de le suivre dans cette voie. GUILLAUME II, en effet, ne désire pas commencer son règne par une crise sociale, et déjà lors de la grève des mineurs de Westphalie, qui a eu lieu dans l'été 1889 et qui a été la première grande grève massive du prolétariat allemand - il y a eu 120.000 mineurs en grève -, GUILLAUME II a marqué sa désapprobation à l'égard des méthodes de BISMARCK. GUILLAUME II est favorable par ailleurs à une législation du travail qui irait beaucoup plus loin que celle envisagée par BISMARCK. Il songe à une législation limitant les heures de travail, ce à quoi BISMARCK n'avait jamais pensé, et il est soutenu dans cette politique par le Vice-Président du Conseil des Ministres de PRUSSE, BOTTICHER.

Il n'est pas douteux que la division entre BISMARCK et GUILLAUME II sur les questions sociales ait été l'une des causes de la démission que BISMARCK remit à GUILLAUME II au cours de l'année 1890. Quoi qu'il en soit, à l'automne 1890 les lois d'exception socialistes ont été abrogées.

La conséquence de ces dix années de lutte a été d'approfondir le fossé qui sépare les classes ouvrières de l'Etat allemand, d'une part, et de la bourgeoisie allemande de l'autre. Ces luttes ont par conséquent accentué le radicalisme au sein de la classe ouvrière. Une faille plus profonde que celle qui existait précédemment a été creusée entre les travailleurs, l'Etat, et les classes dirigeantes allemandes. D'ailleurs, les élections de 1890 ont prouvé que, si l'on exclut une assez importante fraction d'ouvriers catholiques qui votent pour le centre pour des raisons religieuses, l'ensemble de la classe ouvrière voit dorénavant la sociale-démocratie comme son défenseur naturel.

Cette évolution au sein de l'opinion ouvrière va apparaître lorsque, à la suite des années de clandestinité, il faut fixer à nouveau les statuts du parti socialiste. Il était bien évident que, ce parti socialiste reprenant en 1890 une vie normale, il était indispensable de lui donner des statuts nouveaux. Or, le parti socialiste se trouve, au moment où la question se pose, en état de crise. Il y a dans le parti socialiste un certain nombre d'éléments, ceux que l'on appelle les "Jeunes" - "die Jungen" -, qui ont tendance à protester contre ce qu'ils appellent l'embourgeoisement du parti, qui accusent le parti de sombrer dans le parlementarisme. Malgré les nombreuses tentatives de conciliation, les accusations de ces Jeunes se font de plus en plus violentes, et prennent un caractère personnel accentué, si bien que la première oeuvre du congrès qui se réunit dans la ville d'Erfurt en 1891 fut de liquider le groupe des Jeunes, qui fut obligé de faire sécession. Ils constituent alors un groupe de socialistes indépendants qui ont d'ailleurs évolué, sans avoir beaucoup plus d'influence, vers des tendânces anarchisantes.

Ayant liquidé cette question des Jeunes, le congrès d'Erfurt, en 1891, a repris la réorganisation de la sociale-démocratie allemande, et a donné à cette sociale-démocratie une physionomie infiniment plus rigide que ne lui avait donné le congrès de Gotha en 1875. C'est KAUTSKY qui a été le véritable rédacteur du programme d'Erfurt. Celui-ci abandonne définitivement les formules lassalliennes qu'avait gardées le congrès de Gotha, en faisant triompher d'une façon absolument complète l'idéologie marxiste. Les termes "socialisation de moyens de production", "dictature du prolétariat" sont, dans l'esprit marxiste, repris par le programme d'Erfurt. De plus, ce programme ajoute à une définition marxiste de sa doctrine un programme pratique, c'est-à-dire un programme de réformes qu'il faut obtenir immédiatement dans le cadre du régime existant, réformes sociales comme la journée de huit heures, la semaine anglaise, l'interdiction du travail aux enfants, etc., et aussi réformes politiques comme le suffrage universel en Prusse, étendu d'ailleurs pour les femmes, la laïcité de l'enseignement, etc.

Le programme d'Erfurt était un programme qui, sur le plan doctrinal, était d'une orthodoxie marxiste indiscutable, contrairement au programme

de Gotha, mais d'autre part il laissait une certaine place à une action immédiate, à une action nuancée et provisoire qui devait avoir une grande importance dans les évènements qui vont suivre. C'est sur cette base à la fois doctrinale et pratique que la lutte va être menée par la sociale-démocratie au cours des années qui viennent.

-o-

IV - LA CRISE REVISIONNISME (1880-1890)

A peine la loi sur les socialistes a-t-elle été levée, en 1890, qu'éclate au sein du parti social-démocrate une crise qui est connue dans l'histoire sous le nom du "révisionnisme". En effet, à partir de 1890, une fraction de la sociale-démocratie allemande renie son caractère révolutionnaire, pour adopter un programme de caractère réformiste. Est-ce que, dans la structure ou dans la politique allemande se sont produites des modifications qui permettent d'expliquer l'évolution du parti vers le révisionnisme ?

Certes, l'Empereur GUILLAUME II, lorsqu'il prend le pouvoir, en 1888, manifeste une certaine sympathie à l'égard de la classe ouvrière, et ce sont ses divergences avec BISMARCK à ce sujet qui ont été l'une des causes du renvoi du chancelier. En 1890, GUILLAUME II a réuni à Berlin une conférence internationale pour la protection du travail ouvrier. Le ministre du commerce -du ministère du commerce dépendaient les affaires sociales- VON BERLEPSCH tire de cette conférence un certain nombre de conclusions et fait voter une série de lois destinées à limiter la durée du travail à 11 heures pour les femmes, 10 heures pour les enfants de moins de 16 ans, et la nouvelle législation installe dans les communes des "tribunaux du travail" chargés de régler à l'amiable les conflits sociaux. Ainsi apparaissent les éléments de l'extension de la législation sociale au début du règne de GUILLAUME II.

Mais cette politique sociale de l'Empereur a été de très courte durée GUILLAUME II s'est très rapidement détourné de ses velléités, a repris contact avec des hommes qui la désapprouvent entièrement, comme le fameux Baron de STUMM, qui était hostile à toute espèce de syndicalisme ouvrier. Rapidement, et du fait de son entourage, la politique de GUILLAUME II adopte, à l'égard du monde ouvrier et de la sociale-démocratie, une attitude de plus en plus hostile. Diverses tentatives sont envisagées, pendant les années 1890, pour ruiner l'influence grandissante de la sociale-démocratie sur le monde ouvrier. En 1894, l'Empereur, inquiet des élections qui ont eu lieu l'année précédente, et qui ont considérablement augmenté le nombre des voix sociales-démocrates, envisage une loi exceptionnelle qui aboutirait à l'abrogation, dans le Reich, du suffrage universel. Mais le projet, assez mal défendu devant le Reichstag par le chancelier HOHENLOHE, fut repoussé. Dans les années suivantes, de nouvelles tentatives sont envisagées. En 1897, l'Empereur pense à faire voter une petite loi sur les socialistes de Prusse, et en 1899 une loi de détention, qui punirait de peines de prison variables les tentatives qui seraient faites pour obliger les ouvriers à se syndiquer, ou à faire grève, une loi qui, en somme, protégerait la prétendue liberté de travail.

Par conséquent, on ne peut pas parler d'une amélioration du climat gouvernemental à l'égard de la sociale-démocratie. Pendant les années 1890, à part quelques mois, au début du règne, une menace constante

continue à peser sur la tête des sociaux-démocrates. Bien que certains ministres, et en particulier VON BERLEPSCH, estiment indispensables un certain nombre de concessions, les classes dirigeantes allemandes continuent à regarder la sociale-démocratie comme un parti de subversion, et elles ont estimé dangereuse toute espèce de concession, déclarant que ces concessions ne pourraient être accordées que du jour où les ouvriers feraient preuve d'attachement sincère au régime. Le ministre des finances du Reich, MIQUEL, qui a, dans ces années, une grande influence dans le gouvernement, est particulièrement hostile à toute espèce de concession au monde ouvrier. Il estime que la sociale-démocratie doit être combattue, en donnant, au contraire, un appui à l'artisanat et à la classe paysanne. Il obtient, en 1896, le départ de VON BERLEPSCH, qui est remplacé au ministère du commerce par VON BREFELD. Or, VON BREFELD apparaît comme entièrement entre les mains du grand patronat, de ce qu'on appelle "le cartel central des industriels".

Cependant, on assiste à un certain nombre de modifications, au cours de cette période, et notamment dans le cadre non pas du Reich, mais des états allemands. En effet, au sein des représentations parlementaires des différents Etats, et en particulier dans les Landtag de l'Allemagne du Sud, en Bavière, en Wurtemberg, dans le pays de Bade, il est possible aux sociaux-démocrates, et en accord avec certains partis bourgeois, d'obtenir des réformes pratiques en faveur de la classe ouvrière ; la conséquence, c'est que, en 1894, les députés socialistes bavarois, au Landtag de Bavière, n'hésitent pas à voter le budget bavarois, ce qui était absolument contraire aux principes du parti, qui interdisait à ses membres de voter le budget. Cet exemple a été suivi dans d'autres Landtag. De même, la sociale-démocratie trouve un champ d'action nouveau dans la politique communale, dans les municipalités au sein desquelles elle est représentée, ou à l'activité desquelles elle participe. C'est cette possibilité de collaboration avec les pouvoirs publics aussi bien dans les Landtag que dans les municipalités qui explique jusqu'à un certain point le développement du révisionnisme.

La première manifestation de l'idéologie réformiste a été le discours qu'a prononcé en juin 1891 le social-démocrate VON VOLLMAR, qui était député au Landtag de Bavière, discours qu'il a fait dans une salle publique à Munich, "l'Eldorado". Dans ce discours, VON VOLLMAR, qui était un ancien officier, qui avait, d'ailleurs, été blessé au cours de la guerre de 1870, sur le front français, et qui avait été converti au socialisme sur le tard, étonna tout le monde. C'était un homme d'une remarquable culture, lié, par son mariage avec une suédoise, avec les milieux littéraires scandinaves. VOLLMAR avait été longtemps considéré comme un élément de gauche dans la sociale-démocratie, et il avait même fait partie de ce groupe des Jeunes. Ce qui est certain, c'est que c'était un organisateur remarquable, et qu'il avait réussi à mettre sur pied le parti social-démocrate dans un pays, la Bavière, qui était à la

fois rural et catholique, par conséquent dans des conditions extrêmement peu favorables au développement de l'idéologie socialiste. Aussi le discours de l'Eldorado, en juin 1891, apparut-il comme extrêmement étrange, puisque VOLLMAR, qui était considéré alors comme un homme de la gauche du parti, se prononçait pour une politique réformiste. Il faut répondre, dit-il, à la politique de GUILLAUME II par de la bonne volonté: "à la bonne volonté la main ouverte, à la mauvaise les poings tendus". Il ne faut considérer l'enseignement théorique du marxisme, mais aller de la théorie à la pratique, ne pas oublier le présent, ce qui est le plus près de nous, le plus présent. Il y a bien", disait-il, "quelques grandes crises par lesquelles l'histoire a semblé faire un bond. Ce qui s'est produit en général, c'est une lente évolution organique. Utiliser la forme actuelle pour exercer une influence sur celle de demain, voilà ce qui doit être notre rôle". Il préconisait donc une attitude de réformisme opportuniste. VOLLMAR en tirait un certain nombre de conséquences. Sur le plan de la politique extérieure, disait-il, il fallait se ranger au point de vue du gouvernement ; il fallait accepter les principes de la Triplice : "Certes, les chauvins, en France, et les irrédentistes, en Italie cherchent à présenter les choses comme si la paix était menacée non par eux, mais par la Triple Alliance, mais, dans l'état actuel des choses, c'est un fait que ce ne sont pas l'Allemagne et ses alliés qui menacent la paix, mais que leurs efforts tendent à rendre inoffensives les menaces contre la paix vues d'un autre côté." Il affirme en conséquence que "les socialistes allemands doivent, en cas de guerre, faire leur devoir militaire. "Nous le ferons d'autant plus volontiers si l'ennemi de toute la civilisation, la barbarie russe, se trouve en question". Enfin, l'orateur, tout en signalant son attachement aux idéaux du parti, indiquait dans son discours de l'Eldorado un programme d'action de caractère temporaire, qui devait porter sur l'extension de la législation sociale en faveur des ouvriers, et l'établissement de mesures contre les cartels industriels.

Naturellement, ce discours provoqua de violentes réactions de la part de la direction du parti et de son journal "Vorwärts !", et ces protestations amenèrent VOLLMAR à reprendre ses principales idées dans un discours qu'il prononça quelque temps après, à Munich, devant ses électeurs. Voici le passage principal de ce discours : "Les hommes sérieux se donnent un idéal, mais ils se représentent aussi le long chemin qui y conduit, et les innombrables obstacles qu'il faut surmonter. Ils se représentent qu'un ordre de choses rattaché par mille fils au passé ne peut pas, d'un seul coup, faire place à un nouvel ordre de choses, mais que toute évolution se produit peu à peu, et qu'on ne doit vouloir et poursuivre le tout et le conquérir, mais le conquérir seulement par parties. Si nous voulions être une secte religieuse ou une école scientifique, assurément, nous n'aurions point à nous soucier de la désagréable réalité. Nous pourrions tranquillement bâtir des châteaux en Espagne. Mais un parti qui travaille dans la réalité ne peut pas faire cela."

VOLLMAR déclarait donc l'impossibilité de se placer au point de vue négatif, mais qu'il fallait rechercher des réformes progressives. Ces idées ont été discutées pour la première fois lors du congrès du parti à Erfurt, en 1891. BEBEL déclara que la tactique de VOLLMAR était mauvaise "parce qu'elle suscitait le pessimisme. Elle attiédit l'enthousiasme parce qu'elle propage, touchant l'importance de petites concessions, des conceptions incompatibles avec l'essence de notre parti, et avec ses buts." Et BEBEL ajoutait : "Le point de vue auquel nous nous sommes placés doit être toujours celui-ci ; il ne s'agit pas, avant tout, d'atteindre ceci ou cela. Pour nous, l'essentiel est d'élever certaines revendications qu'aucun autre parti ne peut élever." Bien entendu, au congrès d'Erfurt, BEBEL fit triompher son point de vue. Mais le triomphe apparent de la direction du parti n'empêcha pas au cours des années suivantes, les manifestations opportunistes de se multiplier. En 1892, lors du congrès de la sociale-démocratie qui se tient à Berlin, VOLLMAR se prononce en faveur de ce qu'il appelle le "socialisme d'état", différent, certes, de celui qu'avait préconisé et réalisé BISMARCK, mais qui doit, selon lui, aboutir à des mesures d'étatisation. Cette profession de foi en faveur du socialisme d'état provoque une réponse extrêmement dure de LIEBKNECHT, déclarant que "le socialisme d'état aurait pour conséquences de détourner, au moyen de concessions et de palliatifs, la classe ouvrière de la sociale-démocratie, et en conséquence de paralyser cette dernière." Mais, surtout, le grand cheval de bataille des opportunistes comme VOLLMAR va être, au cours des années suivantes, la question agraire, qui sera discutée en particulier dans les congrès de la sociale-démocratie à Francfort (1894) et à Breslau (1895). Depuis très longtemps, les socialistes de l'Allemagne du Sud, en particulier, au sein des Landtag, suivaient d'extrêmement près les questions agraires, les questions touchant l'économie agraire et la situation sociale de la classe paysanne. Dès 1892, un certain nombre de députés socialistes des états du sud s'étaient réunis à Ratisbonne, et avaient formulé un programme commun. D'autre part, beaucoup de socialistes se montrent extrêmement soucieux de faire échec à ce que l'on appelle en Allemagne le "Bund der Landwirte", c'est-à-dire l'association des cultivateurs, conservatrice et protectionniste, qui avait réussi à convaincre, surtout en Prusse, un très grand nombre de paysans du bien-fondé de ses revendications, et qui attirait par conséquent à elle, lors des élections, la clientèle paysanne. C'est dans ces conditions que VOLLMAR, avec l'appui de deux députés, SCHONLANK, qui était un député de la Saxe, et DAVID, qui était un député de la Hesse, a défini, au Reichstag, un programme agraire. Il s'agissait de défendre non pas seulement, comme on le faisait jusqu'alors les intérêts des ouvriers agricoles, mais de défendre aussi les intérêts des petits propriétaires, car la sociale-démocratie, déclarait-il, ne représente pas seulement les prolétaires, mais l'ensemble des travailleurs, au sens large du terme. Les paysans propriétaires doivent être défendus. Il faut éviter qu'ils soient chassés de leurs biens, réduits à la prolétarisation, et amenés par là, dans les villes, à devenir les rivaux, les concurrents des ouvriers sur le marché du travail. "Ce ne

serait pas un avantage pour la démocratie socialiste", dit VOLLMAR dans une brochure intitulée "La question des paysans et la démocratie en Bavière", "d'être obligée d'attendre, pour faire sa révolution, que la production capitaliste se soit partout développée, jusqu'à ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan ou le dernier petit paysan ait succombé à la grande exploitation capitaliste." Il faut donc définir un programme de défense de la petite propriété, d'où un certain nombre de revendications pratiques qui étaient faites par VOLLMAR en faveur des paysans propriétaires, comme la nationalisation par l'Etat de toutes les hypothèques, la réduction autoritaire du taux de l'intérêt du crédit agricole, le maintien dans leur intégrité des biens communaux qui pouvaient servir aux paysans à faire paître leurs bêtes. VOLLMAR défend ces propositions, déclarant au congrès de Francfort : "Il faut que le paysan voie que nous sentons et comprenons ses misères quotidiennes, et que nous sommes prêts à y porter remède, et cela non pas seulement dans un avenir lointain mais dès aujourd'hui". Au congrès de Francfort, VOLLMAR obtient la création d'une commission agraire, mais au congrès suivant à Breslau, où les conclusions de cette commission agraire sont discutées, les idées de VOLLMAR sont mises en échec, par 158 voix contre 53. Le grand adversaire des idées de VOLLMAR en faveur de la petite propriété paysanne avait été KAUTSKY, qui devait d'ailleurs publier quelque temps plus tard un ouvrage intitulé "la question agraire", dans lequel il défendait le point de vue marxiste, et déclarait que les socialistes n'avaient pas à défendre, sous quelque forme que ce fût, la petite propriété. "Le maintien de la petite propriété agricole", déclarait KAUTSKY, "est le meilleur moyen pour provoquer la dégénérescence de la population", et il disait : "Il nous faut aller vers les paysans désespérés, et leur montrer que leur situation n'est pas passagère, mais liée au système capitaliste de la production, et que seule peut les sauver la transformation de la société en un sens socialiste. Cela n'est pas pratique, mais vrai et nécessaire". Le point de vue rigoureusement marxiste défendu par KAUTSKY a triomphé lors du congrès de Breslau, des conceptions de VOLLMAR. Mais VOLLMAR ne se sentit pas battu, car on voit apparaître, dans les années suivantes, toute une série de réfutations contre KAUTSKY, notamment l'ouvrage de DAVID "Socialisme et Agriculture", dans lequel DAVID, reprenant les thèses de VOLLMAR, démontre que les prévisions de MARX ne se vérifient pas dans le domaine agricole ; "tandis que l'industrie tend à se concentrer, l'agriculture", dit-il, "tend vers l'individualisme".

Il n'en reste pas moins que, au cours des années suivantes, les idées opportunistes et réformistes vont progresser considérablement au sein du socialisme, et de ceci, nous trouvons la trace dans la revue "les Cahiers mensuels du Socialisme" (Sozialistische Manutshefte), qui sont dirigés par Joseph BLOCH, et dans lesquels les idées réformistes sont développées, en opposition avec la revue "le Nouveau Temps" ("die Neue Zeit"), que dirige KAUTSKY, et qui représente au contraire la tendance marxiste orthodoxe du socialisme. Dans ces "Cahiers mensuels du

Socialisme", on voit apparaître trois tendances dominantes. D'abord la tendance représentée par VOLLMAR, type du politicien bavarois qui poursuit surtout une politique d'alliance parlementaire avec les partis bourgeois en vue de réformes précises et limitées. VOLLMAR, en particulier, a été très lié en France avec le socialiste MILLERAND, qu'il a félicité notamment, en 1899, d'avoir accepté un poste dans le cabinet formé par WALDECK-ROUSSEAU. Le millerandisme a été l'une des tendances du socialisme français à la fin du siècle en liaison étroite avec les idées de la tendance révisionniste. D'autre part, VOLLMAR, et la plupart de ses collègues de l'Allemagne du Sud -le plus remarquable est le député de Nuremberg, GRILLENBERG- sont d'esprit particulariste (comme de bons Bavarois, ils détestent tout ce qui se passe à Berlin) et favorables à l'augmentation des prérogatives des Etats, contre le centralisme berlinois.

Une deuxième tendance est la tendance impérialiste, ou militariste, au sein du parti, qui est représentée essentiellement, parmi les rédacteurs des "Cahiers mensuels du Socialisme", par les députés SCHIPPEL, HEINE et PEUS. Ces impérialistes ont fait leur paix avec la politique coloniale de GUILLAUME II. Ils acceptent l'idée des entreprises coloniales, et ils se prononcent pour une politique d'expansion allemande. Ils pensent que la puissance extérieure du Reich permettra, en fin de compte, de cicatriser les plaies sociales. La conquête du marché mondial sera en fait, pour les ouvriers allemands, une question de vie ou de mort. Par conséquent, ils en concluent qu'il faut accepter la concentration de l'industrie allemande, la formation des cartels et des monopoles. SCHIPPEL, dans un discours qu'il a fait à Francfort, au congrès de Francfort, en 1894, se prononce en leur faveur "parce qu'ils limitent les crises, et constituent en fin de compte une voie vers le socialisme". C'est la théorie du "capitalisme organisé", par opposition à un capitalisme anarchique, qui aura beaucoup de succès, plus tard, dans la sociale-démocratie.

Enfin, troisièmement, il existe une tendance syndicaliste. Le représentant essentiel de cette tendance est le député DAVID, pour qui l'action syndicale est la seule véritablement utile et rentable, qui aboutit par conséquent à se désintéresser de toute espèce de dogmatisme idéologique, et à mettre l'accent sur les résultats pratiques.

Bien entendu, ces diverses tendances qui apparaissent maintenant dans les "Cahiers mensuels du Socialisme" se heurtent à la résistance de la direction du parti, qui n'abandonne pas l'orthodoxie marxiste, et qui la défend contre l'opportunisme. Mais en fait, au sein de ces orthodoxes, il y a des nuances. BEBEL et LIEBKNECHT, qui sont à ce moment-là encore les deux augures du parti, s'efforcent dans le "Vorwärts" de répondre aux opportunistes, et de conserver la pureté de la doctrine marxiste. Ils condamnent les idées de temporisation et d'opportunisme, mais ils sont obligés eux aussi de faire des concessions : ils rejettent notamment toute action extraparlementaire, toute action qui pourrait aboutir

à la violence, "incompatible", disent-ils, "avec l'existence d'un grand mouvement politique". De son côté, KAUTSKY, qui est le directeur du "Neue Zeit", revue orthodoxe, est un théoricien qui s'efforce de réfuter l'opportunisme, en montrant que l'on s'achemine vers une nouvelle forme du capitalisme, à l'impérialisme, qui conduira à la constitution de monopoles, et, par ces monopoles opposés les uns aux autres, à la guerre. KAUTSKY croit à l'aggravation des antagonismes entre les classes et les nations, antagonismes qui ouvriront la voie à de profonds bouleversements. Enfin, contre les opportunistes, il existe une gauche qui se dira de plus en plus révolutionnaire, qui est à ce moment-là représentée au sein du parti par deux femmes d'un très grand talent l'une et l'autre, Rosa LUXEMBOURG et Clara ZETKIN. Rosa LUXEMBOURG et Clara ZETKIN insistent sur la nécessité de l'action immédiate révolutionnaire, et sur la nécessité de renforcer, par l'exploitation du mécontentement, le potentiel combatif des masses. "Aussi", déclare Rosa LUXEMBOURG, "ne faut-il pas rechercher les réformes qui détruisent, affaiblissent, énervent la force révolutionnaire du prolétariat", et Clara ZETKIN dira : "L'important n'est pas que les esclaves soient bien nourris, mais qu'il n'y ait plus d'esclaves."

Cependant, il manque jusqu'à présent à l'opportunisme une doctrine, il lui manque une analyse des conditions économiques et sociales du monde présent, qui justifie la position du mouvement opportuniste. Cette analyse, elle va être faite par BERNSTEIN, qui est le véritable fondateur du révisionnisme. C'est un fils d'ouvrier, autodidacte, attiré au socialisme par des raisons sentimentales, par les horreurs de la Commune. Il avait appartenu au parti eisenachien. Longtemps, sa doctrine a été indécise, et il a été quelque temps le secrétaire de HOCHBERG, le rédacteur du journal "l'Avenir", (Die Zùfùnft), mais il a été ramené à la véritable orthodoxie marxiste par l'influence d'ENGELS et de BEBEL, et en particulier par la lecture de "l'Anti-Dühring". Obligé, bien entendu de s'exiler pendant la période de la loi contre les socialistes, il a vécu en Suisse, puis en Angleterre, où il a été le directeur du journal "le Social-Démocrate" qui était introduit clandestinement en Allemagne. Il est donc devenu un marxiste orthodoxe. Ce n'était, d'ailleurs, pas un tempérament de lutteur que celui de BERNSTEIN, mais c'était un intellectuel, qui agissait par souci d'honnêteté. Il était extrêmement instruit. En exil, il avait lu un très grand nombre d'ouvrages d'histoire et d'économie, et il est l'auteur d'une "Histoire du socialisme dans la révolution anglaise, au XVIIe siècle". C'est dans cet ouvrage qu'il avait fait connaître au public la personnalité du communiste anglais Winstarley, et cet ouvrage est, encore aujourd'hui, considéré comme l'un des meilleurs sur la révolution anglaise du XVIIe siècle. BERNSTEIN est amené, dans les années 1890, à abandonner l'orthodoxie marxiste, et à exposer un système d'idées de caractère révisionniste, et cela, parce qu'il estime en conscience qu'il n'a pas le droit de se taire. Quelles sont les influences qui se sont exercées sur BERNSTEIN et qui l'ont ramené au révisionnisme ?

On peut les ramener à trois. D'abord, il n'est pas douteux qu'en Angleterre, à Londres, où il a été correspondant de la "Neue Zeit", il

est entré en contact avec les milieux socialistes anglais, et en particulier avec la Société Fabienne, avec les WEBB, avec Bernard SHAW, avec William MORRIS, personnalités qu'il a d'abord combattues au nom de son idéologie marxiste, mais pour lesquelles, peu à peu, il a acquis une très vive sympathie, et dont progressivement il a adopté les idées. Or, ces milieux socialistes anglais, ces Fabiens, sont absolument hostiles à l'idée de la lutte des classes. Nourris de la lecture de BENTHAM et des utilitaristes anglais, ils sont favorables à des réformes progressives. C'est par des voies concrètes que le socialisme doit s'installer. Le socialisme n'est pour eux que plus de justice et plus de bonheur pour l'humanité. Le moyen d'obtenir ces résultats, c'est une pression des syndicats pour obtenir ce qu'ils appellent "une démocratie industrielle", et le premier stade de cette démocratie industrielle, ce sera le socialisme municipal, qui se traduira par la collectivisation des grands services publics des transports, de l'éclairage, des distributions de l'eau, de l'enseignement, etc. L'Etat sera ensuite amené à assurer la gestion d'immenses services publics. Ce que l'on doit en tout cas poursuivre, c'est, progressivement, un nouveau droit administratif. Telle est la théorie des Fabiens.

La seconde influence qui s'est exercée sur BERNSTEIN, c'est celle des socialistes de la chaire, en particulier la lecture que fait BERNSTEIN de BRENTANO et de son élève SCHULZE-GUVERNITZ, ainsi, d'ailleurs, que la lecture qu'il fait d'un certain nombre d'économistes comme SOMBART. Or, ces socialistes de la chaire sont surtout préoccupés par le problème de l'intégration du prolétariat dans la nation, "amender le capitalisme pour n'avoir pas à le renverser. La misère semblait hier encore une cruelle nécessité, mais", disent-ils, "le développement de la technique de la productivité entraîne une amélioration générale du niveau de vie dont profitent toutes les classes de la nation." Les socialistes de la chaire font appel à ce qu'ils appellent "les éléments raisonnables de la bourgeoisie, afin qu'ils consentent en temps utile les réformes nécessaires, et en particulier l'augmentation des salaires." Or, ces idées, constate BERNSTEIN, ont une influence grandissante sur la bourgeoisie allemande. Elles font leur entrée dans la ligue des industriels, en particulier dans les milieux qui entourent Frédéric NAUMANN, qui a été le fondateur du parti social-national, l'un des éléments les plus progressistes de la bourgeoisie allemande. Ces idées apparaissent également dans la revue qui s'appelle "Archives pour la législation sociale et statistique". Ceux des éléments qui, dans la bourgeoisie, sont favorables à une entente avec la sociale-démocratie, se font de plus en plus nombreux. BERNSTEIN en déduit par conséquent qu'il n'appartient pas aux socialistes d'affirmer, dans ces conditions, la lutte des classes, mais d'aller au-devant de ces éléments bourgeois.

Enfin, la troisième influence qui agit sur BERNSTEIN, en faveur du révisionnisme, c'est la constatation même des faits, c'est le progrès extraordinaire de la richesse en Allemagne au cours des années 1890,

surtout à partir de 1895, à la suite de la courte crise qui a marqué les années 1893 et 1894, et il n'est pas douteux que BERNSTEIN, constate, tout au moins dans les aristocraties du travail, parmi les ouvriers spécialisés, une amélioration sensible du bien-être, une transformation, même, du genre de vie, qui rapproche ces milieux de la bourgeoisie.

D'autre part, le progrès des idées de BERNSTEIN dans le sens du réformisme s'est trouvé facilité par la mort d'ENGELS en 1896, d'ENGELS qui n'avait pas cessé d'avoir une très grosse influence sur lui, et sa mort va le libérer des inhibitions qu'il pouvait avoir en ce sens. Dès lors, BERNSTEIN va mener vigoureusement sa lutte contre ce qu'il appelle "les dogmes périmés", malgré les efforts de ses amis allemands, comme BEBEL, pour le maintenir dans l'orthodoxie. Il commence en 1896 la rédaction d'un certain nombre d'articles qui s'intitulent "Problèmes du socialisme", et qui paraissent dans la revue "le Nouveau Temps". "La société bourgeoise", écrit-il, "j'en suis convaincu, demeure capable d'une expansion considérable. La production et le commerce subiront encore bien des transformations dans le cadre de cette société, avant son effondrement total", et il dit encore : "La transformation socialiste de la société devient possible par le parachèvement et l'élargissement des institutions politiques et économiques qui fonctionnent déjà."

Pendant longtemps, le parti tentera de faire le silence sur les idées de BERNSTEIN, et très rares sont, dans la presse, les articles consacrés à ses idées. Ce n'est en fait qu'au congrès de Stuttgart, en 1898, que ses idées seront discutées pour la première fois d'une façon approfondie, et c'est l'année suivante que BERNSTEIN écrira l'ouvrage fondamental dans lequel ses idées ont été exposées, "les prémisses du Socialisme". "Il s'agit pour la sociale-démocratie, dit-il, d'avoir le courage de s'émanciper d'une phraséologie dépassée, devant les faits, et d'accepter d'être un parti de réformes sociales et démocratiques."

Quelles sont les thèses principales de cet ouvrage ?

Le premier point, c'est que BERNSTEIN a pris nettement position contre le matérialisme historique. "Les facteurs économiques", déclare-t-il, "n'ont pas un rôle déterminant dans la formation de la conscience et de la volonté. Si la nécessité règne, à quoi bon l'action ?" Au contraire, il faut considérer les forces morales, la puissance des idées, comme un élément moteur. "Le socialisme prend appui", déclare-t-il, "sur un jugement moral". Si bien qu'on a pu, à propos de BERNSTEIN, parler d'une espèce de néo-kantisme, et il faut tenir compte en effet, à cette époque, d'une résurrection de la philosophie kantienne par ce que l'on appelle "l'école de Marburg", qui insiste, dans le sens que lui donnait KANT, sur cette idée que l'homme doit être considéré comme une fin, et non pas comme un moyen. Ce néo-kantisme de l'école de Marburg a eu une influence certaine sur la pensée philosophique de BERNSTEIN.

Le deuxième point est d'ordre économique. BERNSTEIN n'admet pas les bases économiques du système de MARX. Il repousse la théorie marxiste de la valeur - la valeur repose sur le travail -, et il n'admet pas non plus la théorie de la plus-value, qui résulte de la théorie de la valeur. Ces théories marxistes, il les critique à la lumière de ce qu'on appelle "le système marginaliste", système qui avait été développé à cette époque par de nombreux économistes autrichiens et anglais dont le plus célèbre est JEVONS, théorie selon laquelle la valeur repose non pas sur le travail qui y est inclus, mais est déterminée par le besoin, le goût, l'utilité de l'objet, qui met donc en évidence la mesure psychologique de la valeur. Cette conception marginaliste de la valeur, qui est fondée sur l'utilité de l'objet à un moment donné, est à la base de la critique bernsteinienne de l'économie marxiste.

Un troisième aspect de la critique de BERNSTEIN concerne la théorie de la catastrophe chez MARX, catastrophe qui doit provoquer la chute du régime capitaliste. Selon BERNSTEIN, cette évolution vers une catastrophe finale est absolument illusoire. MARX et ENGELS, dit-il, se sont trompés sur la durée de la lutte. Le nombre des possédants, contrairement à leur attente, n'a pas diminué ; il s'est au contraire accru. La richesse sociale, de plus en plus considérable, ne passe pas aux mains d'un nombre de magnats de plus en plus réduit. Les classes moyennes, au contraire, profitent de l'accroissement de la richesse. Elles changent, certes, de caractère, mais elles ne disparaissent pas. Les sociétés, par actions, réagissent contre la tendance à la centralisation des entreprises : les valeurs qu'émettent ces sociétés, qui sont cotées en bourse, permettent à d'innombrables petits épargnants de participer à la production. L'action boursière, écrit BERNSTEIN, rétablit dans l'échelle sociale les maillons intermédiaires éliminés en tant que chefs d'entreprises par la concentration industrielle. Grâce aux valeurs, des millions de petites bourses prennent part à la production, et en retirent des bénéfices. Si donc les antagonismes économiques et la concentration de la propriété doivent peut-être un jour conduire à une catastrophe, il n'y a point du tout lieu, pour le moment, de spéculer sur cette éventualité. Le capitalisme, tout au contraire, constate BERNSTEIN, s'adapte de mieux en mieux aux crises, crises qui surviennent régulièrement, qui sont cependant des accidents évitables, dont la cause doit être cherchée dans le manque d'information, et qui, en tout cas, perdent progressivement beaucoup de leur volume, de leur durée et de leur gravité.

Un quatrième point sur lequel porte la critique de BERNSTEIN, c'est l'idée de la lutte des classes. Selon BERNSTEIN, c'est une erreur de parler d'une aggravation de la lutte des classes. Celle-ci, au contraire, tend à s'atténuer, BERNSTEIN apparaît d'ailleurs comme voulant jouer le rôle de médiateur entre les classes sociales antagonistes. Il souligne en particulier que la sociale-démocratie est fort loin de représenter la totalité de la classe ouvrière, de cette classe ouvrière qui pour la

plus grande partie n'est encore nullement favorable à une action révolutionnaire. Seule l'élite de la classe ouvrière, déclare BERNSTEIN, est socialiste. Le reste de cette classe est au fond peu intéressé par le problème révolutionnaire. La paupérisation ne conduit nullement, dit-il, à une idéologie révolutionnaire. Au-delà d'un certain degré, la pauvreté et l'intelligence n'exercent plus une action révolutionnaire, mais réactionnaire. D'autre part, dit-il, la bourgeoisie n'est nullement la classe arrogante et égoïste que présente MARX. "Je n'hésite pas à déclarer que j'estime la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie allemande qui, d'une façon générale, est encore assez saine, sur le plan économique et même sur le plan moral". Il faut donc éviter de heurter la bourgeoisie en portant la main sur le mode de production actuel, et il faut au contraire encourager, dans cette bourgeoisie, les tendances libérales qui existent en son sein. Aux yeux de BERNSTEIN, le socialisme n'est en fait que l'achèvement du libéralisme. Du libéralisme, "en tant que mouvement d'importance historique, le socialisme n'en est pas seulement chronologiquement, mais aussi par son contenu spirituel, l'héritier légitime", écrit-il.

Enfin, cinquième et dernier point, BERNSTEIN prend nettement à partie la théorie marxiste de l'Etat instrument de coercition aux mains de la classe dirigeante. Il reproche à MARX de sous-estimer la démocratie, qui retire à l'Etat son caractère de classe, et en fait l'instrument de l'intérêt général. "Les réformes démocratiques, écrit-il, et tout particulièrement le suffrage universel, ont eu pour conséquence qu'aucune classe ne bénéficie plus d'un privilège politique en face de la collectivité, car, ajoute-t-il, l'Etat démocratique nie toute discrimination basée sur la naissance, la propriété, les origines ou les croyances." Au nom de ces idées, BERNSTEIN repousse la notion de dictature du prolétariat, qu'il appelle en fait "dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs", et il repousse également la théorie du dépérissement de l'Etat. Il combat l'idée d'une révolution violente comme "transfert du pouvoir et de la propriété d'une classe à l'autre". Il n'admet pas le pont historique que représente la prise du pouvoir, même pacifique, par la classe ouvrière, et il accuse MARX d'avoir été en fait un babouviste, ou encore un blanquiste, c'est-à-dire au fond un partisan du coup d'état dû à la violence ; il félicite au contraire PROUDHON d'avoir résisté à l'entraînement révolutionnaire, et d'avoir, en 1848, condamné l'action du peuple de Paris pendant les journées de Juin.

C'est l'ensemble de cette doctrine, telle qu'elle est exposée dans les Prémisses du Socialisme en 1899, qui a été discuté d'une façon complète lors du congrès du parti-démocrate à Hanovre en 1899 ; et c'est là la première fois que fut mis en accusation BERNSTEIN, que l'on appelait dorénavant, dans certains milieux, "l'apostat", ou "l'hérétique". Ces thèses de BERNSTEIN furent défendues par DAVID, et elles furent au contraire attaquées par BEBEL, tandis que KAUTSKY, défenseur de l'orthodoxie marxiste, prenait à partie BERNSTEIN dans un ouvrage intitulé "Edouard Bernstein et le programme social-démocrate." Dans cet ouvrage, KAUTSKY

admettait certaines des conclusions de BERNSTEIN. Mais, si KAUTSKY était disposé à faire des concessions à BERNSTEIN, il lui reprochait son optimisme concernant les aptitudes de l'Etat capitaliste à surmonter à l'avenir les crises économiques. KAUTSKY était surtout très inquiet de la démoralisation qui pouvait se présenter dans le parti si l'on acceptait de nier le but final, le but révolutionnaire auquel devait tendre la sociale-démocratie. Il fallait, disait KAUTSKY, "garder à tout prix l'idéal et le mythe révolutionnaire, même si les pratiques quotidiennes du parti tendaient vers un certain opportunisme". Et surtout, les adversaires de BERNSTEIN ont beau jeu pour montrer que, si le socialisme démocratique peut à la rigueur se justifier en France ou en Angleterre, il n'y a pas de place, en Allemagne, dans une Allemagne qui n'est pas une démocratie parlementaire, où la réalité du pouvoir demeure entre les mains de l'Empereur, et où il n'est pas possible, sur le plan social, de concevoir une collaboration effective avec les Junker et avec les magnats de l'industrie. Quant à la bourgeoisie, même dans les sphères les plus éclairées, elle acceptait le principe de la monarchie autoritaire et militaire qu'est l'Allemagne, et il n'y a aucune raison de penser qu'elle appuiera jamais les revendications du prolétariat. On tire par conséquent de la situation politique et sociale de l'Allemagne, en la comparant avec celles de l'Angleterre et de la France, la conclusion que l'idée d'une démocratie parlementaire, qui est le voeu de BERNSTEIN, n'est pas réalisable dans ce pays. Le révisionnisme fut donc condamné au congrès de Hanovre à une très forte majorité, comme il le fut encore au congrès de Lübeck en 1901 et à celui de Dresde en 1903. Mais il faut remarquer que l'exclusion du parti de BERNSTEIN, qui a été demandée à plusieurs reprises par l'extrême-gauche, n'a jamais été votée.

Dans l'ensemble, ces controverses ont provoqué une très grosse émotion en Allemagne et dans l'Europe. En Allemagne, la bourgeoisie libérale, et en particulier les nationaux-sociaux, autour de Frédéric NAUMANN, ont applaudi aux idées de BERNSTEIN. "Voilà donc installés dans la sociale-démocratie des groupes de pensées dont l'effet se fera sentir à long terme" déclara NAUMANN. En effet, le système de BERNSTEIN justifiait les éléments de gauche de la bourgeoisie, qui estimaient que la collaboration devait être poursuivie avec les socialistes. A l'étranger, le système de BERNSTEIN fut soutenu par de très nombreux socialistes, dont l'évolution était, à ce moment-là, analogue à celle de BERNSTEIN. Le système de BERNSTEIN fut critiqué avec beaucoup de nuances par l'autrichien ADLER, par l'italien LABRIOLA et par le français JAURES, qui, tout en étant partisan, comme BERNSTEIN, d'un rapprochement des classes et de l'avènement d'une démocratie parlementaire, craint malgré tout que le socialisme de BERNSTEIN ne finisse par se diluer dans un vague radicalisme. Mais ce qui est certain, c'est que l'oeuvre de BERNSTEIN est interprétée comme une crise au sein du socialisme allemand, et en tous les cas comme une marque de la décomposition de l'autorité dans ce parti.

Il faut donc, maintenant que l'on a examiné les thèses générales du révisionnisme entre 1890 et 1900, exposer comment se présente le parti social-démocrate allemand au lendemain de la crise révisionniste.

Il faut bien marquer, d'abord, que l'affaire du révisionnisme n'a pas arrêté les progrès de la sociale-démocratie. Ces progrès n'ont pas cessé de se manifester au cours de la crise et après la crise. Aux élections de 1890, les sociaux-démocrates ont 1.420.000 voix, soit 18°/。 des voix, avec 35 sièges au Reichstag. En 1893, ils ont 1.780.000 voix, soit 23°/。 des voix, avec 40 sièges. En 1898, ils ont 2.100.000 voix, avec 27°/。 des suffrages exprimés et 56 députés. En 1903, ils ont 3.000.000 de voix, qui représentent 31°/。 des voix, avec 81 sièges. En 1907 -c'est la seule année où il y ait un léger recul proportionnel, bien que le nombre des voix se soit élevé- ils ont 3.250.000 voix, mais 29°/。 des suffrages exprimés, et 43 sièges seulement. Enfin, en 1912, ils ont 4.250.000 voix, soit 35°/。 des suffrages exprimés, et 110 sièges, ce qui en fait, en 1912, le premier parti allemand. Il faut remarquer, d'ailleurs, que le nombre des sièges ne correspond pas au nombre des voix. Pour vous donner un seul exemple, en 1912, les sociaux-démocrates remportent 35°/。 des voix, mais ils n'ont au Reichstag, avec leurs 110 députés, que 28°/。 des sièges. Le système électoral est défavorable aux partis de gauche.

D'autre part, il faut noter que le parti lui-même -nous n'avons des chiffres officiels que depuis 1906- comprend 810.000 adhérents en 1906, alors qu'il en comporte 1.700.000 en 1912. C'est dire que le chiffre des adhérents au parti est infiniment plus faible que le nombre des voix obtenues par la sociale-démocratie lors des élections : 1.700.000 contre 4.250.000. Il semble donc que les membres du parti constituent un élément secondaire dans l'électorat socialiste, ce qui donne dans cet électorat socialiste une importance tout à fait considérable aux sympathisants. En général, ces sympathisants sont des petits bourgeois, des employés, des travailleurs sans qualification particulière, et il n'est pas douteux que cette masse des sympathisants constitue en général, dans le parti, un élément favorable au révisionnisme. Ceci a été particulièrement bien montré dans une étude que le révolutionnaire russe ZINOVIEV a consacré plus tard à la sociale-démocratie allemande. Il faut bien voir sans, bien entendu, qu'aucune statistique puisse être faite, qu'un quart à un cinquième des électeurs sociaux-démocrates sont des électeurs bourgeois.

Il est nécessaire de faire quelques remarques sur l'implantation géographique générale de la sociale-démocratie en Allemagne (1). Voici quatre remarques essentielles qui peuvent être faites sur la géographie électorale de la sociale-démocratie :

---

(1) Cf. G.A. RITTER, Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich (Berlin, 1959).

1) Il n'a jamais été possible à la sociale-démocratie de constituer un danger sérieux pour le centre dans les pays catholiques, et tout particulièrement en Rhénanie. La sociale-démocratie a très peu mordu sur les masses catholiques, même lorsque ces masses étaient des masses ouvrières, et ces masses ouvrières catholiques ont continué, en général, à voter pour le Centre. Il est remarquable que, dans les villes catholiques ouvrières, le nombre des voix diminue avec l'accroissement et la puissance de la population catholique, proportionnellement. Par exemple, Essen, grande ville de la Ruhr, où il y a 60°/。 de catholiques dans la population, donne, aux élections de 1903, 28°/。 de voix sociales-démocrates. La ville de Duisbourg, où il y a 50°/。 de catholiques, donne 31°/。 de voix à la sociale-démocratie, et Dortmund, où il n'y a plus que 42°/。 de catholiques, donne 42°/。 de voix à la sociale-démocratie. C'est ainsi que dans des régions ouvrières purement catholiques, par exemple la région d'Aix-la-Chapelle ou la région de la Sarre, les sociaux-démocrates, même chez les mineurs et les ouvriers de la métallurgie, n'ont jamais eu beaucoup d'élus.

2) La sociale-démocratie a à peu près totalement échoué dans des efforts pour gagner les circonscriptions rurales. L'on a vu les tentatives dans ce sens qui avaient été faites par VOLLMAR et son entourage en Bavière. Ces tentatives, à vrai dire, n'ont pas donné le succès attendu, surtout à partir des élections de 1888. Les efforts pour créer un sentiment de classe chez les ouvriers agricoles de la Prusse, et en particulier ceux de la Prusse orientale, ont à peu près totalement échoué. Sur les 110 mandats que la sociale-démocratie a en 1912, 3 seulement proviennent de régions strictement rurales. Il y a eu quelques gains dans certaines régions rurales du Wurtemberg, mais ils sont dûs presque toujours à la présence dans les villages, dans les circonscriptions rurales, d'ouvriers d'usines qui reviennent coucher le soir dans leurs familles à la campagne. On ne peut donc pas parler d'un progrès réel de la sociale-démocratie dans les campagnes.

3) Il n'a pas été possible non plus à la sociale-démocratie de conquérir les voix des ouvriers polonais qui travaillent très nombreux dans le Reich, en particulier dans les mines, dans les métiers durs, pénibles, et qui sont en très grand nombre dans la Ruhr et en Haute-Silésie. Leur organe spécial, "la gazette du Travail", a été créé pour eux par la sociale-démocratie, mais sans succès. Du point de vue des minorités vivant en Allemagne, les sociaux-démocrates ont remporté des succès plus considérables en Alsace-Lorraine, où les revendications pour l'autonomie leur ont attiré un certain nombre d'électeurs, 32°/。 aux élections de 1912. Ils disposent à ce moment-là, en Alsace-Lorraine, de 5 sièges, dont un à Mulhouse et un autre à Strasbourg.

4) Le parti emporte le maximum de voix dans les régions industrielles à forte majorité protestante, et dans les villes protestantes où la déchristianisation est fortement avancée. Les deux types de régions

répondant à cette définition sont la Saxe -aux élections de 1903, les socialistes y remportent 59°/. des voix, soit 22 sièges sur 23-, et aussi la ville de Berlin, où les sociaux-démocrates remportent, à ces mêmes élections, 67°/. des voix, soit 5 sièges sur les 6 dont disposait la capitale du Reich.

Voilà quelques vues très rapides sur la sociologie électorale du parti social-démocrate à peu près au moment de la crise révisionniste. Il faut maintenant étudier les transformations et les structures du parti au début du XXe siècle.

Le parti social-démocrate est devenu, vers 1900, une machine très compliquée. A la base se trouve, dans chaque unité - et chaque unité c'est la circonscription électorale - une personne de confiance, Vertrauensmann, qui est élue par la base, et qui sert d'intermédiaire entre les diverses sections et l'organisme central. A la tête du parti se trouve un comité directeur, lequel comité directeur comprend 12 membres, qui ont été désignés par le congrès, et ce comité directeur a à ses côtés une commission de contrôle de 9 membres, qui est élue dans les mêmes conditions. C'est ce comité directeur qui, entre autres occupations, administre le Vorwärts, qui est le journal qui est la propriété du parti. L'organe essentiel dans la vie du parti, c'est le congrès, qui est vraiment l'organisme souverain, qui se réunit tous les ans, et ce congrès est constitué par trois délégués, au maximum, par circonscription électorale. Plus tard, à l'époque de la première guerre mondiale, il y aura une représentation proportionnelle, c'est-à-dire que chaque circonscription électorale envoie un nombre de congressistes correspondant à son importance. C'est le congrès qui, lors de sa réunion annuelle, nomme le comité directeur et la commission de contrôle, et qui est chargé de l'administration du parti. Le pouvoir du congrès est total et absolu. Il est cependant limité, en fait, par ce qu'on appelle "la fraction socialiste du Reich", c'est-à-dire les députés sociaux-démocrates élus au Reich, qui ont une très grosse influence sur la politique générale. Enfin, il faut signaler la création, à côté du congrès et du comité directeur, d'organisations locales. Dans la plupart des Etats allemands se trouve une organisation locale, en Bavière, en Wurtemberg en particulier ; ces organisations ont été créées notamment dans les états du sud de l'Allemagne pour lutter contre la direction du parti à Berlin, donc avec des tendances particularistes assez nettes. Chacune de ces organisations possède elle aussi un congrès et un comité directeur, qui désignent en général les candidats pour le Landtag de l'Etat auquel elles appartiennent.

Tels sont, très brièvement exposés, les rouages généraux du parti. Ces rouages mettent en jeu un immense organisme. Le parti social-démocrate comporte, en 1913, 4.000 fonctionnaires, dont 750 pour la seule ville de Berlin, et ce parti dispose d'un budget considérable : 10°/. des cotisations des membres reviennent à la caisse centrale du parti. Les

dépenses vont 16°/。 à l'agitation générale, 20°/。 au budget des élections, 21°/。 à la direction de la presse. Mais ce qu'il faut remarquer, c'est que le parti administre un très grand nombre d'organisations subsidiaires, notamment l'école du parti, qui a été ouverte en 1891 pour la formation des cadres, ainsi qu'un très grand nombre d'agences de presse -le parti dispose de 89 journaux en 1913-. Il administre un très grand nombre d'auberges ouvrières, de sociétés chorales, et notamment un théâtre libre populaire, qui joue à Berlin, et où il y a eu des représentations d'un très haut intérêt artistique ; c'est là notamment qu'ont été données les pièces révolutionnaires de Gerhard HAUPTMANN.

Pour constituer ces cadres du parti, les autodidactes, qui étaient extrêmement nombreux vers 1870, c'est-à-dire des ouvriers qui avaient acquis une formation personnelle, comme cela a été le cas, par exemple, pour BEBEL, font de plus en plus place à des intellectuels, notamment à des universitaires diplômés, qui sont alléchés par des postes relativement bien rétribués. Ce sont ces intellectuels qui constituent ce qu'on appelle "l'appareil" du parti ; ils sont attirés par l'idéologie révisionniste. Quant aux militants ouvriers qui parviennent dans les cadres du parti, ce sont en général de plus en plus des techniciens, des administrateurs qui se veulent d'abord réalistes, qui ont un profond mépris pour la phraséologie révolutionnaire, -ils laissent à KAUTSKY le soin de définir l'orthodoxie marxiste-, qui ont par conséquent un certain dédain pour les questions de doctrine, mais qui poursuivent une politique de revendications réalistes. Les militants qui vont jouer un rôle grandissant dans le parti sont des hommes comme EBERT, SEVERING, SCHEIDEMANN et NOSKE. Le plus caractéristique est EBERT, qui va acquérir dans le parti, à partir du début du siècle, une influence de plus en plus grande. Cellier d'origine, puis voyageur de commerce, marchand de vins à Brême, EBERT apparaît comme un esprit prosaïque, sans gaieté, si l'on en croit sa femme qui lui disait : "Quand vous recevez vos clients, vous avez l'air d'un marchand de vinaigre qui a à boire son propre vinaigre". Mais c'était un homme de sang-froid, déterminé, réaliste. On a pu dire de lui plus tard : "le Staline de la sociale-démocratie allemande".

L'on est maintenant très loin du romantisme de la génération de BEBEL et de LIEBKNECHT. Un historien du socialisme écrit que les nouveaux militants "se souciaient de maîtriser les tâches quotidiennes, mais oubliaient là-dessus la lutte révolutionnaire et la réalisation du socialisme". Il faut tenir compte, également, du fait que, dans la sociale-démocratie, les questions municipales continuent à jouer un rôle de plus en plus important. En effet, dans les municipalités, il y a un très grand nombre d'élus sociaux-démocrates ; ceci oblige les militants à connaître les questions scolaires, les questions sanitaires, les questions de logement ou celles d'assurances. Il apparaît comme nécessaire au parti de constituer des administrateurs communaux, à l'exemple de ceux qui existent déjà dans certains pays comme la Belgique ou l'Angleterre. En 1913, il y a en effet

11.000 sociaux-démocrates qui ont des charges municipales. Il y a des spécialistes de ces questions qui apparaissent au sein du parti social-démocrate. C'est le cas du Docteur Hugo LINDEMANN, qui écrit un ouvrage qui est un véritable manuel destiné à ses administrateurs, intitulé L'administration des villes allemandes, et un très grand rôle est joué, à ce point de vue par le député de Nuremberg au Reichstag, SUDEKUM. La commune apparaît de plus en plus comme le point de départ de l'organisation de la société tout entière. Les organisateurs qui avaient la charge de tous ces problèmes devaient forcément se préoccuper essentiellement des conditions matérielles de la classe ouvrière, et d'assurer aux ouvriers une amélioration de leur sort.

La bureaucratie sociale-démocratique a acquis, en général, un état d'esprit petit-bourgeois, et favorable au révisionnisme. Très rares sont les administrateurs, au sein du parti, qui ont gardé des tendances révolutionnaires ou radicales. Il y en a un exemple cependant, celui de Wilhelm Pieck, directeur à Berlin du comité culture, et qui a été président de la DDR il y a quelques années. Quant à la base même du parti, elle semble plus attachée à l'idéologie révolutionnaire, mais cependant elle-même a profondément évolué ; le parti, en effet, est de plus en plus composé par des ouvriers qualifiés, qui appartiennent à l'aristocratie du travail, et dont les salaires sont en général élevés. Le prolétariat non-qualifié a une place tout à fait secondaire au sein de la sociale-démocratie. C'est ainsi qu'à Leipzig, sur 6.000 inscrits, il n'y a que 450 ouvriers non-qualifiés, en 1898. A Berlin, il y a 15 °/。 seulement, parmi les membres inscrits, d'ouvriers non-qualifiés. Il est normal que dans ces conditions les ouvriers songent de plus en plus aux réformes, et aient des préoccupations réalistes, espérant que ces préoccupations pourraient être réalisées dans le cadre légal des institutions impériales. Enfin, il arrive très fréquemment, comme c'est le cas, par exemple, dans le Wurtemberg, que, au sein des organisations régionales, la voix des éléments révolutionnaires soit couverte par certains éléments petits-bourgeois. Les voix révolutionnaires viennent des grandes villes : c'est le cas pour Stuttgart ; les voix petites-bourgeoises viennent des villes secondaires, mais, du fait même du jeu de la réprésentation, ces villes secondaires étouffent les voix principales.

Enfin, d'une façon générale, on peut dire que la sociale-démocratie des pays du sud de l'Allemagne, où des conquêtes importantes ont été faites par les Landtag sur le plan législatif, et où les sociaux-démocrates vont même parfois jusqu'à voter le budget et établissent des alliances tactiques avec les petits bourgeois, cette sociale-démocratie, donc, est beaucoup plus modérée que la sociale-démocratie prussienne. Pourquoi ? Parce qu'en Prusse la loi des trois classes maintient dans les masses un état d'exaspération contre les classes dirigeantes et contre la monarchie. La loi des trois classes, en Prusse, contribue à renforcer le potentiel révolutionnaire, qui est plus faible dans les Etats de l'Allemagne du sud.

De cette organisation générale du parti se dégagent, pour terminer, quelques conséquences. Le parti louvoie, la plupart du temps, entre une ligne de conduite rédicale orthodoxe, dominée par des considérations de principe, et un opportunisme qui est conforme à l'esprit de la majorité des cadres. Si l'on maintient sous une forme abrupte les théories essentielles du marxisme, dans la réalité, on porte la plus grande attention à ne pas s'attirer des mesures répressives violentes de la part des autorités impériales. D'où dans le parti, une série de contradictions et de compromissions ; et cette tendance à la compromission est favorisée encore par l'importance qu'ont les parlementaires dans la vie du parti, parlementaires qui, au contact de la vie berlinoise, tendent à s'embougeoiser, dans le mauvais sens du mot. Cette évolution apparaît en particulier dans la personne même de BEBEL, qui, encore autour de 1900, est la figure dominante de la sociale-démocratie. BEBEL, en paroles, reste l'ennemi mortel de la société bourgeoise, et il s'indigne de la pusillanimité des révisionnistes, des opportunistes. Il maintient en principe l'idéologie révolutionnaire, mais en fait il est obligé de faire des concessions grandissantes aux réformistes. Il dénonce la faiblesse, les fautes de l'Allemagne impériale et conservatrice, mais il ménage malgré tout les intérêts nationaux de l'Allemagne. Il préconise l'antimilitarisme, mais il ne veut rien faire qui puisse nuire à la défense nationale. Il se refuse à toute aventure. Il s'en tient à une tactique éprouvée. Il se méfie des expériences, et il est évident qu'il va laisser s'accomplir l'évolution du parti vers sa droite.

- ° -

Les Rapports du parti et des syndicats.

L'on a laissé de côté, jusqu'à présent, l'histoire des syndicats ouvriers. Or, les syndicats se sont multipliés en Allemagne dès l'année 1860, du fait de l'industrialisation, qui elle-même a pris à cette époque un essor considérable. Un certain nombre de syndicats est formé par les partis politiques, en particulier par le parti progressiste, qui ambitionnait de grouper la classe ouvrière allemande : c'est Max HIRSCH qui, dans les années 1860, s'inspirant de l'organisation des Trade-Unions anglaises, a constitué un certain nombre de syndicats ouvriers reposant sur l'idée de la collaboration des classes, et de l'harmonie des intérêts Mais, à côté de ces formations, l'on voit apparaître, au cours des années 60, un certain nombre de groupements ouvriers, ou associations ouvrières : celle des typographes en 1862, celle des ouvriers du tabac en 1865 ; et, dans ces organisations ouvrières, apparaissent les deux tendances que nous avons signalées au sein de la Sociale-Démocratie, au cours des années 60, à savoir la tendance lassallienne et la tendance marxiste. Les syndicats de tendance lassallienne se groupent dans l' "Alliance des Syndicats Allemands", qui se constitue en 1868 autour de la personnalité de VON SCHWEITZER, qui a été le successeur de LASSALLE à la tête de son parti. Les syndicats de nuance marxiste constituent ce que l'on appelle "les syndicats internationaux", autour des personnalités de LIEBKNECHT et de BEBEL. Les uns et les autres profitent, dans leur développement, de la législation qui a été établie en Prusse en 1869, et qui autorise les coalitions ouvrières dans des conditions relativement libérales.

Ces syndicats ont suivi l'histoire du parti social-démocrate. Lorsque les deux partis sociaux-démocrates se sont fusionnés, lors du congrès de Gotha, en 1875, cela a été le cas également pour les deux organisations syndicales, qui ont formé alors, à partir de cette date, ce que l'on appelle les "syndicats indépendants", c'est-à-dire indépendants vis-à-vis des organisations politiques bourgeoises. Bien entendu, ces syndicats ont été frappés, comme l'a été le parti, par la loi sur les socialistes. A partir de 1878, beaucoup ont dû entrer dans une sorte de clandestinité. Ils se sont reconstitués à partir de 1885, et surtout à partir de 1890, où la loi sur les socialistes a été abrogée. A ce moment-là, ils comptent environ 300.000 membres.

C'est à la suite d'une grève qui avait été extrêmement longue et violente, et qui avait groupé la plupart des corps de métiers dans la ville de Hambourg, grève qui avait été suivie d'une série de lock-out, que les syndicats avaient reçu leur organisation définitive. Cependant, très vite on constate des tendances particulières dans le cadre de ces syndicats. En effet, la législation allemande ne permet pas aux groupements politiques de se fédérer entre eux. Aussi les syndicats ont-ils le choix entre deux attitudes : ou bien les syndicats peuvent renoncer

à leurs attributions politiques, et former des groupements puissants ; ou bien au contraire ils peuvent rester isolés, ne pas se fédérer, en continuant à avoir une activité politique. La première thèse est défendue par ceux qu'on appelle "les centralistes", qui se recrutent en général parmi les ouvriers des professions à grands effectifs, par exemple les ouvriers des métaux. Au contraire la seconde attitude, celle qui consiste à rester en groupes isolés, mais en maintenant son activité politique, est défendue par ceux qu'on appelle "les localistes", qui se recrutent en général dans les professions dépendant étroitement du marché local, par exemple chez les transporteurs ou les maçons.

Pendant longtemps, cette opposition centralistes-localistes a dominé la vie des syndicats allemands. Le premier point de vue, le point de vue centraliste, a finalement été adopté par les syndicats à la suite de leur congrès à Halberstadt en 1892. Il se constitue alors un grand nombre de fédérations de métiers, qui sont unies, à leur sommet, par la commission générale des syndicats. Cette commission générale des Syndicats, qui est l'organisme suprême, dispose d'un organe de presse, "la Feuille de correspondance". C'est à partir de 1892 que le nombre des syndiqués va augmenter dans des proportions très rapides. En 1898, l'on compte en Allemagne 500.000 syndiqués ; en 1900, 680.000 ; en 1906, 1.700.000, et en 1913, à la veille de la guerre, 2.500.000 : le nombre des syndiqués est donc infiniment plus grand que le nombre des adhérents au parti social-démocrate. Seuls en Europe les syndicats anglais sont plus nombreux, avec 4.000.000 d'adhérents, mais en France, à la même époque, en 1913, il n'y a pas même 1.000.000 d'ouvriers syndiqués

Ce parti des syndicats voit grandir, comme d'ailleurs le parti social-démocrate, une bureaucratie considérable. En 1913, il y a 3.600 fonctionnaires syndicaux, rétribués, plus 7.200 administrateurs de coopératives syndicales, restaurants, magasins, etc. Certains de ces fonctionnaires syndicaux sont extrêmement bien payés ; les traitements qui dépassent 10.000 marks par an ne sont pas exceptionnels. L'on assiste donc à une évolution bureaucratique de la vie syndicale allemande, qui est comparable à celle que l'on a déjà analysée au sein du partie.

Mais les rapports entre le parti social-démocrate et les syndicats ouvriers ont été pendant longtemps extrêmement tendus. En effet, tandis que le parti conserve en apparence, du moins en théorie, les points de vue marxistes, les syndicats, eux, beaucoup plus rapidement que le parti, évoluent vers des positions opportunistes et révisionnistes. Et cette opposition va entraîner, à la fin du XIXe siècle, et dans les premières années du XXe, un conflit constant entre le parti et les syndicats. Depuis toujours, il y a dans les syndicats une tendance antiparlementair notamment chez beaucoup de membres du groupe des Jeunes, qui se disent socialistes indépendants. Chez eux, le courant syndicaliste était très fort, et ce courant était hostile au Parlement. Cette tendance était représentée surtout, au sein des syndicats, par Paul KAMPFMEYER, qui a

été longtemps l'un des chefs du mouvement syndical, et qui écrivait : "Les syndicats, réprésentant de fortes organisations économiques, pourront, dans leur propagande socialiste et syndicale, renoncer à tout intermédiaire parlementaire. Ils s'adresseront directement aux masses". Dans les syndicats se développe très rapidement l'idée que le syndicat a une supériorité certaine sur le parti, en tant qu'il a une valeur éducative, une valeur formative pour les masses, et cette thèse est en particulier défendue de très bonne heure par le président de la Commission des Syndicats, Karl LEGIEN, qui est également député au Reichstag. Cette thèse de Karl LEGIEN entraîne déjà des conflits entre lui et BEBEL lors du congrès de la Sociale-Démocratie à Cologne en 1893. Il apparaît donc que les rapports entre les syndicats et le parti sont extrêmement difficiles. Le parti cherche, bien entendu, à imposer son point de vue doctrinal aux syndicats, tandis qu'aux contraire les syndicats sont pressés d'obtenir pour leurs membres des résultats immédiats. Des discussions marquant l'opposition des points de vue naissent entre le parti et les syndicats, à l'occasion, par exemple, des fonds de secours aux chômeurs : les syndicats voudraient constituer ces fonds de secours aux chômeurs le plus rapidement possible, alors que le parti estime que les fonds doivent être mis à la charge de l'Etat. La bureaucratie syndicale qui se constitue dans les années 1890 estime nécessaire la collaboration avec les pouvoirs publics, et poursuit avec ces pouvoirs une politique de compromis. Enfin, les milieux syndicalistes estiment souhaitable de maintenir, dans la mesure du possible, une espèce de neutralité politique, qui est indispensable, à leur point de vue, pour atteindre les milieux non-socialistes. Certaines fédérations syndicales vont même jusqu'à considérer comme compromettant l'appui social-démocrate, et cherchent à y échapper. L'essentiel est de négocier en réalistes, d'éviter tout ce qu'on appelle le "romantisme révolutionnaire". On bannit absolument du vocabulaire, dans les milieux syndicaux, des expressions comme "lutte émancipatrice de la classe ouvrière", ou "conquête révolutionnaire du pouvoir".

Dans les années 90, la personnalité la plus marquante, la plus représentative de cet état d'esprit des syndicats, est Karl LEGIEN, qui a en somme dirigé, en tant que président de la commission, la vie syndicale allemande de 1890 à 1920. C'était un militant de Hambourg, qui a été pendant longtemps secrétaire de l'Internationale des Syndicats. Il avait subi très nettement, aux Etats-Unis, l'influence de l'américain Gompers, et il cherche, dans la mesure du possible, à supprimer l'action du marxisme dans le cadre syndical. Il a même été jusqu'à faire entrer dans l'école des syndicats, l'école formatrice des militants syndicaux, des renégats à la Sociale-Démocratie. Une autre personnalité du même type est Adolf VON ELM, qui est membre de la Commission des Syndicats, et créateur des mouvements de coopératives de production. Ce remarquable organisateur qu'était Adolf VON ELM a écrit une brochure sur le mouvement coopératif, en 1901, où il dit : "Je ne crois pas à une transformation violente de la société. Il ne faut pas seulement arracher à nos adversaires la puissance politique, et il est tout aussi nécessaire de

conquérir la puissance économique ; sans celle-ci, il est tout à fait inconcevable que nous arrivions au but. Je ne crois pas que les choses se développent de telle sorte que l'on puisse, un beau jour, en possession de la puissance politique, organiser d'un point de vue central la société socialiste. C'est là une pensée tout à fait déraisonnable, et qui se trouve en contradiction intime avec nos principes démocratiques". Une troisième personnalité qui représente la même tendance, dans les milieux syndicaux, c'est Otto LEIPART, qui a d'ailleurs écrit un livre sur LEGIEN. Otto LEIPART, qui était le chef du syndicat des travailleurs du bois, a écrit toute une série d'ouvrages dans lesquels il a soutenu la nécessité d'une collaboration étroite avec les hommes politiques bourgeois.

D'une façon générale, les secrétaires syndicaux ont beaucoup fait pour le triomphe du révisionnisme, et il semble qu'ils aient fait plus, pour ce triomphe, que n'ont fait les doctrinaires et les intellectuels. Ils sont absolument d'accord avec la formule de BERNSTEIN : "Le but n'est rien, le mouvement est tout", et la Feuille de correspondance, qui est l'organe des syndicats, est, du point de vue théorique, extrêmement proche du révisionnisme.

Cette opposition entre le point de vue théorique marxiste du parti et le révisionnisme opportuniste syndical va éclater lors du conflit sur la grève générale. (Sur cette question de la grève générale, KAUTSKY, qui y a été étroitement mêlé, a laissé un livre qui s'appelle La grève politique des masses, qui a paru en 1914). L'idée de la grève générale est un concept qui, dans les dernières années du XIXe siècle, a été universellement évoqué dans les discussions du parti socialiste, et c'était une idée qui était particulièrement répandue dans les milieux syndicalistes français, sous l'influence de Georges SOREL qui avait évoqué la thèse du mythe de la grève générale comme pouvant seul développer l'enthousiasme héroïque au sein de la classe ouvrière. A vrai dire, la Sociale-Démocratie allemande, elle, avait toujours été rétive à l'idée de la grève générale. Et même, en 1889, Wilhelm LIEBKNECHT s'était prononcé contre l'idée de la grève générale, parce que, disait-il, elle n'avait aucune chance de succès. On voyait dans la grève générale une manifestation antiparlementaire, par conséquent suspecte, et on ajoutait pour la combattre, que la grève générale ne permettait pas de reculs, que par conséquent elle risquait de compromettre le mouvement socialiste si elle échouait. Cependant, certains groupes sociaux-démocrates allemands étaient demeurés favorables à cette idée, et c'était notamment le cas du Docteur Raphaël FRIEDEBERG, qui avait été un adepte du syndicalisme localiste, donc un partisan de l'action politique des syndicats assez proche de l'anarcho-socialisme. Le Docteur FRIEDEBERG avait, au congrès de la Sociale-Démocratie à Brême en 1904, posé la question de la grève générale, et demandé que cette question fût débattue l'année suivante, au cours du congrès d'Iéna, en 1905. En effet, l'idée de la grève générale a, à ce moment-là, un regain de faveur au sein de l'opinion, même dans les milieux de la Sociale-Démocratie allemande, et ceci

sous l'effet de trois événements :

1°) Le congrès de l'Internationale à Amsterdam, en août 1904 avait remis sur le tapis la question de la grève générale. La notion de grève générale n'avait pas été retenue par le congrès d'Amsterdam, mais il s'était mis d'accord pour essayer de développer, dans les différents partis socialistes, l'idée de la grève politique des masses. Le congrès d'Amsterdam s'était rallié à un voeu qui avait été présenté par la militante néerlandaise Henriette ROLAND-HOLST.

2°) L'émotion créée par la grève monstre des charbonnages de la Ruhr au début de l'année 1905. Plusieurs socialistes allemands, en particulier KAUTSKY, dans la revue le Nouveau Temps, avaient tiré de cette grève des conclusions en faveur de l'idée d'une grève générale de caractère politique.

3°) La révolution russe de 1905, ainsi que les grèves monstres qui se produisent à cette date en Russie, font pencher dans le sens d'une grève générale l'opinion hésitante de certains sociaux-démocrates allemands.

Cependant, si l'idée de grève générale, en 1904-1905, fait des progrès, les syndicats, eux, demeurent hostiles à cette idée. Au congrès de l'Internationale qui avait eu lieu à Paris en 1900, Karl LEGIEN, le président de la Commission des Syndicats allemands, répondant aux socialistes français, et en particulier à Aristide BRIAND, avait déclaré que la condition de la grève générale, c'était une organisation syndicale des masses. Or, cette organisation n'existait pas encore ; donc, la grève était dangereuse. Et, au congrès de l'Internationale à Amsterdam, en 1904, c'était à son corps défendant que la Sociale-Démocratie avait voté pour l'idée de la grève des masses.

En Mai 1905, les syndicats allemands tiennent leur congrès à Cologne et là, un des membres de la Commission générale, Théodore BOMELBURG, déclare que les ressources financières des syndicats ne pourront soutenir une grève générale. Les syndicats reposaient sur une organisation déjà puissante, et cette organisation se trouverait détruite si la grève générale échouait. Une grève à but politique était d'ailleurs condamnable. A vrai dire, ce point de vue qui fut défendu par BOMELBURG à Cologne ne rallia pas l'unanimité des syndicalistes, et il y eut de très vives protestations contre la thèse défendue par BOMELBURG, notamment parmi les mineurs et les métallurgistes. Mais il n'en reste pas moins que, à leur congrès de Cologne, la majorité des milieux syndicalistes avaient condamné la grève générale. Le parti social-démocrate, qui se réunit en congrès à Iéna quelques mois après, allait réagir dans un sens entièrement différent. BEBEL, au congrès d'Iéna, prit position pour l'idée de la grève des masses telle qu'elle avait été définie à Amsterdam. Dans un long discours

qu'il prononça à ce congrès, BEBEL parla à plusieurs reprises du passage pacifique du capitalisme au socialisme. "Les socialistes allemands, déclare-t-il, ne souhaitent pas la révolution violente", et il fit même la critique, à cet égard, de certains milieux révolutionnaires européens du XIXe siècle. Il estimait que l'oeuvre de la Sociale-Démocratie devait être d'abord une oeuvre de propagande, d'éclaircissement des esprits. Mais BEBEL, en même temps, s'en prenait aux théories réformistes, à ces discours dans lesquels on ne peut pas, quelquefois, distinguer s'ils sont sociaux-démocrates ou libéraux. "Il faut, déclare BEBEL, tenir compte de l'aggressivité de la bourgeoisie, et la grève des masses doit être retenue comme une mesure défensive. Elle est utile pour défendre des droits qui sont nécessaires à la vie et à la prospérité de la classe laborieuse". Et BEBEL, surtout, évoqua comme étant un danger qui menaçait la Sociale-Démocratie l'abrogation du suffrage universel, en montrant que différentes lois faites dans ce sens, en Allemagne, faisaient de cette menace une réalité. A la suite de ce discours de BEBEL, le congrès d'Iéna vota à l'unanimité une résolution présentée par BEBEL, en faveur de l'emploi le plus vaste de la grève des masses en cas d'atteinte du suffrage universel, ou d'atteinte au droit de coalition.

La menace qu'évoquait BEBEL dans ce discours du congrès d'Iéna en Septembre 1905 était fort loin d'être irréelle. Non seulement la Prusse, depuis 1849, jouissait de la loi des Trois Classes, loi qui était organisée de telle sorte que les électeurs étaient répartis en trois classes selon leur fortune, et que chacune des classes payait le même chiffre d'impôts dans sa totalité, et nommait le même nombre de députés, si bien que le même nombre de députés était élu par quelques électeurs dans la première classe, des électeurs un peu plus nombreux dans la deuxième classe, et la presque totalité de la nation dans la troisième classe. Mais d'autre part, à la suite de la victoire électorale de la Sociale-Démocratie en 1903, des dispositions législatives avaient été prises dans un certain nombre d'Etats allemands pour rendre inefficaces les votes des ouvriers, les votes des classes laborieuses. C'était le cas à Hambourg, à Lübeck. Enfin, le mécontentement était particulièrement vif en Saxe, où le progrès de la Sociale-Démocratie avait été particulièrement grand, et où, depuis 1896, avait été introduite la loi prussienne des Trois Classes, si bien qu'aux élections saxonnes de 1905, pour le Landtag, aucun député social-démocrate n'avait pu être élu, alors que les sociaux-démocrates, au Reichstag, nommé au suffrage universel, constituaient la presque totalité dés députés élus. De nombreux signes laissaient supposer que l'idée même du suffrage universel se trouvait menacée en Allemagne.

C'est ce qui a provoqué, d'ailleurs, au cours de l'année 1905, dans toute l'Allemagne, une série de manifestations, organisées en particulier par les ouvriers, comme protestations contre les législations nouvelles, et en faveur de la sauvegarde du suffrage universel. Mais ce fut précisément cette atmosphère révolutionnaire créée par les manifestations de 1905, atmosphère révolutionnaire qui risquait de déboucher sur l'idée

de la grève générale, qui inquiéta la direction du parti social-démocrate et l'amena à faire machine arrière, en se rapprochant du point de vue des syndicats. En effet, dès le congrès d'Iéna, des négociations s'engagent entre les milieux sociaux-démocrates et les milieux syndicalistes. BERNSTEIN publie à cette occasion une brochure intitulée La grève politique (1905), où il démontre que la grève générale démolirait tout sans édifier quoi que ce soit. "La classe ouvrière n'a aucune raison, déclare-t-il, de jouer le tout pour le tout avec ses intérêts vitaux. Elle a par contre le devoir de poursuivre ce qui, dans la pratique, s'est révélé favorable". Il faut par conséquent, pense BERNSTEIN, que la classe ouvrière demeure vigilante ; mais il se montre absolument hostile à toute action qui pourrait favoriser une réaction violente de la part du pouvoir.

Le résultat de cette conversation entre syndicats et partis est apparu lorsque le parti social-démocrate tint son congrès suivant, à Mannheim en Septembre 1906. On peut se rendre compte, à ce moment-là, que la capitulation du parti devant les syndicats est inéluctable. Il y eut bien entendu, au congrès de Mannheim, des tentatives de résistance. KAUTSKY, en particulier, voulut faire triompher le point de vue selon lequel il importait que la Sociale-Démocratie continuât à imposer son point de vue aux syndicats ; mais cette opinion fut combattue par LEGIEN, qui démontra que la grève générale était une conception anarcho-syndicaliste. "La grève générale, dit-il, est une absurdité, et elle ne peut que conduire à la désillusion et au découragement général." Il disait : "J'ai montré combien nous sommes faibles, au fond, combien notre organisation est encore débile, combien nous sommes peu en position, dans la situation actuelle, d'employer ce moyen de lutte. Les adversaires savent d'ailleurs très exactement évaluer notre faiblesse, et savent que, dans la situation présente, ils n'ont pas à avoir peur de nous". La conséquence, c'est qu'au congrès de Mannheim fut voté un ordre du jour qui reconnaissait la complète parité du parti et des syndicats. Sur toutes les questions essentielles, le parti et les syndicats devaient discuter sur pied d'égalité, et s'entendre pour prendre une décision commune. L'indépendance totale des syndicats à l'égard du parti était donc reconnue au congrès de Mannheim. Cela signifiait que dorénavant le parti devait tenir compte de l'opinion des syndicats s'il envisageait la possibilité d'une grève générale. C'était reconnaître que la grève générale, dans ces conditions, devenait impossible.

La résolution de Mannheim a eu de très graves conséquences, car c'est à partir de ce moment-là -1906- que nous voyons se constituer très nettement une gauche dans le parti social-démocrate, qui se refuse à reconnaître les décisions prises par le congrès de Mannheim. L'attitude de la Sociale-Démocratie à Mannheim, sa capitulation devant les syndicats, exaspéra la gauche du parti, et en particulier Rosa LUXEMBOURG. Dès 1898, Rosa LUXEMBOURG avait, dans le journal Leipziger Volkzeitung (la Gazette populaire de Leipzig), qui était un organe de gauche de la Sociale-

Démocratie, pris position contre le révisionnisme de BERNSTEIN, et ses articles avaient été rassemblés dans une brochure intitulée Réforme sociale ou révolution ?, qui avait paru en 1899. Elle avait, dans cette brochure, accusé BERNSTEIN de travestir la vérité par son système. Elle n'y voyait que "le mode de pensée de la bourgeoisie en décadence". Les recettes de BERNSTEIN n'étaient que des "palliatifs", et toutes ses thèses sur les prétendues erreurs de MARX, dans le domaine économique, ne pouvaient rien changer au cours irréversible de la concentration capitaliste. Rosa LUXEMBOURG établissait la nécessité absolue du "coup de marteau de la Révolution". Elle proclamait que "le mouvement comme fin en soi n'est rien, c'est le but final qui est tout". Elle repoussait l'idée blanquiste des minorités agissantes qui s'emparent du pouvoir par une espèce de coup de force, mais envisageait malgré tout que la transformation socialiste supposait une lutte longue et opiniâtre, au cours de laquelle, selon toute possibilité, le prolétariat serait repoussé plus d'une fois, mais triompherait finalement.

A la suite du congrès de Mannheim, Rosa LUXEMBOURG devait intervenir en faveur du principe de la grève générale, et c'est à cette occasion qu'elle a écrit sa brochure Grève générale, parti et syndicats. Cette brochure est très intéressante, parce que Rosa LUXEMBOURG calque sa conception sur l'exemple de la Russie, et, partant de l'exemple de la révolution russe de 1905, insiste sur l'idée d'une grève en quelque sorte permanente, indissolublement liée à la cause de la révolution, et sans distinction possible entre les facteurs économiques et les facteurs politiques. Contrairement à BEBEL, et accusant BEBEL de trahir la cause de la révolution, elle se refuse à distinguer comme différentes la situation en Russie et la situation en Allemagne ; elle estime que les ouvriers des villes russes ont déjà les traits du prolétariat occidental, et en revanche de larges couches du prolétariat allemand sont encore plongées dans la misère : par conséquent, on ne peut pas établir une séparation radicale entre le cas de la Russie et le cas de l'Allemagne. D'après elle, une année de révolution comme celle qui venait d'avoir lieu en Russie aurait donné au prolétariat l'éducation que trente années de lutte parlementaire et syndicale n'avaient pu encore apporter au prolétariat d'Allemagne. En conséquence, les ouvriers allemands, pour Rosa LUXEMBOURG, devaient considérer la révolution russe comme un chapitre de leur propre histoire sociale et politique. Enfin, après avoir violemment attaqué les conceptions fabiennes en Angleterre, elle soulignait le caractère bureaucratique que commençait à revêtir la Social-Démocratie allemande, rongée par le révisionnisme. Elle proclamait que le rôle des syndicats devait être étroitement soumis à celui du parti, que par conséquent le parti était, en dernier ressort, le juge de l'action qui devait être menée.

Les discussions de Mannheim avaient donc pour conséquence de faire surgir, sur la gauche du parti, une opposition qui se refusait à reconnaître les directives de la majorité. Cependant, pour le moment les

trade-unions savourent leur victoire, et font prévaloir leur emprise sur le parti social-démocrate. Ceci va apparaître au cours des années suivantes dans une série de faits de seconde importance,mais néanmoins significatifs. C'est ainsi qu'en 1908 les syndicats réussissent à imposer au parti la suppression de la grève du premier Mai, grève qui était pratiquement faite partout en Allemagne depuis 1880. Les syndicats firent valoir que cette grève inutile donnait lieu à des poursuites de la part de la police, à des lock-out de la part des patrons. Mieux valait l'abolir ! Une autre manifestation caractéristique a été l'hostilité adoptée par les syndicats contre les mouvements de la jeunesse socialiste, en particulier contre la Ligue des Jeunes Travailleurs, qui avait des tendances antimilitaristes. très accentuées, et qui était en rapport avec un mouvement antimilitariste belge, "les Jeunes Belges", et subissait l'influence de la révolutionnaire de gauche Clara ZETKIN : les syndicats obtinrent du parti que celui-ci, lors du congrès de Nuremberg en 1908, mette en tutelle les organisations de jeunesse.

- ° -

LE PARTI SOCIAL-DEMOCRATE ET LA QUESTION NATIONALE (1)

La question nationale s'est posée avec une acuité particulière à la Sociale-Démocratie après les élections de 1907 au Reichstag. Ces élections - on l'a vu - avaient été marquées par un recul assez sensible de la Sociale-Démocratie. Si le nombre des voix s'était à peu près mantenu, le nombre des mandats était tombé de 81 à 43. Or, ces élections, qui avaient été menées par le chancelier BULOW et avaient donné naissance à une formation politique que l'on appelle "le bloc", c'est-à-dire un cartel des partis qui groupait les conservateurs, les nationaux-libéraux et les progressistes, s'étaient faites sur la question coloniale, à la suite d'un soulèvement qui s'était produit dans le sud-ouest africain allemand. Le problème colonial s'était alors posé, et l'électorat allemand avait répondu d'une façon massive, en faveur de l'idée coloniale et de l'idée impérialiste. Ces élections avaient donc constitué un succès pour la politique du gouvernement. Or, les sociaux-démocrates épiloguent sur leur échec, et cela sans se mettre d'accord. Les uns, comme KAUTSKY, attribuent cet échec au fait que la Sociale-Démocratie n'a pas mené un combat assez vigoureux contre la guerre et contre l'impérialisme. Les révisionnistes, au contraire, affirment que l'impérialisme est populaire dans le pays, et qu'il importe par conséquent que la Sociale-Démocratie renonce à son hostilité à son égard. De ce fait, les questions de politique étrangère passent au premier plan pour la Sociale-Démocratie.

La Sociale-Démocratie ne dispose pas d'une doctrine de politique étrangère. De l'héritage de Karl MARX, elle a retenu cependant une idée essentielle, à savoir que la Russie est l'ennemi N°1 de la démocratie, que cette puissance incarne la réaction, et que les démocrates de tous les pays doivent se liguer contre elle. Cette idée est très forte dans la Sociale-Démocratie. C'est ainsi qu'en 1878, à propos de la guerre balkanique entre la Russie et la Turquie, Guillaume LIEBKNECHT publie un ouvrage intitulé "l'Europe doit-elle devenir cosaque ?", où il montre un mépris total pour les peuples balkaniques et pour leur indépendance, parce que ces Etats sont les clients de la Russie. "Le soulèvement serbe en Bosnie-Herzégovine en 1876, écrit-il, n'est que la conséquence des roubles russes versés dans le peuple. Le mécontentement des chrétiens de Turquie est pour 99°/₀ un produit russe" ; et il regrette que les puissances européennes eussent sauvé alors la Serbie d'une punition radicale et bien méritée. Guillaume LIEBKNECHT prend donc position contre la politique russe dans les Balkans. Il est évident que l'alliance franco-russe qui s'est établie dans les années 90 va avoir une grosse influence sur les jugements que les sociaux-démocrates portent dans les questions de politique étrangère.

---

(1) W. MAEHL, The triumph of Nationalism in the german Socialist Party (Journal of Modern History 1952)

Cependant, si l'hostilité envers la Russie est commune aux sociaux-démocrates, ceux-ci divergent sur bien des points, et l'on peut distinguer, du point de vue de la politique étrangère, trois tendances dominantes au sein de la Sociale-Démocratie dans les années 1900-1910. La conception orthodoxe est représentée par KAUTSKY qui a souligné, dans son commentaire du programme d'Erfurt, que les prolétaires n'ont pas de patrie, que les préjugés nationaux dont était encore infesté le prolétariat devaient aller en s'atténuant, et qu'ils étaient entretenus seulement par des exploiteurs bourgeois. Il estimait qu'un peuple libre doit pouvoir conserver ses vertus guerrières, mais seulement par l'usage des milices -l'exemple des milices est emprunté à la Suisse-, et il condamnait formellement les armées permanentes. En 1907, KAUTSKY, reprenant un certain nombre d'articles publiés par lui dans la revue "Le Nouveau Temps", écrivait un ouvrage intitulé "Patriotisme et Social-Démocratie", où il montrait que le patriotisme était le fait de la bourgeoisie, qu'il s'identifiait aux intérêts du monde capitaliste et qu'il ne pouvait pas y avoir, dans ce domaine, de combat commun entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il déclarait même en 1907, au congrès d'Essen, que si une guerre devait éclater au Maroc, les socialistes allemands ne devaient à aucun prix y participer. "Les prolétaires allemands, disait-il à ce congrès, sont solidaires avec les prolétaires français, et non pas avec les potentats et les Junker".

Très différente est la position des révisionnistes. BERNSTEIN, dans ses Prémisses du Socialisme, avait signalé déjà, et d'une façon vigoureuse, le droit de chaque nation à l'existence, et repris l'idée que la nation allemande avait elle aussi sa place au soleil. "Il ne saurait être indifférent à la Sociale-Démocratie, écrivait-il, que la nation allemande, qui a fourni et fournit encore très largement sa part d'efforts civilisateurs, soit refoulée dans le conseil des Nations". Il admet le principe de l'expansion coloniale : "On ne saurait reconnaître aux sauvages qu'un droit restreint sur le sol qu'ils occupent. La civilisation supérieure y possède un droit supérieur. Ce n'est pas la conquête, mais la mise en valeur du sol qui donne le titre juridique et historique à son utilisation". Il admet également l'expansion de l'Allemagne en Extrême-Orient, et affirme à ce propos son adhésion à la politique du gouvernement en Chine, au sujet de l'affaire de l'occupation de Kiao-Tchéou. Dans un article des "Sozialistische Monatshefte" (Cahiers mensuels du Socialisme) de 1907, article intitulé "la question coloniale et la lutte des classes", il déclare que la conquête coloniale est parfaitement justifiable, à condition que les méthodes d'administration coloniale respectent les droits de l'individu. BERNSTEIN admet également que l'armée permanente peut être indispensable, et que les milices, dans les circonstances actuelles, ne sauraient la remplacer. Il révise par conséquent un très grand nombre des points de vue orthodoxes de la Sociale-Démocratie sur les problèmes de l'impérialisme, du colonialisme et de l'expansion territoriale. Cependant, il faut bien le noter, BERNSTEIN est pacifiste. Il estime que le devoir du parti est de veiller au maintien de la paix avec le plus grand sang-froid, et s'inquiète des tendances de la politique mondiale allemande. "Aujourd'hui, écrit-

il, l'Allemagne est une des nations qui plongent le monde dans une vaste inquiétude". Et BERNSTEIN est surtout préoccupé par le risque que la politique du gouvernement allemand le brouille définitivement avec l'Angleterre, à laquelle il reste extrêmement lié. Il écrit à ce sujet, en 1911, un ouvrage intitulé "Le Péril Anglais et le Peuple Allemand", où il combat vigoureusement la théorie de l'encerclement, théorie par laquelle, les Allemands justifiaient leur armement.

Mais BERNSTEIN est nettement dépassé par un certain nombre de révisionnistes qui vont beaucoup plus loin que lui. C'est le cas en particulier de certains rédacteurs des Cahiers Mensuels de Berlin, comme Max SCHIPPEL, Wolfgang HEINE. Ceux-ci, depuis longtemps, ont défini une théorie qu'on appelle la "théorie de la compensation", selon laquelle ils sont disposés à faire des concessions au gouvernement, notamment à voter les crédits de guerre, en échange d'un certain nombre de concessions faites par le gouvernement à la classe ouvrière. C'est là ce groupe qu'on appelle maintenant les "Sociaux-Impérialistes", qui répètent que la conquête du marché mondial représente pour les travailleurs allemands une question de vie ou de mort, que par conséquent la Sociale-Démocratie doit appuyer la politique impérialiste du gouvernement, et ceci les met en rapport avec certains éléments de la bourgeoisie progressiste, comme ceux qui entourent Friedrich NAUMANN. L'un de ces sociaux-impérialistes, l'économiste CALWER, ira même jusqu'à écrire en 1907 : "En tant que socialiste, je peux saluer l'expansion du capitalisme allemand."

En opposition avec cette tendance des révisionnistes, il y a une troisième tendance : c'est la tendance radicale, qui est au contraire violemment anti-impérialiste, anti-colonialiste, et qui ajoute à cela une position nettement anti-militariste. Cette position est celle de Karl LIEBKNECHT, le fils de Guillaume LIEBKNECHT, qui est maintenant l'une des figures les plus importantes de la Social-Démocratie, et qui se prononce depuis 1900 pour une campagne anti-militariste accentuée. Au congrès d'Iéna, en 1905, il avait insisté sur la nécessité de fixer comme devoir la propagande anti-militariste dans la jeunesse, et au congrès de Mannheim, en 1906, il avait montré que, dans ce domaine, l'Allemagne était très en retard sur la France et sur la Belgique. En 1907, Karl LIEBKNECHT publiait un ouvrage intitulé Militarisme et Antimilitarisme, où il condamnait formellement le militarisme gardien de l'ordre capitaliste. Il reconnaissait cependant, dans cet ouvrage, que les Allemands ne sont guère sensibles à la propagande antimilitariste, que l'antimilitarisme antipatriotique n'a aucun fondement en Allemagne et ne pourra pas en trouver, qu'il fallait par conséquent faire l'éducation des masses en ce sens, mais rester dans les limites de la légalité, parce que sinon on violenterait les sentiments profonds de la population ouvrière allemande. Cette attitude antimilitariste est également celle d'un socialiste bavarois, Kurt EISNER, qui est arrivé au socialisme par l'idéalisme, et qui, politiquement, est assez proche de JAURES en France, mais qui a été amené par la crise marocaine de 1905 à prendre une position très hostile à l'impérialisme et au colonialisme.

Telles sont donc les trois attitudes principales qui existent au sein de la Sociale-Démocratie sur ces questions. Le conflit va apparaître entre ces tendances à l'occasion du congrès de l'Internationale qui s'est tenu à Stuttgart en 1907. Déjà au cours d'un débat au Reichstag qui avait précédé d'extrêmement peu la réunion de ce congrès, un député social-démocrate, le député de Chemnitz, NOSKE, qui a eu une influence considérable dans la Social-Démocratie d'après-guerre, avait affirmé que les sociaux-démocrates, en cas de guerre, feraient leur devoir avec autant de détermination qu'un citoyen appartenant au côté droit de la Chambre. Le propos de NOSKE avait été alors relevé par le Ministre prussien de la Guerre, VON EINEM, et VON EINEM, utilisant ce propos de NOSKE, le mit en contradiction avec de nombreuses autres déclarations antipatriotiques des leaders socialistes, et invita NOSKE à "nettoyer" le parti social-démocrate des éléments qui n'étaient pas patriotes. Mais c'est au congrès de Stuttgart, donc, dans l'été 1907, que ces problèmes ont été posés d'une façon troublante à la conscience des sociaux-démocrates allemands. La discussion fut alors dominée, en effet, par les deux propositions principales qui ont été faites au congrès au sujet des moyens de lutter contre la guerre. L'une de ces propositions fut une proposition française, présentée par Gustave HERVE, soutenue par d'autres socialistes français comme VAILLANT et JAURES. Gustave HERVE préconisait, en cas de guerre, la grève générale et l'insurrection du prolétariat. A cette proposition s'opposait une résolution présentée par la délégation allemande qui, si elle déclarait nécessaire de lutter contre lès armements, omettait intentionnellement, à l'encontre du projet français, l'énumération des moyens pratiques pour empêcher la guerre. L'opposition des deux propositions entraîna des débats très pénibles à Stuttgart. VOLMAR et BEBEL, qui défendirent la proposition allemande, tentèrent de démontrer d'abord que le gouvernement allemand ne souhaitait pas la guerre, ensuite qu'une action en faveur de la grève générale est un appel à la désertion qui serait désastreux pour la Sociale-Démocratie allemande, qui entraînerait la ruine, l'anéantissement du parti. Les Allemands ne voulaient être liés, déclara BEBEL, "à aucun moyen d'action défini qui ne nous donne pas la liberté de décision, et qui supprimerait les conditions d'existence de notre parti. Il appartient à chaque pays de conserver sa liberté entière de faire en cas de guerre ce qui lui paraît le plus efficace." VOLLMAR, de son côté, défendit la Sociale-Démocratie allemande de tout chauvinisme, mais traita d'utopie un internationalisme outrancier. Il déclara : "L'idée de supprimer la guerre par la grève militaire ou par une mesure semblable me semble aussi folle que celle de supprimer le capitalisme par la grève générale." Ces propos suscitèrent à Stuttgart de très violentes réactions de la part d'un certain nombre de socialistes français. "Votre discipline, déclara HERVE, est une discipline de mort. Si la Sociale-Démocratie allemande n'a rien d'autre que BEBEL, je crains que notre internationalisme ne soit qu'une duperie pour le prolétariat." Il alla même jusqu'à dire que si l'on suivait la formule des socialistes allemands, le mot de MARX "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" "se

transformerait en "Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous !" JAURES, tout en défendant l'idée de nation, se montra également sévère pour la Sociale-Démocratie allemande.

Finalement, après ces débats douloureux, le congrès se mit d'accord à l'unanimité sur un texte qui fut élaboré par Rosa LUXEMBOURG, qui à ce moment-là représentait au congrès la Pologne, texte qui, en impliquant que la guerre devait tourner en combat contre l'ordre social existant, n'envisageait cependant pas la grève générale, n'y faisait aucune allusion, pas plus qu'à la désertion, et par conséquent donnait satisfaction à la délégation allemande ; il ne prévoyait pas en effet de moyens directs pour lutter contre la guerre. Les mêmes tendances apparurent au congrès de Stuttgart dans le cas des discussions qui eurent lieu sur le colonialisme, où la position des révisionnistes fut défendue par le député DAVID. DAVID présenta un texte qui déclarait admissibles les conquêtes coloniales, à la condition qu'elles fussent un facteur de civilisation et de progrès.

Le congrès de Stuttgart - c'est comme cela qu'il fut interprété -, avait donc révélé les faiblesses du socialisme allemand en présence des forces de l'Allemagne wilhelmienne. Cette capitulation fut encore accentuée, quelques mois après, lors du congrès de la Sociale-Démocratie allemande à Essen, où les positions révisionnistes remportèrent, sur ces questions, un plein succès. BEBEL, même, alla jusqu'à couvrir la déclaration patriotique qu'avait faite NOSKE au Reichstag, et déclara qu'il était impossible, à l'avenir, de distinguer entre les guerres de défense et celles d'aggression.

Ainsi, le congrès de l'Internationale à Stuttgart en 1907 a montré l'évolution très nette de la Sociale-Démocratie vers la droite. Cette évolution vers la droite va se manifester au cours des années suivantes dans la vie intérieure du parti à l'occasion de trois questions principales.

La première question est celle que pose la dissolution du bloc, c'est-à-dire de la formule gouvernementale élaborée par BULOW, dissolution qui a lieu en 1909. Cette dissolution du bloc en tant que formule de gouvernement a été entraînée par la question des impôts. BULOW désirait augmenter les impôts pour boucher le déficit du budget impérial, et il envisagea à ce moment-là un impôt sur les successions, qui, malgré les dires du gouvernement, constituait un impôt direct. Ce projet de BULOW se heurta à l'opposition des partis de droite, à l'opposition des conservateurs, et à l'opposition du Centre catholique, qui refusèrent l'impôt. Bien que le régime parlementaire n'existât pas en Allemagne, devant l'opposition qu'il avait au Reichstag, BULOW donna sa démission, et il le fit à la demande de l'Empereur, avec lequel il s'était brouillé depuis l'affaire du Daily Telegraph. Cette affaire des impôts de succession eut sa répercussion dans la Sociale-Démocratie. En effet, le

parti social-démocrate avait toujours manifesté son hostilité envers les impôts indirects, qu'il jugeait peu démocratiques, et au contraire avait été favorable aux impôts directs. Du moment que BULOW créait un impôt direct sur les grosse fortunes, dans leur point de vue, il fallait que la Sociale-Démocratie acceptât de le voter. D'autre part, à l'occasion de la dislocation du bloc, un certain nombre de socialistes proposèrent qu'une alliance électorale fût établie avec les partis libéraux. En effet, un grand nombre de libéraux étaient favorables à l'impôt sur les successions prévu par BULOW. Et il s'était constitué au sein du parti libéral un groupement, "l'Union Hanséatique" (Hansabund), qui était destiné à défendre les intérêts de l'industrie et du commerce contre les grands propriétaires terriens. C'est avec de "Hansabund" que certains sociaux-démocrates proposent une alliance. A cette occasion, l'un des économistes du parti social-démocrate, CALWER, déclara qu'à l'avenir la ligne de partage ne se ferait plus entre les classes possédantes et les prolétaires, mais entre la propriété mobilière et la propriété immobilière. La classe ouvrière devait donc sortir de son isolement, et s'allier au parti représentant de cette propriété mobilière. L'on voit à quoi la conviait le révisionnisme : à une alliance avec un certain nombre de partis bourgeois contre les partis représentant la grande propriété terrienne. Or, le congrès des socialistes qui se tint à Leipzig en 1909 admit, sans s'engager d'ailleurs, qu'une alliance avec les partis libéraux était une chose concevable, possible, et par conséquent donna raison aux suggestions révisionnistes.

La deuxième question, beaucoup plus importante, est celle du suffrage, et de la loi des Trois Classes en Prusse. Or, cette loi des Trois Classes, en Prusse, crée un certain nombre de difficultés au gouvernement, parce que, du fait de cette loi, les majorités politiques sont très différentes au Reichstag et au Landtag de Prusse. Le Reichstag est élu au suffrage universel, le Landtag selon la loi réactionnaire des Trois Classes. Dès qu'il est devenu chancelier, BULOW ayant donné sa démission, BETHMANN-HOLLWEG, son successeur, a envisagé de transformer la loi électorale, d'en modifier le texte de telle sorte que la répartition des électeurs au sein des trois classes, fût rendue plus démocratique. On donnerait aux titres universitaires et aux fonctions administratives la possibilité d'élever certains électeurs dans la gradation des classes ; ainsi, le nombre des électeurs de la première classe et de la deuxième classe se trouverait sensiblement accru, et de ce fait le régime démocratisé. Ce projet, bien que modeste, se heurta à l'opposition formelle des conservateurs, qui finirent d'ailleurs par obtenir le retrait de ce projet. Mais cette affaire a eu elle aussi sa répercussion sur la Sociale-Démocratie. Profitant du projet de réforme présenté par BETHMANN-HOLLWEG, les socialistes engagèrent une vive agitation en faveur de la suppression pure et simple de la loi des Trois Classes, et de l'établissement du suffrage universel en Prusse. Dans un très grand nombre de villes industrielles, le mouvement prit une certaine ampleur Des villes comme Halle, Bielefeld, Solingen, virent se dérouler des

manifestations imposantes en faveur du suffrage universel. Le point culminant de l'agitation fut atteint lors de la démonstration du Parc de Treptow, à Berlin, le 6 mars 1910. La manifestation avait été interdite par la police prussienne, et la police avait, pour empêcher la manifestation, le Parc étant très éloigné du centre de Berlin, coupé les trolleys des tramways qui étaient le seul moyen de s'y rendre. Mais cette manifestation qui devait grouper 150.000 personnes, fut déplacée, grâce à un mot d'ordre qui fut lancé dans les masses, si bien que la manifestation, au lieu d'avoir lieu à Treptow, eut lieu dans un autre jardin au centre de Berlin, le Tiergarten, et les policiers arrivèrent une heure après la fin de la manifestation. La manifestation de Treptow montra les moyens dont disposait la Sociale-Démocratie, et elle provoqua une très profonde émotion dans l'opinion publique. Ces manifestations, d'ailleurs, furent suivies de grèves, et de nouveau, dans les milieux de gauche du parti, on parla de la possibilité d'une grève générale. De nombreux articles de Rosa Luxembourg parurent dans le "Vorwärts" dans ce sens. Mais ce fut précisément l'allure révolutionnaire que prenait l'agitation en faveur du suffrage universel qui inquiéta les instances supérieures du parti. Dans des articles qui parurent dans la revue "Die neue Zeit", KAUTSKY se rapprocha, de ce point de vue, de la position de la droite, et écrivit que la lutte révolutionnaire pour le suffrage universel ne pouvait conduire qu'à un désastre, à la dissolution du parti et au découragement des militants. Il fallait, déclara-t-il, porter l'attention sur les élections au Reichstag qui devaient avoir lieu sous peu, en 1912 ; KAUTSKY voulait donc transporter l'agitation politique sur le plan électoral. Le congrès de Magdebourg, qui se tint en septembre 1910, sous la forte pression des syndicats, laissa s'effriter le mouvement révolutionnaire en faveur du suffrage universel, qui déclina pour s'éteindre, sans avoir donné de résultats. C'était un second succès de la droite au sein du parti.

Le troisième succès, le dernier, fut celui de "l'affaire marocaine". Au début de juillet 1911, le Secrétaire du Bureau Socialiste International, le belge Camille HUYSMANS, adressa une lettre aux secrétaires des différents partis sociaux-démocrates, pour leur demander s'il n'était pas souhaitable de réunir une conférence internationale de la Sociale-Démocratie, et ceci à l'occasion de l'envoi dans la petite rade marocaine d'Agadir d'un navire de guerre allemand, "la Panthère", qui était destiné à faire pression sur le gouvernement français. Or, il est à remarquer que la Sociale-Démocratie allemande ne donna pas une réponse favorable à l'invitation de Huysmans : un fonctionnaire du parti, MOLKENBUHR, se contenta de répondre à HUYSMANS, en l'absence de BEBEL, qui se trouvait en vacances, que cette réunion de l'Internationale socialiste, selon lui, ne s'imposait pas. Il déclara en effet que la guerre n'éclaterait pas, parce que les intérêts capitalistes s'y opposaient ; d'autre part, il indiquait que le parti se trouvait en période préélectorale, que l'accent y était placé sur les questions de politique intérieure, et qu'il n'y avait aucun intérêt à discuter pour le moment des

questions de politique extérieure. Cette réponse négative de la Sociale-Démocratie provoqua une très violente émotion. LLOYD GEORGE ayant fait dans un discours, peu de temps après, allusion au chauvinisme allemand, le parti social-démocrate se rendit compte enfin de la gravité de l'affaire, et s'associa à la demande d'une réunion internationale. Cependant, l'attitude primitive de la Sociale-Démocratie fut dénoncée avec une extrême violence par l'opposition de gauche, et en particulier par Rosa LUXEMBOURG, qui avait eu connaissance de la lettre de MOLKENBUHR, et qui la publia dans le journal de gauche de la Sociale-Démocratie, "La Gazette populaire de Leipzig", accompagnée d'un commentaire véhément. Il s'ensuivit un conflit entre Rosa LUXEMBOURG et la direction du parti. La direction du parti estima, en effet, absolument scandaleuse cette intervention de Rosa LUXEMBOURG, l'accusa d'avoir commis une grossière indiscrétion en publiant intégralement la lettre de MOLKENBUHR, et d'avoir agi déloyalement à l'égard du parti. L'affaire fut transportée devant le congrès d'Iéna, qui se réunit à l'automne 1911, et là, la direction transforma "l'affaire marocaine" en une "affaire Rosa LUXEMBOURG" afin de jeter le discrédit sur cette dernière. Le socialiste Hermann MUL MULLER, qui était rapporteur de la direction du parti, répéta avec indignation les accusations du parti contre Rosa LUXEMBOURG, et déclara qu'aucun parti socialiste n'avait autant fait contre la guerre que le parti socialiste allemand. La position adverse fut prise, bien entendu, par plusieurs orateurs de la gauche, et en particulier par LEDEBOUR qui déclara que la direction du parti avait, dans cette crise marocaine, déprimé le socialisme allemand par son refus d'agir, et que si par la suite la direction du parti avait repris la lutte contre les menaces de guerre, le mérite principal en incombait à Rosa LUXEMBOURG et à la critique qu'elle lui avait adressée. Il n'en reste pas moins que, au congrès d'Iéna, ce fut la position de la direction du parti, et non celle de la gauche, qui l'emporta. On parla, à propos de Rosa LUXEMBOURG, de "critique hystérique et haineuse", et finalement le congrès , à une très forte majorité, repoussa la plainte que Rosa LUXEMBOURG avait formulé contre la direction du parti.

Nous sommes en présence, entre ces années 1908 et 1911, de manifestations contraires au sein de la Sociale-Démocratie, et qui montrent la division profonde des esprits en son sein. La discipline générale et l'existence d'un ennemi commun, la bourgeoisie impérialiste, empêchent sans doute la scission, mais le virus de la désunion mine le parti social-démocrate depuis 1907. Des conceptions opposées sur le plan national déchirent son unité doctrinale. C'est dire que la scission au sein de la Sociale-Démocratie qui va se produire pendant la première guerre mondiale, et qui va aboutir à la formation de deux, et même de trois groupements sociaux-démocrates, est en germe dans les congrès qui se sont tenus entre 1908 et 1911, et qui marquent d'une façon grandissante l'isolement de la gauche du parti au sein de celui-ci.

°
° °

Au péril grandissant et aux menaces de guerre - en 1912 commencent les guerres balkaniques - la Sociale Démocratie allemande a répondu d'une façon différente aux deux derniers congrès qu'elle a eus avant la première guerre mondiale, le Congrès de Chemnitz en septembre 1912, et le Congrès d'Iéna en septembre 1913.

Le congrès de Chemnitz de septembre 1912 a été considéré en effet, au sein de la Sociale-Démocratie, comme une victoire de la gauche. L'évolution vers la gauche au sein du parti est le résultat du désappointement qui a succédé aux élections de 1912, élections qui avaient été triomphales pour la Sociale-Démocratie, mais dont les résultats n'avaient été obtenus que grâce à une alliance électorale avec les partis libéraux, et en particulier avec le parti progressiste, c'est-à-dire l'aile gauche du libéralisme ; dans beaucoup de circonscriptions les progressistes et les sociaux-démocrates s'étant, au deuxième tour de scrutin, désistés les uns pour les autres. Dans 31 circonscriptions électorales, ce parti avait en effet voté pour les candidats socialistes partout où ceux-ci avaient à affronter des candidatures de la droite. Or, cette politique d'alliance électorale entre les socialistes et les progressistes n'a pas eu de suites politiques au Reichstag. Les socialistes attendaient en effet du résultat des élections une parlementarisation de la vie politique allemande, mais il apparut que lorsque le nouveau projet militaire fut présenté, en 1912, au Reichstag, tous les partis bourgeois sans exception, votèrent en sa faveur. Les sociaux-démocrates semblèrent alors rester seuls dans l'opposition, et cet isolement des sociaux-démocrates fut bien entendu un échec pour les révisionnistes, pour l'aile droite du parti, qui a toujours été favorable à une action menée avec les partis bourgeois.

La gauche en profita pour lancer des attaques contre la direction du parti, en particulier Clara ZETKIN dans son journal "l'Egalité", et Rosa LUXEMBOURG dans la "Leipziger Volkzeitung", qui était, le journal le plus à gauche parmi les quotidiens de la Sociale-Démocratie. La gauche du parti dénonça de plus en plus violemment l'impossibilité d'obtenir des réformes par la voie parlementaire : plus les sociaux-démocrates étaient nombreux au Reichstag, déclarait-elle, moins le gouvernement lui laissait de moyens d'action. Deux ouvrages ont paru à ce moment-là, au cours des années qui précèdent la guerre, qui ont donné des arguments à la gauche du parti. Le premier de ces ouvrages, c'est "Le Capital financier", dont l'auteur est HILFERDING, qui a paru en 1910. HILFERDING était originaire de Vienne, et médecin de formation. C'est le principal représentant d'une école de socialistes autrichiens que l'on appelle les austro-marxistes, système qui était représenté à Vienne, en plus de HILFERDING, par des socialistes comme Otto BAUER et Max ADLER. HILFERDING, cependant, était venu en Allemagne, où il enseignait à l'école du parti, à Berlin, et collaborait au "Vorwärts". En 1910 donc, il publie son ouvrage "Le Capital financier", dans lequel il analyse l'évolution de l'économie depuis MARX, évolution de l'économie qui, d'après lui, se

caractérise essentiellement par le caractère anonyme du capital. Alors que le capital était fourni autrefois par des individus ou des familles, maintenant ce capital est fourni par une multitude d'actionnaires, mais ces actionnaires ne reçoivent qu'une part infime des revenus des entreprises, la plus grosse partie passe dans un petit nombre de mains. D'autre part, il soulignait la prépondérance, dans le capitalisme actuel du capital financier et bancaire, et sous l'égide des banques la constitution d'immenses cartels. Ainsi, du fait de la prépondérance du capitalisme bancaire, du capitalisme financier, se constituaient d'immenses monopoles qui se réservaient le marché national par de hauts tarifs douaniers ; mais ce marché national était insuffisant ; les monopoles ne pouvaient subsister que par l'exportation des capitaux et la domination coloniale. L'impérialisme, par conséquent, apparaissait comme la phase nécessaire et finale du capitalisme devenu monopolistique. La guerre était de ce fait inévitable, par suite des conflits des différents impérialismes entre eux, et de cette guerre sortirait la révolution. Lorsque cette révolution surviendrait, la formation des immenses monopoles concentrant les biens en quelques mains seulement préparait la voie au socialisme. Telle était l'analyse de l'économie moderne d'après HILFERDING, qui considérait comme inévitable la catastrophe dans laquelle devait sombrer le capitalisme par la guerre.

Le deuxième ouvrage, qui paraît trois ans plus tard, en 1913, est l'ouvrage de Rosa LUXEMBOURG qui s'appelle "L'accumulation du Capital". Dans cet ouvrage, Rosa LUXEMBOURG distingue son analyse de celle d'HILFERDING, en ceci qu'elle n'attache pas la même importance que lui à la formation des cartels et des trusts, qui ne sont pas, pour elle, la cause de l'impérialisme, mais des phénomènes spécifiques comme il y en a beaucoup d'autres. "L'Angleterre, disait Rosa LUXEMBOURG, est une puissance impérialiste depuis très longtemps, mais elle est entrée récemment seulement dans la voie de la monopolisation". L'idée principale de Rosa LUXEMBOURG, par laquelle elle rejoignait malgré tout certaines conclusions d'HILFERDING, était que l'impérialisme provenait de l'impossibilité qu'avait le capitalisme d'écouler ses marchandises dans le cadre national, si bien qu'il devait forcément chercher des débouchés ailleurs et devait, de ce fait, être inévitablement entraîné vers l'exploitation coloniale. La compétition ainsi créée entre les puissances capitalistes devait nécessairement aboutir à des chocs et à des catastrophes. "Le capitalisme, écrivait Rosa LUXEMBOURG, a besoin d'un milieu non-capitaliste qui l'entoure pour y écouler ses produits, pour s'y procurer des matières premières et pour en transformer les travailleurs en salariés du capital, en prolétaires, en chair à profit, mais à mesure qu'a augmenté le nombre des pays capitalistes participant à la chasse aux territoires d'accumulation, à mesure que se rétrécissent ces territoires, les convoitises qu'ils excitent parmi les capitalistes deviennent de plus en plus acharnées, et engendrent à travers le monde catastrophe sur catastrophe, crises économiques, crises politiques, guerres et révolutions". Les conclusions de Rosa LUXEMBOURG étaient donc que le

capitalisme, à son dernier stade, se traduisait en un impérialisme qui provoquerait inévitablement, d'ici peu, la guerre d'où sortirait la révolution. Les radicaux comme Rosa LUXEMBOURG pensaient que cette évolution était si profitable à la Sociale-Démocratie qu'elle ne devait pas chercher à s'y opposer, et ils combattaient par conséquent tout appui que la Sociale-Démocratie donnait à l'idée de la réduction des armements, pensant que la multiplication des armements conduirait plus rapidement à la crise finale.

Les oppositions entre les différentes tendances de la Sociale-Démocratie sont apparues d'une façon très brutale au congrès de Chemnitz, qui se déroule en plein au moment du conflit balkanique. Au congrès de Chemnitz apparaissent quatre groupes en présence, qui prennent sur la politique extérieure de l'Allemagne des positions tout à fait différentes. A droite, il y a ceux que l'on appelle maintenant les "sociaux-impérialistes", qui estiment qu'un appui complet doit être donné à l'État dans la lutte qui se poursuit. C'est ainsi que QUESSEL, l'un des membres de cette droite, démontre le droit de l'Allemagne à avoir sa place au soleil, et déclare à propos de l'Angleterre : "La bourgeoisie anglaise fait de vaines tentatives pour maintenir, par le libre-échange, les autres nations dans le stade de l'économie agricole, et rendre permanente la domination de la Grande-Bretagne sur le plan industriel. Elle cherche vainement ainsi à paralyser par l'idée du désarmement les autres états capitalistes, et en particulier le fort jeune et entreprenant Empire allemand, à le maintenir en situation d'infériorité par rapport à elle, et par conséquent à sauver l'hégémonie britannique. Mais le socialisme international n'a aucun désir de perpétuer la suzeraineté de l'Angleterre dans le monde". De son côté, Paul LENSCH, qui sur le plan social est un radical, mais sur le plan national est un nationaliste, attaque vivement la volonté de l'Angleterre de vouloir conserver le monopole du commerce extérieur. Il affirme que la course aux armements est une nécessité naturelle surgie de conditions économiques définies, qu'il n'y a donc pas lieu de se dérober aux luttes entre capitalismes antagonistes, qu'il suffit de les aborder avec la conviction qu'elles sont un prélude aux luttes sociales décisives.

A gauche de ces sociaux-impérialistes se situe, assez isolé, BERNSTEIN, qui prend ses distances de plus en plus nettement à l'égard des nationalistes, qui nie que les oppositions impérialistes soient inéluctables, qui dit qu'ellespeuvent être surmontées, et par conséquent la paix peut être préservée par l'institution d'une cour internationale d'arbitrage pour laquelle il fait, dans la presse, une vive propagande. Il se refuse également, parce qu'il est anglophile, à voir dans le projet anglais de limitation des armements, qui est discuté à ce moment-là, l'expression de l'égoïsme de la bourgeoisie anglaise, et il rappelle, au congrès de Chemnitz, ce que l'appui de l'Angleterre, avec des hommes comme COBDEN et BRIGHT, a donné à l'idée de la paix internationale. BERNSTEIN apparaît essentiellement comme un pacifiste.

Le troisième groupe est constitué par tout un certain nombre de congressistes qui appartiennent au centre kautskiste que soutient, parmi les congressistes, l'un des nouveaux secrétaires du parti HAASE, ainsi que LEDEBOUR. Pour HAASE, qui jouera un très grand rôle pendant la guerre dans la Sociale-Démocratie indépendante, il était inexact que la course aux armements fût liée de façon absolue au capitalisme. Il existe dit-il à Chemnitz, au sein du capitalisme, des forces qui travaillent en faveur de la paix. Les groupes capitalistes des différents pays sont parfois liés internationalement. C'est ainsi que dans la crise marocaine on a pu constater l'entente avec l'industriel français SCHNEIDER et les industriels allemands autour de KRUPP. Il ne faut pas, déclare-t-il d'autre part, renvoyer dos à dos tous les Etats capitalistes. Il importe de soutenir les efforts de désarmement que propose l'Angleterre. Dans ces conditions, et étant donné cette analyse, le rôle des socialistes est de démontrer aux classes dirigeantes les énormes dangers que présente pour elles une conflagration mondiale, en présence d'un prolétariat brutalement décidé à mener la lutte des classes. Il faut augmenter aux yeux des classes dirigeantes des pays intéressés les risques sociaux, politiques et économiques de la forme guerrière de la concurrence internationale, pour qu'à ces mêmes classes le désarmement apparaisse comme quelque chose de plus pratique. La position de ce groupe est en somme de faire pression par la menace de la révolution issue de la guerre sur la bourgeoisie, pour qu'elle consente au désarmement.

Enfin, il existe à l'extrême gauche un certain nombre de congressistes qui, soutenant les idées de Rosa LUXEMBOURG qui d'ailleurs n'a pas participé à ce congrès, considéraient comme illusoire toute espèce de compromis avec le monde capitaliste, et qu'il fallait prévoir la levée révolutionnaire des masses contre la guerre, faire maintenant l'instruction de ces masses pour qu'elles fussent préparées le jour venu

Au congrès de Chemnitz, ce fut le troisième groupe, c'est-à-dire celui du centre gauche, qui l'emporta. La déclaration finale de Chemnitz signalait d'une façon formelle les dangers de guerre qui s'accumulaient progressivement en Europe. Elle en attribuait la cause aux rivalités des classes capitalistes dans les différents pays, aggravées par les intérêts des fournisseurs d'armes, des bureaucrates et des cliques de généraux. Le devoir de la Sociale-Démocratie était donc de "s'élever contre les masses impérialistes et chauvines" - c'est le texte même de la déclaration - " et de soutenir coûte que coûte les mesures favorables au désarmement". Cet ordre du jour qui fut voté à une grosse majorité, fut considéré comme la défaite des tendances nationalistes au sein de la Sociale-Démocratie, et de fait l'un des députés de la tendance nationaliste du parti, HILDEBRAND, qui était l'auteur d'un livre intitulé "La politique étrangère de la Sociale-Démocratie", ouvrage qui a paru en 1912, extrêmement favorable à la politique allemande au Maroc, et qui déclarait que le devoir des sociaux-démocrates allemands était d'aider sans réserve le gouvernement allemand dans sa politique

d'expansion, (il avait même été jusqu'à déposer l'année précédente, au congrès d'Iéna, un projet de résolution concernant le Maroc qui stigmatisait les aspirations colonialistes monopolisatrices et brutales des classes dirigeantes françaises et anglaises) fut expulsé du parti social-démocrate à la demande de la section de Solingen. Seulement, si HILDEBRAND fut expulsé, la plupart de ceux qui pensaient comme lui restèrent dans la Social -Démocratie. Il n'en reste pas moins que l'on peut considérer le congrès de Chemnitz comme une victoire de la gauche.

La situation va se trouver entièrement renversée l'année suivante, en septembre 1913, lors du congrès d'Iéna, où c'est au contraire la gauche qui va faire figure de vaincue. Pour comprendre l'esprit de malaise dans lequel s'était déroulé, l'année suivante, le congrès d'Iéna, il faut tenir compte d'abord du recul économique qui s'était manifesté à la fin de l'année 1912, et qui s'était traduit pas le développement du chômage, lequel rendait extrêmement difficile toute espèce d'agitation sociale. La grève des ouvriers du port à Hambourg, qui fut très mal soutenue par les syndicats, aboutit en 1913 à un fiasco total. Mais surtout il faut tenir compte pour expliquer ce malaise, de la stagnation qui se manifeste depuis quelque temps dans le recrutement du parti. En effet, en 1913 le parti n'a augmenté que de 12.000 membres, alors que l'année précédente il avait encore augmenté de 140.000. On constatait donc un recul très net dans le recrutement. D'autre part, les dernières élections avaient été très défavorables à la Sociale-Démocratie. Les élections au Landtag de Prusse, en mai 1913, furent un échec pour les socialistes. (il est vrai que les conditions au Landtag de Prusse étaient très défavorables à la gauche, puisqu'il y avait la loi des Trois Classes). Mais dans le pays de Bade, où régnait le suffrage universel, les élections d'octobre 1913 furent pour les sociaux-démocrates un désastre : la social-démocratie avait perdu sept des vingt sièges qu'elle détenait au Landtag de Bade, et même la ville industrielle de Mannheim, l'un des centres les plus importants de la Sociale-Démocratie dans le sud-ouest allemand, lui avait échappé. Par ailleurs, il fallait constater que la presse sociale-démocrate subissait un très grave recul dans ses ventes. Seul le journal, d'ailleurs remarquable, de Clara ZETKIN, "l'Egalité", continuait à progresser.

Devant ce recul, il n'apparaît pas souhaitable à la direction du parti de tenter des expériences hasardeuses, et c'est ce qui explique l'attitude que le parti adoptera au congrès d'Iéna. Deux points en effet, vont attirer l'attention des congressistes à Iéna. Le premier de ces points, c'est la question des impôts, des impôts servant à la défense nationale. Sur la question des impôts, la thèse de la Social-Démocratie, en principe, était formelle : refus absolu de voter tout crédit pour l'armée et pour la marine à toutes les demandes du gouvernement. A ces demandes les sociaux-démocrates avaient toujours opposé la thèse de la transformation de l'armée en milices, et la thèse du désarmement nécessaire. Dans le journal "Die Neue Zeit", le socialiste de gauche MEHRING

avait de nouveau et tout récemment exposé d'une façon très nette le point de vue du parti dans cette question. Sur le plan des impôts en général, il ne faut pas oublier, cependant, que le parti était favorable aux taxes directes, et contre les taxes indirectes, qui d'après lui n'étaient pas démocratiques. Or, quand il s'était agi du budget de l'année 1913, qui prévoyait un énorme effort militaire, le gouvernement allemand, pour faire face aux charges accrues des armements, avait prévu la création d'un certain nombre de taxes directes sur le revenu, sur la propriété et sur les héritages. La conséquence, c'est que, en vertu de leur doctrine sur les impôts, certains élus sociaux-démocrates avaient voté ces taxes parce que c'étaient des impôts directs. L'attitude de ces députés fut violemment attaquée par la gauche au congrès d'Iéna, en particulier par les deux congressistes WURM et GEYER, lequel déclara : "Pour aller au fond du problème, sommes-nous justifiés à voter des taxes qui, en fin de compte, aboutissent à l'augmentation du budget militaire ? Du moment que vous donnez au gouvernement des fonds pour défrayer ses dépenses militaires, toute notre lutte antimilitariste apparaît comme une farce". Telle fut la position de la gauche. Mais ce point de vue fut combattu par le comité directeur, qui soutint que les députés avaient eu raison de voter les taxes, puisque ces taxes avaient pour conséquence la diminution des impôts indirects, anti-démocratiques. Or, au congrès d'Iéna, le point de vue défendu par la direction du parti fut adopté par 336 voix contre 140.

La seconde question qui fut évoquée au congrès d'Iéna fut celle de la grève générale. L'on voit que la théorie de la grève générale avait été condamnée par le congrès de Mannheim en 1906, et n'avait plus été discutée depuis. Préparée par une longue propagande dans le journal "le Nouveau Temps", une résolution au sujet de la grève générale fut présentée par Rosa LUXEMBOURG au nom de la gauche, qui demanda que le problème de la grève générale fût repensé à nouveau en présence de l'aggravation des contradictions économiques et politiques de l'Allemagne, et que fût inculqué aux organisations politiques et syndicales l'enthousiasme pour la lutte révolutionnaire et l'esprit de sacrifice. Il était bien évident que la menace de la guerre et le développement de la situation internationale, aux yeux de la gauche, justifiaient que fussent repensés les moyens de lutter au moment où cette guerre se déclencherait. La résolution de Rosa LUXEMBOURG, soutenue à la tribune par LIEBKNECHT, par LEDEBOUR, par Rosa LUXEMBOURG elle-même, qui déclara que le seul moyen de rendre courage aux masses était d'appliquer une tactique révolutionnaire outrancière aux buts définis, fut combattue au comité directeur par le successeur de BEBEL - BEBEL venait juste de mourir - à la direction du parti, Philippe SCHEIDEMANN. SCHEIDEMANN insista sur l'impossibilité d'organiser une grève générale, car les masses seraient trahies par le prolétariat lui-même, par la fraction du prolétariat qui n'était pas organisée. Le point de vue de SCHEIDEMANN fut soutenu par BERNSTEIN, qui réfuta les paroles de Rosa LUXEMBOURG, laquelle avait avancé l'exemple récent de la Belgique, où venait d'avoir lieu une

grève générale, en déclarant que l'exemple belge n'était pas concluant : en Belgique, il fallait soulever seulement 450.000 travailleurs ; en Allemagne 2.500.000. Il n'était pas souhaitable de hasarder le destin de la Sociale-Démocratie dans une affaire qui risquait d'être aventureuse. Le projet présenté par Rosa LUXEMBOURG fut donc rejeté, cette fois par 330 voix contre 142, exactement par la même majorité qui s'était dégagée quelques jours avant sur la question des impôts.

Ces deux votes sont d'une importance considérable, et un historien allemand a pu dire que "le Rubicon a été traversé à Iéna en Septembre 1913, et non pas le 4 Août 1914 lors de la proclamation de l'Union Sacrée". C'est en effet le congrès d'Iéna qui marque la capitulation de la Social-Démocratie allemande. Cependant deux remarques sont indispensables. A Iéna a capitulé assurément la majorité du congrès devant la menace de guerre, mais cela ne signifie pas que la Social-Démocratie ne demeure, dans son immense majorité, pacifiste et antimilitariste. La preuve en est que les sociaux-démocrates allemands ont participé, en Novembre 1912, au congrès de l'Internationale à Bâle, et, par la voix de leur représentant -BEBEL prononcera à Bâle son dernier discours, il mourra quelques mois après- ont marqué leur volonté de lutte contre la guerre. Voici la déclaration finale du congrès de Bâle, à laquelle s'est associée la Social-Démocratie allemande : "Le Congrès s'adresse à vous, prolétaires de tous les pays, pour que vous fassiez entendre votre voix en cette heure décisive. Proclamez votre volonté sous toutes ses formes et dans tous les lieux ; élevez votre protestation dans les parlements, unissez-vous dans les manifestations de masses, utilisez tous les moyens que vous offrent les organisations et la force du prolétariat, veillez à ce que les gouvernements n'ignorent jamais la volonté vigilante et passionnée du prolétariat mondial. Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du massacre le monde prolétarien de la paix et de la fraternité des peuples."

D'autre part, au cours des derniers mois de l'année 1913 et au début de l'année 1914, à plusieurs reprises, au Reichstag, les représentants des socialistes ont pris position contre l'emprise grandissante des militaires, de la marine ou de l'armée de terre, sur le gouvernement, et ont par conséquent mis en garde l'opinion contre le fait qu'inconsciemment le peuple allemand allait se trouver entraîné dans la catastrophe. On ne peut donc pas négliger cette volonté de la Social-Démocratie d'affirmer son internationalisme et son pacifisme, mais l'immense majorité du comité directeur pense que l'on ne peut pas envisager les moyens pratiques de lutter contre la guerre si celle-ci venait à éclater, car ces moyens pratiques, désertion ou grève générale, s'ils étaient recommandés, n'auraient pas d'effet sur les masses.

La deuxième remarque qu'il faut faire, c'est que l'on assiste, au cours de ces derniers congrès, à la division irrémédiable entre une

majorité qui est révisionniste et réformiste, et une minorité, un tiers environ des congressistes, de tendance révolutionnaire. La séparation se fait, au cours des années qui précèdent la première guerre mondiale, entre deux tendances nettement définies. C'est cette division que l'on va retrouver, au cours de la première guerre mondiale, au sein du parti socialiste, qui se séparera entre majoritaires d'une part et indépendants de l'autre, avec les mêmes hommes et les mêmes proportions que celles que nous venons de définir. (1)

L'on ne peut admettre, au terme de cette étude, la thèse selon laquelle les tendances révolutionnaires, au sein de la Social-Démocratie, auraient inquiété le gouvernement au point que le gouvernement allemand aurait déclenché la guerre pour pouvoir réprimer, grâce à cette guerre les menées de la Social-Démocratie, et éviter ainsi la révolution politique. Cette thèse selon laquelle la guerre aurait été voulue par l'Allemagne pour écraser la Social-Démocratie a été soutenue en particulier par l'historien anglais BARRACLOUGH. On la trouve également dans différents travaux allemands comme celui de ROSENBERG, sur les origines de la République de Weimar. Il n'y avait pas dans la Social-Démocratie à cette date de menaces réelles pour la paix intérieure de l'Allemagne, pas de menaces révolutionnaires qui pussent inquiéter véritablement le gouvernement allemand.

-°-

(1) cf. SCHORSKE, The German Social. Democracy 1905-1917 (1955)

La Social-Démocratie dans la première guerre mondiale (1)

Le fait qui domine l'histoire de la Social-Démocratie pendant la guerre de 1914-1918 est que les crédits de guerre ont été votés à l'unanimité par le parti social-démocrate le 4 Août 1914. Comment en est-on venu là ?

Au moment où se dessine sur l'Europe la menace de guerre, les rapports entre le gouvernement impérial et la Social-Démocratie sont extrêmement tendus. En effet, on craint que, sous la pression de l'Association centrale des industriels allemands, le gouvernement du Reich prépare une loi limitant d'une part la création de piquets de grève, et prévoyant d'autre part des menaces contre le boycott. Le congrès des syndicats à Munich, au mois de Juin 1914, a élevé la voix, et a envisagé pour la défense des droits ouvriers une lutte plus radicale. Cependant, la crise de Juillet 1914, qui conduit à la guerre, va se dérouler dans une atmosphère d'impréparation psychologique, et d'acceptation anticipée de la capitulation.

C'est en effet très tardivement que les masses allemandes ont pris conscience du danger de guerre. A la suite de l'attentat de Sarajevo, et pendant tout le mois de Juillet 1914, la presse socialiste, et en particulier le Vorwärts, n'accomplissent que très mal leur mission d'information. Les leaders sociaux-démocrates sont absolument convaincus qu'une guerre est impossible, et que, comme les précédentes (les crises marocaines, les crises balkaniques), la crise actuelle se résoudra pacifiquement. La présentation par le Vorwärts de la crise austro-serbe est en général hostile à la Serbie : pour lui, c'est le danger panslaviste, par conséquent l'appui donné par la Russie aux peuples slaves, qui seul menace la paix en Europe. Ce n'est qu'à la suite de l'ultimatum adressé par l'Autriche, le 23 Juillet au soir, que la position de la presse sociale-démocrate se modifie. Le 25 Juillet, en effet, paraît dans le Vorwärts un manifeste qui stigmatise la "frivole provocation à la guerre" du gouvernement austro-hongrois, et rappelle qu'à ce désir de puissance des dirigeants autrichiens et aux intérêts impérialistes du profit ne devra être sacrifiée aucune goutte du sang d'un soldat allemand. Le "Journal des travailleurs du pays de Berg" dénonce l'Autriche qui veut le conflit avec la Serbie, et utilise l'attentat de Sarajevo comme un prétexte pour placer la Serbie dans son tort. C'est dans ce sens que s'exprime également la direction du parti, qui s'est réuni à Berlin sous la présidence de HAASE le 25 Juillet. Les jours suivants, à la

---

(1) A. BERLAU, The German Social democratic Party 1914-1921 (New-York, 1949)

suite de cette réunion, le parti organise des manifestations dans les grandes villes allemandes, qui sont destinées à montrer au gouvernement la volonté de paix des masses laborieuses, et dans lesquelles l'on réclame l'application des décisions qui ont été prises récemment, au congrès de l'Internationale à Bâle. Le mouvement de protestation culmine le 28 Juillet où, dans tout le Reich, à la même heure, manifestent les organisations ouvrières. L'Empereur est inquier de cette évolution de la Social-Démocratie ; il écrit dans la marge d'un télégramme : "Les socialistes font des manifestations antimilitaristes dans la rue. Cela n'est pas supportable, dans aucun cas".

Mais, en même temps que se multiplient, dans les derniers jours de Juillet, les manifestations de masses, il est à remarquer que la presse socialiste ne met pas en cause le gouvernement allemand, et admet au contraire sa volonté de paix. Le Vorwärts, le 30 Juillet, écrira que "dans toute circonstance, GUILLAUME II s'est montré l'ami de la paix internationale. Il y a certes autour de lui une camarilla qui pousse à la guerre, mais l'on ne peut pas mettre en doute les efforts du gouvernement pour sauver la paix" ; et Rosa LUXEMBOURG, qui représente l'extrême gauche du parti, dans le même numéro, décerne à GUILLAUME II un brevet de pacifiste! La presse socialiste présente le conflit en cours comme un conflit austro-russe. C'est la volonté de guerre de l'Autriche ou de la Russie qu'elle met en évidence. Il est bien évident que pour les sociaux-démocrates est essentielle la haine qu'ils ont toujours pour le tsarisme. Il est donc indispensable que l'Allemagne ne laisse pas se développer le conflit, qu'elle cherche à le localiser dans les Balkans, et pour cela, qu'elle se montre menaçante à l'égard de la Russie. Le Vorwärts, le 28 Juillet, déclare indispensable que l'Allemagne modère son alliée autrichienne, mais qu'elle ne laisse pas à la Russie les mains libres à l'est. De plus en plus, le ton anti-russe prévaut dans la presse socialiste. Le journaliste socialiste du Rhin, la "Rheinische Zeitung", qui paraît à Cologne, écrit le 31 : "A l'est, notre peuple est menacé par le danger effrayant de la barbarie russe". L'un des observateurs de cette crise, Conrad HAENISCH, dans son livre "la Sociale-Démocratie pendant et après la première guerre mondiale", écrira que c'est sous l'influence du danger des hordes russes que s'est faite la transformation de l'opinion en faveur de l'acceptation de la guerre.

En même temps, très habilement, le gouvernement réussit à prendre contact avec les leaders de la Social-Démocratie, et à convaincre ceux-ci de sa volonté de paix. Le 29 Juillet, le socialiste SUDEKUM est reçu par le chancelier BETHMANN-HOLLWEG, qui a voulu l'entretenir de la situation internationale. A la fin de la conversation, SUDEKUM a dit au chancelier que si la guerre survenait la Social-Démocratie ne chercherait pas à déclencher la grève générale. La conséquence, c'est que le 30 Juillet, siégeant au conseil des ministres de Prusse, BETHMANN-HOLLWEG déclare que la Social-Démocratie lui a donné des assurances qu'en cas de guerre il n'y aura ni grève ni sabotage.

D'autre part, les consultations internationales entre socialistes n'aboutissent à aucun résultat. Il y a eu le 28 Juillet, à Bruxelles, une réunion des membres de l'Internationale à laquelle ont participé du côté allemand HAASE, KAUTSKY et Rosa LUXEMBOURG ; du côté français y ont été présents GUESDE, JAURES, qui sera assassiné quelques jours après. Or, la réunion démontre qu'une lutte internationale contre la guerre était, dans l'état des esprits, absolument impossible. Seuls les délégués anglais à cette réunion firent allusion à la possibilité d'une grève générale, mais rien ne fut décidé, et les délégués partirent avec l'impression d'une totale impuissance.

Dès lors, l'évolution de l'opinion socialiste se fait rapidement, d'autant plus que la proclamation de l'état de danger de guerre le 31 Juillet permet à la censure allemande d'étouffer dans la presse toute espèce de critique contre le gouvernement. Les socialistes peuvent craindre que les commandants des districts militaires, auxquels, en temps de guerre, est concédée la totalité du pouvoir civil, prennent des mesures de rigueur à l'égard du parti social-démocrate, et cette crainte est telle que, dans la nuit du 30 au 31 Juillet, deux membres du Comité Exécutif sont partis à Zurich avec la caisse du parti.

Le 31 Juillet s'est réunie à nouveau la direction du parti, et au cours de cette réunion il est apparu qu'il se dégageait une majorité en faveur du vote des crédits de guerre. Le 2 s'est tenue la séance de la Commission directrice des syndicats, qui a décidé de suspendre toutes les grèves en cours, et de ne rien faire pour s'opposer à une guerre qu'elle déclare inévitable : tous les efforts de la classe ouvrière organisés pour maintenir la paix sont, constate-t-elle, restés vains ; la guerre a fondu sur les nations civilisées. Le 3 Août se réunit enfin le groupe parlementaire du Reichstag. Dans cette réunion du groupe parlementaire socialiste on entend un rapport d'Hermann MULLER, qui déclare que sans aucun doute les socialistes français voteront les crédits de guerre. La discussion, malgré tout, fut très serrée, et un certain nombre de députés socialistes, HAASE, LIEBKNECHT, LEDEBOUR, se prononcèrent pour l'abstention dans le vote des crédits, mais ce point de vue de l'abstention ne fut suivi que par 14 députés, encore divisés et hésitants ; les 78 autres se prononcèrent pour les crédits. A la séance du 4 Août, où le gouvernement demanda au Reichstag de voter ces crédits, la fraction socialiste, à l'unanimité, vota les crédits demandés. Ceux qui y avaient été hostiles au cours de la séance du 3 s'inclinèrent devant la discipline du parti, et ce fut un opposant, HAASE, qui lut la déclaration justifiant la position de la Social-Démocratie, dégageant la responsabilité de celle-ci d'une politique qu'elle avait toujours combattue, mais ajoutant : "A présent, nous voilà devant le fait brutal de la guerre. Nous sommes menacés par les horreurs et l'invasion de l'ennemi. Nous n'avons pas, aujourd'hui, à décider pour ou contre la guerre, mais sur la question des moyens demandés pour la défense du pays." Et il déclara : "En effet, nous faisons ce que nous avons toujours prétendu faire : au moment du danger, nous n'abandonnerons pas la patrie."

L'on peut se demander quels sont les facteurs essentiels qui ont déterminé ici l'attitude de la Social-Démocratie. Il faut d'abord remarquer que cette attitude est conforme à celle que le parti avait en fait adoptée depuis 1905 au cours des crises marocaines, au congrès de Stuttgart en 1907, dans le vote des lois militaires de 1913. Il faut signaler l'action qu'ont eue sur le parti l'opportunisme et le révisionnisme qui ont cessé de faire de la Social-Démocratie un groupement révolutionnaire, et qui l'ont orientée vers l'idée de collaboration éventuelle avec le pouvoir. Mais, dans les circonstances de 1914, quel facteur a joué au premier chef ? Est-ce la peur des mesures policières ? est-ce la peur d'une répression gouvernementale qui réduirait à rien la Social-Démocratie ? Est-ce le sentiment de l'impuissance ? Est-ce le désir d'échapper à cette position de parias que les socialistes avaient dans l'état, et qui les faisait profondément souffrir ? (On voit par exemple ce sentiment apparaître dans les mémoires de SCHEIDEMANN, qui souffre de l'ostracisme où il est tenu dans la société et dans l'administration wilhelmienne). Tous ces facteurs ont certainement joué, mais, et c'est là le fait principal, il est certain que la Social-Démocratie, si elle avait adopté une autre attitude, c'est-à-dire une attitude de résistance, n'aurait pas été suivie par les masses. La classe ouvrière était plus profondément intégrée dans la nation que ne le pensaient les révolutionnaires et les internationalistes. Il faut mettre surtout au premier plan la vague de nationalisme qui a déferlé alors en Allemagne, comme d'ailleurs dans tous les pays qui ont été engagés dans la guerre de 1914, vague de nationalisme qui est accrue en Allemagne, par l'hostilité profonde à l'égard de la Russie tsariste ; la crainte d'une victoire des hordes russes a joué d'une façon déterminante sur les ouvriers allemands. HAENISCH écrit justement : "Si jamais la fraction parlementaire de la Social-Démocratie se trouva en totale concordance avec les sentiments et les pensées des masses, ce fut le cas le 4 Août, cet ineffaçable jour de l'histoire de notre peuple."

Ainsi est créée l'Union Sacrée, ce que l'on appelle la "Burgfrieden" et cette Union Sacrée détermine tout de suite une attitude infiniment plus conciliante du gouvernement à l'égard des sociaux-démocrates. Le chancelier BETHMANN-HOLLWEG, qui considère la position des sociaux-démocrates comme une victoire personnelle, se montre très prévenant à leur égard, et l'on peut parler d'une nouvelle orientation de la politique intérieure. Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, DELBRUCK, reçoit aussitôt le socialiste DAVID, qui est l'un des principaux représentants du révisionnisme, et des entretiens se succèdent dans les bureaux du ministère de l'Intérieur avec un certain nombre de députés socialistes, pour mettre au point les conditions de la collaboration entre le gouvernement et la Social-Démocratie. BETHMANN-HOLLWEG déclare à la tribune qu'aucun moyen ne doit être épargné pour utiliser toutes les occasions de placer la Social-Démocratie sur le terrain national et monarchique. D'autre part, la Social-Démocratie donne un appui sans

réserve à l'effort de guerre allemand, et l'on voit se développer dans ce parti des tendances nationalistes et impérialistes bien plus nettes encore que dans la période précédente. C'est ainsi qu'Edouard DAVID publiera en 1915 son livre "Le Socialisme dans la guerre mondiale", où il démontre qu'il s'agit pour l'Allemagne d'une lutte menée en vue de sa défense nationale. La guerre, dit-il, a été provoquée par la lutte pour l'espace vital, où les puissances d'entente, plus la Russie, représentent le syndicat du partage du monde, tendant à écarter l'Allemagne, à l'étouffer et à l'encercler. La guerre a été voulue par la Russie, dont les ambitions panslavistes se servent de la Serbie comme d'un instrument. Elle a été voulue par la France, qui était la créancière des Russes, et par les Anglais, qui voulaient réduire le concurrent allemand. En présence de cette guerre, il constatait que l'internationalisme socialiste avait fait son temps, et il admettait que le socialisme devait se développer dorénavant sur une base nationale. Il allait chercher dans les textes de MARX et d'ENGELS, qui "se préoccupaient, dit-il, sérieusement de la question de l'unité nationale allemande", des justifications de sa thèse.

Un autre exemple de la même attitude, c'est la thèse défendue par Paul LENSCH, ancien directeur de la Gazette populaire de Leipzig, qui avait été autrefois à l'extrême gauche du parti, mais qui maintenant appartient au groupe des sociaux-impérialistes, et qui écrit : "La Social-Démocratie allemande et la guerre mondiale". Il pense que, dans le combat qui s'ouvre, l'Angleterre est la puissance capitaliste, l'Allemagne la puissance prolétarienne. L'échec de celle-ci repousserait de plusieurs décades l'espoir de voir s'émanciper le prolétariat, la victoire de l'Allemagne signifierait en revanche la victoire du marxisme. Cette idée est également développée par Conrad HAENISCH dans son livre "La Social-Démocratie allemande pendant et après la première guerre mondiale", où il montre que l'Allemagne joue le rôle révolutionnaire, le capitalisme y est déjà pénétré par le socialisme au sein du mouvement ouvrier, alors que l'Angleterre, comme à l'époque des guerres napoléoniennes, incarne un principe entièrement réactionnaire. "Nous agissons en définitive, dit-il, en faisant la guerre dans l'intérêt de nos frères de travail des autres pays, et nous devons lutter aujourd'hui pour la victoire allemande, car ce qu'exige l'intérêt de l'ouvrier allemand, l'intérêt du socialisme international l'exige aussi".

Enfin, dernier exemple, dans son livre "La Social-Démocratie à la croisée des chemins", Wilhelm KOLB, qui appartient au groupe révisionniste du pays de Bade, estime que la Social-Démocratie doit dorénavant abandonner son anticapitalisme, sa doctrine de la lutte des classes, renoncer également à la politique négative à l'égard de l'état et à son refus de voter le budget. Elle doit cesser d'être un parti des travailleurs pour devenir un parti populaire qui acquerra ainsi la majorité des électeurs, et cette position de KOLB est celle qui est développée dans de très nombreux milieux syndicalistes.

Ces différents arguments sont destinés à justifier la position que les socialistes ont adoptée le 4 Août, et à mettre au point une doctrine des buts de guerre qui se rapproche sensiblement de celle qui est alors développée dans les milieux nationalistes et pangermanistes. C'est ainsi que dans la revue "les Cahiers mensuels du Socialisme"-"die sozialistische Monatshefte", qui a été longtemps l'organe du révisionnisme, un certain nombre de journalistes, par exemple SCHIPPEL ou QUESSEL, se rallient aux thèses qui ont été défendues par NAUMANN en 1915 dans son livre "l'Europe centrale" ; ils démontrent que la constitution d'un imperium économique en Mitteleuropa devait en fin de compte conçorder avec les buts poursuivis par l'Internationale. Il se crée au début de l'année 1916 une revue socialiste, "la Cloche"-"die Glocke"-, qui est fondée par un socialiste qui va avoir une très grande importance, plus tard dans les rapports avec la Russie, PARVUS HELPHAND, avec d'ailleurs, des subsides du gouvernement, et cette revue souligne l'identité des intérêts de la classe laborieuse et de l'expansion allemande dans le monde ; elle défend cette expansion à partir de la Mitteleuropa, vers les Balkans, vers l'Asie Mineure, vers les pays baltes.

Il faut bien mettre en évidence cependant, que ces différentes conceptions sur la guerre et les buts de guerre ne sont pas les conceptions officielles du parti. Il semble, d'après les rapports de police, que les chefs du parti et en particulier SCHEIDEMANN aient été favorables à une politique d'annexion, et en particulier vers l'est ; donc, au fond de leur coeur, ils se seraient ralliés à l'idée d'une paix qui se serait traduite, pour l'Allemagne, par un accroissement de territoire. Mais la direction du parti doit tenir compte des forces d'opposition de gauche, qui, dès l'année 1915, se montrent absolument hostiles à une paix annexionniste ; pour maintenir l'unité du parti, qui ne sera que provisoire, elle est obligée de faire des concessions à la gauche. La déclaration socialiste sur les buts de guerre qui a été définie en Juin 1915 se contente de dire : "Dans le souci des intérêts et du droit du peuple allemand, et en tenant compte des intérêts vitaux de tous les peuples, la Social-Démocratie souhaite une paix qui soit assurée de durer et qui conduise les peuples d'Europe dans la voie d'une communauté juridique, économique et culturelle plus parfaite." C'est dire que la Social-Démocratie se prononce en faveur de l'intégrité de l'Etat national allemand, mais contre toute espèce d'annexion, et cette doctrine est restée celle de la Social-Démocratie pendant la guerre.

-°-

Cependant se dessine une opposition des groupements de gauche au sein de la Social-Démocratie, qui va entraîner en 1917 le schisme social-démocrate.

Il apparaît en effet très vite qu'il existe, au sein de la Social-

Démocratie, une opposition contre la politique de l'Union Sacrée. Certains socialistes regrettent le vote du 4 Août 1914, et sont décidés en tout cas à ne pas renouveler leur erreur. Cette opposition va prendre deux formes différentes : l'une sera l'opposition spartakiste, l'autre sera l'opposition des socialistes minoritaires. Il est nécessaire, pour la commodité de l'exposé, de séparer ces deux oppositions, mais cette division n'a pas du tout été aussi claire aux yeux des contemporains.

La première forme d'opposition est celle de ceux que l'on appellera plus tard les "spartakistes". Il apparaît en effet très rapidement que les éléments de gauche du parti n'avaient accepté qu'à contre-coeur le vote des crédits de guerre, et la preuve en est que le soir même du vote, le 4 Août, il y eut une réunion chez Rosa LUXEMBOURG, et l'envoi d'un certain nombre de lettres destinées à justifier la situation où les votants s'étaient trouvés. Mais beaucoup de journaux, dès le lendemain du vote, marquèrent un état d'esprit qui inquiéta la censure, et qui provoqua de très vives réactions. L'opposition fut particulièrement nette de la part d'un journal socialiste de Stuttgart, "La Sentinelle de Souabe", dont les rédacteurs demandèrent à LIEBKNECHT de venir faire une conférence sur le vote qu'il avait émis au Reichstag, et LIEBKNECHT déclara, au cours de sa conférence, qu'il fallait attribuer ce vote à la peur. La conséquence, c'est que le journal, suspect d'opposition, fut obligé de changer de direction, et fut placé par le parti sous la direction de Wilhelm KEIL, qui était de tendance de droite. Cet incident de la Sentinelle de Souabe met en évidence la personnalité de Karl LIEBKNECHT. C'est lui qui va prendre la tête de l'opposition de gauche au sein du parti, et lorsque, le 3 Décembre 1914, le gouvernement demande au Reichstag de voter de nouveaux crédits de guerre pour l'année 1915, LIEBKNECHT vote contre. Au cours du discours qu'il prononça pour justifier ce vote, à ceux qui invoquaient la peur du tsarisme et la libération de la Russie, il répondit que l'Allemagne -qui était le type même de l'état arriéré- "complice du tsar, n'avait aucune vocation pour libérer les autres peuples". Le discours parut tellement incendiaire qu'il ne fut pas placé au procès-verbal de la séance et LIEBKNECHT le fit imprimer à ses propres frais. Le vote de LIEBKNECHT a été alors isolé, et les députés qui représentaient la gauche du parti se refusèrent à se joindre à lui. Cependant, le 20 Mars 1915, son exemple fut suivi par un nouveau député, RUHLE, qui refusa de voter le budget. LIEBKNECHT commence alors à mener une très active propagande, en soutenant dans les brochures qu'il publiait que le combat devait être mené contre la guerre en soi, la lutte devait être menée dans chaque nation contre l'impérialisme ; "l'ennemi principal est dans notre pays", déclare-t-il ; c'était vouloir transformer la guerre étrangère en guerre civile. Ce matériel de propagande de LIEBKNECHT fut édité et répandu par la section du Faubourg de Niederbarnim ; - c'était un quartier de Berlin où l'extrême gauche l'emportait - et c'est ainsi, grâce à ces publications, que purent être connus un très grand nombre de textes signés de LIEBKNECHT, de Rosa LUXEMBOURG et d'un autre socialiste de gauche, KARSKI. Enfin, en été 1915, Rosa LUXEMBOURG et MEHRING,

commencèrent à publier la revue "l'Internationale", qui avait pour but la reconstitution de l'Internationale sur des bases nouvelles, revue qui fut d'ailleurs immédiatement saisie par le gouvernement, et qui n'eut qu'un numéro. Le 1er Janvier 1916 eut lieu une conférence clandestine entre les différents membres de la gauche du parti, et c'est au cours de cette conférence que, sur la base d'un texte rédigé par Rosa LUXEMBOURG, qui était d'ailleurs à ce moment-là en prison - texte qui avait été signé Jurius - furent définis ce que l'on appelle les "principes directeurs". Ces principes directeurs étaient les suivants : - que les prolétaires n'ont qu'une patrie, l'Internationale.

- que tout appel au devoir patriotique n'est qu'un moyen de duper le prolétariat.

- Qu'il fallait affirmer fortement la solidarité des travailleurs en créant une nouvelle Internationale.

Au cours de la même séance, l'on décida de créer avec la signature de "Spartacus" des sortes de lettres politiques, une sorte de journal destiné à faire connaître les idées du groupe. Le point culminant de l'agitation fut atteint le 1er Mai 1916 : LIEBKNECHT, qui avait été mobilisé sur place à Berlin, organisa sur la Place de Postdam, une manifestation contre la guerre qui provoqua son arrestation et sa condamnation à deux ans de prison, ainsi que la levée de son immunité parlementaire. L'arrestation de LIEBKNECHT provoqua la première grève politique et révolutionnaire pendant la guerre, grève qui eut lieu à Brunswick et à Berlin, où, du 28 au 30 Juin 1916, il n'y eut pas moins de 50.000 ouvriers qui arrêtèrent le travail.

Le groupe de LIEBKNECHT, qui commence à s'appeler "le groupe spartakiste", du nom de ces lettres politiques qui sont expédiées, n'est pas entièrement isolé : il y a d'autres groupements qui adoptent une attitude assez semblable. C'est ainsi qu'à Brême Julius BORCHART crée une revue qui s'appelle "Les rayons de lumière"-"Lichtstrahlen"-, et constitue dans la ville de Brême un groupe de socialistes internationalistes qui préconisent la rupture radicale avec le parti. Dans la même ville de Brême, qui est un foyer révolutionnaire très puissant du fait des très nombreux dockers du port, paraît un autre journal, "la Politique des Travailleurs"-"Arbeiter Politik"-, qui est dirigé par Paul FROHLICH, et qui préconise un parti qui serait purifié de tous les éléments révisionnistes et opportunistes. La personnalité qui influence ces deux groupes, celui de BORCHART et celui de FROHLICH, c'est le socialiste Karl RADEK, qui vit alors en Suisse, et qui fait pénétrer dans ces deux groupes la pensée de LENINE et de ce qu'on appelle "la gauche zimmerwaldienne". Il est bien évident que l'influence de ces deux groupes est très faible ; ils ne représentent que des éléments numériquement sans grande consistance.

Tandis que se manifeste cette première forme d'opposition, celle du spartakisme, apparaît une autre opposition : ce que l'on appelle la "tendance socialiste minoritaire". Elle se développe parmi des députés

qui ont, au sein de la fraction, le 3 Août 1914, déconseillé le vote des crédits de guerre, mais qui se sont inclinés devant la majorité. La thèse qu'ils défendent est fort différente de celle de LIEBKNECHT. Ils sont disposés à soutenir le gouvernement tant que la guerre est défensive, mais ils ne veulent à aucun prix s'associer à une guerre d'annexion, et ils préconisent une paix de compromis. Dès le 30 Mars 1915, trente députés appartenant à la gauche se sont abstenus lorsqu'il a été question de voter le budget. En Juin 1915, un appel a été signé par trois représentants de cette gauche, HAASE, KAUTSKY et BERNSTEIN (qui est dominé de plus en plus par des sentiments pacifistes), appel dans lequel ils dénoncent le caractère que revêt la guerre. Ce document, "Les exigences de l'heure", constate que la Social-Démocratie est devenue un rouage de la machine de guerre allemande. L'opposition se fait de plus en plus forte au cours des mois suivants. En Décembre 1915, à la suite d'une interpellation sur les buts de guerre qui n'a pas donné satisfaction, vingt membres de la gauche refusent de voter les crédits militaires, ne se contentant plus de s'abstenir. Ils tiennent cependant à bien marquer qu'ils n'ont pas de rapport avec LIEBKNECHT ; ils déclarent seulement que la position favorable de l'Allemagne dans la guerre lui fait un devoir de proposer une paix sans annexion, qui sera négocié par compromis. D'ailleurs, dans la pensée de KAUTSKY, les opposants ne souhaitent pas une rupture du parti, mais cette rupture du parti, c'est la direction même qui va l'imposer aux opposants. En effet, c'est la direction du parti qui prend l'initiative d'écarter de son sein les éléments douteux. En Mars 1916, HAASE et ses amis ayant voté une nouvelle fois contre les crédits, dix-huit députés furent expulsés de la délégation au Reichstag. Ils formèrent alors "la communauté du travail sociale-démocrate"-"Sozialdemokratische Arbeits Gemeinschaft-, qui prit une attitude d'opposition. La direction du parti en profita d'ailleurs pour faire main basse, sur les journaux de l'opposition de gauche : ce fut le cas, par exemple, pour le Vorwärts à Berlin.

Ainsi, dans ces deux premières années de la guerre, entre 1914 et 1916, se sont constituées deux formes d'opposition : l'une, celle de LIEBKNECHT et des Spartakistes qui propose de transformer la guerre étrangère en guerre civile, l'autre, celle d'une gauche minoritaire, qui se contente de réclamer une paix de compromis, refusant de s'associer à des annexions éventuelles.

-o-

Ainsi, dès les premières années de la guerre se sont constituées deux oppositions au sein de la Sociale-Démocratie allemande, l'une que l'on nomme l'opposition des internationaux, ou des spartakistes, autour de LIEBKNECHT et de Rosa LUXEMBOURG, opposition de caractère révolutionnaire, et une seconde opposition qui est celle des socialistes de gauche, autour de KAUTSKY et de HAASE, qui est favorable à une paix de compromis. Entre ces deux oppositions, les rapports ont été longtemps difficiles, sans que cependant ces deux oppositions réussissent à se dissocier l'une de l'autre. De fait, la position de ces deux groupes, a été sensiblement la même lors des congrès qui se sont tenus en Suisse pour la reconstitution de l'Internationale, les congrès de Zimmerwald et de Kienthal.

La conférence de Zimmerwald, en Septembre 1915, a été réunie à l'instigation d'un certain nombre de socialistes italiens pour remédier à la défaillance de l'Internationale, qui avait été incapable d'empêcher la guerre, éventuellement pour constituer une nouvelle, une troisième Internationale. Cette conférence de Zimmerwald réunit en particulier un certain nombre de délégués de la Sociale-Démocratie allemande minoritaire, ainsi que deux internationaux, à savoir MEYER et Bertha TALHEIMER. Ainsi, les deux formes d'opposition ont été présentes à la conférence de Zimmerwald. En plus de ces deux formes d'opposition assistait à la conférence le révolutionnaire de Brême BORCHARDT. A cette conférence de Zimmerwald LENINE est intervenu pour essayer de faire voter par les délégués un certain nombre de mesures destinées à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, et d'autre part en vue de reconstituer immédiatement une troisième Internationale de caractère révolutionnaire. Or, le point de vue de LENINE à la conférence de Zimmerwald, si l'on excepte le cas de BORCHARDT, qui a voté dans le sens de LENINE, a été combattu par les délégués allemands. Les internationaux et l'opposition de gauche, sans d'ailleurs s'entendre ni adopter une attitude commune, ont pris, les uns et les autres, position contre les idées de LENINE, contre ce que l'on appelait la "gauche zimmerwaldienne", c'est-à-dire la fraction de gauche qui s'était dégagée derrière LENINE. A Zimmerwald, LENINE n'a donc pas pu imposer son point de vue, et l'on s'est contenté de voter à l'unanimité une formule de compromis en vue de la réunion d'une commission de l'Internationale socialiste, en opposition, d'ailleurs, avec le bureau de l'Internationale -de la deuxième Internationale- dont on constatait la carence.

La conférence de Kienthal s'est tenue en Avril 1916, donc six mois après la précédente. Cette conférence a été précédée par des discussions extrêmement âpres entre les partisans de KAUTSKY et les spartakistes. Les <u>Lettres politiques</u>, font écho à ces discussions. L'opposition porta sur les points suivants : les centristes, les partisans de KAUTSKY, voulaient être connus comme les représentants exclusifs de l'opposition ; ils ne voulaient pas non plus de la création d'une Internationale nouvelle, et ils estimaient dangereux de parler, pour le moment, d'une guerre prolétarienne ; il fallait porter la lutte, selon eux, sur l'idée d'une

paix de compromis. Les spartakistes, au contraire, insistaient sur la nécessité de transformer la guerre en une guerre révolutionnaire. Mais de nouveau, lorsque la conférence de Kienthal se réunit, les spartakistes, qui étaient représentés d'ailleurs par les deux mêmes personnalités qu'à Zimmerwald, MEYER et Bertha TALHEIMER, ne se dissocièrent pas des centristes ; ils n'adoptèrent pas une attitude différente d'eux sur l'idée essentielle, à savoir sur l'idée de la reconstitution de l'Internationale. Par conséquent, dans les deux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, bien que les spartakistes aient une position infiniment plus révolutionnaire que les partisans de KAUTSKY-HAASE, ils hésitent à adopter une attitude autonome, et s'ils hésitent, c'est en grande partie parce qu'ils ont conscience de leur faiblesse numérique dans l'Allemagne à cette époque. Il est certain que, dans les deux premières années de la guerre, 1914-1916 l'influence de LENINE sur le monde révolutionnaire allemand est encore très faible ; comme elle l'est, d'ailleurs, dans les autres pays belligérants.

Ces indécisions vont encore se manifester au début de l'année 1917, au moment où se produit la séparation entre le parti socialiste et l'opposition de gauche KAUTSKY-HAASE, qui va prendre le nom de Parti Socialiste Indépendant. La rupture entre les deux partis est consommée au début de l'année 1917, et elle a été provoquée par le parti socialiste lui-même. Ce furent les "majoritaires", comme on disait dorénavant, qui prirent l'initiative de la rupture. Le 18 Janvier 1917, toutes les tendances de l'opposition furent exclues du parti. Dans ces conditions, les minoritaires, mis au pied du mur, tinrent un congrès à Gotha entre le 6 et le 8 Avril 1917, et décidèrent de constituer un nouveau parti totalement indépendant de la Sociale-Démocratie, qui prendrait le nom de Parti Social-Démocrate Indépendant. C'est ce parti qui va dorénavant être connu sous les initiales U.S.P.D., tandis que le parti social-démocrate est le S.P.D. Ce parti qui se constitue ainsi en Avril 1917 a comme principale personnalité KAUTSKY, HAASE, LEDEBOUR, et enfin BERNSTEIN, qui s'y associe surtout par pacifisme ; avec BERNSTEIN, d'ailleurs, un certain nombre de révisionnistes se sont introduits dans l'U.S.P.D.

Le nouveau parti, dans sa déclaration, demanda une entente immédiate avec la Russie républicaine, l'on est un mois après les évènements qui ont provoqué la chute du tsarisme en Russie ; et la déclaration met en cause directement, comme responsables de la continuation de la guerre, les classes dirigeantes allemandes qui se refusent à une paix de compromis. En fait, il y a dans l'U.S.P.D. à l'égard de la Russie des tendances divergentes. Certains, comme KAUTSKY, partent en guerre contre LENINE, qui publie peu de temps après ses fameuses thèses d'Avril, tandis qu'au contraire certains membres de l'U.S.P.D. comme la revue "Auslands politik" (Politique Etrangère) sont favorables aux bolcheviques.

La question va se poser au groupe spartakiste de savoir s'il doit s'introduire dans le nouveau parti constitué, s'il doit adhérer à

l'U.S.P.D. A cette adhésion, il y a eu de nombreuses résistances ; certaines sections comme celles de Duisbourg et de Dresde y furent hostiles, mais les deux leaders les plus actifs, qui n'étaient pas alors en prison -il s'agit de Clara ZETKIN et de Léo JOGICHES, furent d'avis de s'intégrer dans l'U.S.P.D., et ils en furent d'autant plus d'avis que l'effort de BORCHARDT, le révolutionnaire de Brême, pour constituer un parti révolutionnaire indépendant à ce moment-là échoua totalement. Les spartakistes restent donc intégrés dans l'U.S.P.D., avec une place très restreinte. Aucun d'entre eux ne siège au comité central du nouveau parti. Seule Clara ZETKIN siège à la commission de contrôle. Ils n'ont de pouvoir, d'ailleurs, que sur un très petit nombre de sections : à Berlin ils n'ont derrière eux qu'une section, celle du Faubourg de Teltow. Ils publient les Spartacus Briefe, mais ils n'ont pas d'organisation propre autonome. Dans ces conditions, et ceci est très important pour la compréhension des évènements qui vont se produire, il était difficile aux ouvriers allemands, à la base, de faire le départ entre les différentes fractions de l'U.S.P.D. Une confusion s'établit forcément entre spartakistes et membres de l'U.S.P.D., puisqu'ils font partie du même groupe. D'ailleurs, leur situation au sein de ce parti est difficile. Les centristes, la direction du parti, regardent en général les spartakistes avec une certaine méfiance, LEDEBOUR avec hostilité, HAASE avec un peu plus de faveur. La direction du parti U.S.P.D. se méfie des tendances antibureaucratique favorables à une large décentralisation qui se font jour chez les spartakistes.

La division profonde de la Sociale-Démocratie, les tendances multiples que nous y discernons, vieux parti, S.P.D. et U.S.P.D., et au sein de l'U.S.P.D. les spartakistes, tout cela va avoir une répercussion très défavorable pour les mouvements révolutionnaires qui vont commencer à se manifester au cours du printemps 1917. Mouvements qu'il faut ramener à trois épisodes : les grèves d'Avril 1917, les agitations dans la flotte allemande de Septembre 1917, et les grèves révolutionnaires de Janvier 1918.

1) Quelques mots d'abord des grèves d'Avril 1917. Les grèves d'Avril 1917 apparaissent d'abord, et en premier lieu, comme la conséquence d'une situation alimentaire extrêmement grave, qui va s'aggravant pendant l'hiver 1916-1917, à cause, surtout, de la mauvaise récolte des pommes de terre. C'est ce que l'on appelle "l'hiver des rutabagas". L'ouvrier allemand n'a pour se nourrir que 1.300 calories environ, soit le tiers des besoins d'un travailleur normal. A la misère profonde des habitants des villes s'opposent les bénéfices scandaleux de certaines entreprises travaillant pour la guerre, pour la défense nationale. "Les prolétaires tombent, les dividendes montent". Mais à côté de la situation alimentaire les mouvements révolutionnaires qui se sont produits en Russie en Mars 1917, sur lesquels s'étendent les Lettres de Spartacus en soulignant l'identité de la situation en Allemagne et en Russie, sont également la

cause de ce qui va se passer en Allemagne, mouvements révolutionnaires au sujet desquels Rosa LUXEMBOURG écrit en prison : " Les magnifiques évènements de Russie ont sur moi l'effet d'un élixir de vie. Vous n'y attachez pas assez d'importance, vous ne sentez pas suffisamment tout ce que notre cause l'emporte grâce à eux". Les évènements révolutionnaires qui vont se produire en Allemagne ont été déclenchés le 13 Avril 1917 par l'arrestation d'un leader syndicaliste, Richard MULLER. C'est cet évènement qui a mis le feu aux poudres, à un moment où précisément la situation alimentaire est particulièrement catastrophique.

Le mouvement est dirigé par l'union des métallurgistes de Berlin, qui le déclenche dans une semi-clandestinité le 16 Avril. Ces métallurgistes de Berlin ont désigné un certain nombre d'hommes de confiance révolutionnaires qui ont constitué pour diriger la grève une sorte de comité secret. La grève affecte immédiatement 300 entreprises et 250.000 ouvriers et ouvrières. Devant l'ampleur inattendue prise par ce mouvement, le gouvernement commence par faire des concessions, notamment l'élévation des taux du ravitaillement, la libération du leader syndicaliste Richard MULLER, qui est renvoyé dans l'usine où il travaillait ; mais ces concessions n'arrêtent pas la grève, qui continue au cours des jours suivants, et qui s'étend même à de nombreuses villes de province, en particulier à Leipzig, où paraît la Gazette Populaire de Leipzig, qui était très proche des spartakistes, et où se constitue une sorte de soviet ouvrier -"Arbeiter Rat"-.

Le gouvernement, devant l'expension du mouvement, décide alors de procéder à des mesures de répression. Les usines sont placées sous le contrôle militaire, les meneurs envoyés au front, ou encore incarcérés. Le 23, les derniers grévistes qui tenaient à Berlin sont obligés de reprendre le travail.

Quelle a été, dans cette grève d'Avril 1917, l'attitude des différents groupes socialistes ? Les majoritaires, la S.P.D., ont désapprouvé la grève, et ils ont tout fait pour l'empêcher. Lorsque malgré tout elle s'est déclenchée, pour la canaliser les socialistes majoritaires ont applaudi à la répression, et les syndicats y ont fait écho dans leurs organes aux déclarations des militaires, qui traitaient les grévistes de criminels, responsables de la mort des soldats dans les tranchées. C'est ainsi que l'on put lire dans un bulletin syndicaliste : "Ceux qui réduisent volontairement les livraisons des moyens de défense diminuent la force de résistance de nos troupes, et commettent un crime contre le pays." Les centristes, eux, c'est-à-dire les partisans de KAUTSKY et HAASE, disposent d'une très forte audience dans la masse ouvrière, mais, favorables à la grève, ils se refusent malgré tout à aller jusqu'à l'épreuve de force. Ils ont été favorables à la grève dans les premiers jours, mais ensuite ils ont conseillé la prudence, et c'est ainsi que, dans les jours suivants, ils déconseillent le mouvement de grève prévu pour le 1er Mai. Seuls les spartakistes ont essayé de constituer des

soviets d'usines, et de transformer la grève économique en grève politique. Ce sont les spartakistes qui, dans leurs tracts, ont exposé la thèse que la grève devait entraîner des revendications politiques. Ce sont eux qui ont lié la cause de la paix à celle des subsistances et des salaires, mais l'influence des spartakistes est encore extrêmement faible sur les masses, et d'ailleurs les arrestations très nombreuses faites dans leurs rangs les ont, pendant la grève même, paralysés. Ainsi la grève a abouti à un échec, dont naturellement le gouvernement tire profit. Il n'en reste pas moins que la Sociale-Démocratie majoritaire est inquiète, parce qu'elle craint de voir passer vers la gauche une grande partie de ses effectifs Aussi la Sociale-Démocratie majoritaire, à partir du printemps 1917, va-t-elle pousser le gouvernement à faire des concessions.

2) La deuxième vague révolutionnaire a été marquée, en Septembre 1917, par de très graves évènements dans la marine. Pourquoi le mécontentement est-il plus marqué dans la marine que dans l'armée de terre ? Parce qu'il existe sur les bateaux une opposition de classes entre les officiers, le personnel technique, d'une part, et d'autre part la masse des marins, dont notamment les rations alimentaires sont six ou sept fois inférieures à celles des officiers. D'autre part, il faut tenir compte du fait qu'il y a sur les bateaux des ouvriers spécialisés qui, généralement, sont bien au courant des problèmes sociaux, et qui transportent à bord le sentiment révolutionnaire qui existe dans les usines, ce qui a facilité la propagande. Enfin, il n'est pas douteux que la marine a eu vent de ce qui s'était passé en Russie, du soulèvement de la flotte à Kronstadt, et que ces évènements ont eu leur répercussion. Quoi qu'il en soit, un marin de l'escadre allemande qui se trouve à Wilhelmshaffen -ce marin a nom REISCHPIETSCH- va être à l'origine des évènements. Des matelots de la quatrième escadre de bataille a pris contact avec un certain nombre de socialistes indépendants à l'occasion d'une permission, et notamment avec l'un d'entre eux, DITTMANN. A son retour de permission, en Juillet 1917, REISCHPIETSCH organise une action révolutionnaire, une sorte de grève de la faim. Il crée des commissions d'ordinaire destinées à améliorer les rations des marins, et il prend des contacts étroits, dans le port de Wilhelmshaffen et dans les autres ports où se trouve la flotte, avec les dirigeants de l'U.S.P.D. Du fait de cette action de REISCHPIETSCH, les incidents se multiplient. C'est ainsi que les matelots arrêtent l'un des navires de guerre, le "Prinz Regent", en plein canal de Kiel. Les officiers sont obligés de faire distribuer des rations supplémentaires de saucisse pour que les marins acceptent de faire marcher les chaudières.

La propagande révolutionnaire se concentre autour de la conférence des partis socialistes à Stokholm, qui a lieu à ce moment-là. Il se constitue sur les bateaux des soviets révolutionnaires, des organismes de confiance qui font auprès des marins une propagande active en faveur d'une paix immédiate. Des tracts circulent, dans lesquels on lit : "Nommons SCHEIDEMANN chancelier, et LIEBKNECHT ministre de la guerre".

L'esprit révolutionnaire se développe, non seulement dans les syndicats socialistes, mais encore dans les syndicats chrétiens, comme en témoign le livre de bord d'un matelot du nom de STUMPF, qui a laissé des mémoi sur ces évènements.

Le 24 Juillet, une lettre de protestation écrite au Vorwärts, le journal socialiste, au sujet, en particulier, de la discipline qui règne sur les bateaux, tombe entre les mains des officiers, provoque la réunion d'un conseil de guerre qui condamne l'auteur de la lettre à six mois de prison. A la suite de ce conseil de guerre, un très grand nombre de marins organisent un meeting révolutionnaire dans la base même de Wilhelmshafen. C'est cette affaire de la lettre au Vorwärts et du meeting qui a suivi qui va déclencher la répression. Le gouvernement procède à l'arrestation systématique des meneurs. A la fin d'Août, cinq condamnations à mort sont prononcées par les tribunaux militaires, tandis que de très nombreux marins sont condamnés au bagne ou à de lourdes peines de prison. Sur ces cinq condamnés à mort, deux d'entre eux, REISCHPIETSCH et l'un de ses compagnons, du nom de KOBIS, ont été exécutés effectivement. Devant la répression, l'U.S.P.D. se désolidarise des marins, prétendant qu'elle n'avait préconisé qu'une agitation légale, qu'elle ne voulait pas aller jusqu'à une action révolutionnaire. Seuls les spartakistes soutiennent les marins jusqu'au bout, et font des deux victimes, REISCHPIETSCH et KOBIS, des espèces de héros de la lutte révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, l'organisation révolutionnaire est profondément atteinte par la répression dans la marine. Cependant le mouvement n'est pas détruit, et l'on verra que c'est de la flotte amarrée à Kiel qu'est parti le signal de la révolution.

3) La troisième vague révolutionnaire est celle des grèves de Janvier 1918. Ces grèves de Janvier 1918 sont en rapport étroit avec la révolution russe d'Octobre, l'avènement des bolcheviques au pouvoir, et surtout avec la désillusion des masses, du fait que la paix n'a pas été signée tout de suite avec les bolcheviques. Les Lettres de Spartacus continuent à paraître clandestinement ; elles font connaître au prolétariat allemand les évènements de Russie. Et même, bien qu'en prenant des gants, dans Le Journal Populaire de Leipzig, Clara ZETKIN et Franz MEHRING expliquent le sens de ces évènements. Dès le 25 Novembre 1917, il y a eu à Berlin une manifestation de sympathie en faveur de la révolution russe. Cependant les spartakistes eux-mêmes hésitent quelque peu sur la tactique à suivre à l'égard de cette révolution. Les uns, comme MEHRING, approuvent la paix séparée signée par la Russie, parce que cette paix renforcera sa puissance révolutionnaire. D'autres au contraire, comme Rosa LUXEMBOURG, craignent qu'une paix séparée avec la Russie, en permettant aux armées allemandes de reporter tout leur effort vers l'ouest, ne renforce le militarisme prussien, et finalement Rosa LUXEMBOURG souhaiterait que la Russie poursuive la guerre. Cependant, la divergence au sein du groupe spartakiste sur l'attitude à suivre s'efface

devant la nécessité de défendre la révolution russe contre les ambitions territoriales que manifestaient le gouvernement et l'état-major. En effet, dès que l'on voit les négociations traîner entre l'Allemagne et le gouvernement bolchevique, l'idée de grève se répand. L'on entend dire dans une réunion publique : si l'on n'aboutit pas à la paix avec la Russie, c'est la grève de masse dans les industries de l'armement. L'émotion atteignit son comble quand on apprit, le 18 Janvier 1918, l'ultimatum que le général HOFFMANN, au nom du gouvernement allemand, imposait aux Russes, exigeant d'eux l'annexion de territoires qui équivalaient à 150.000 kilomètres carrés. Alors, la colère monta d'autant plus que l'on venait d'apprendre qu'une grève générale avait commencé sur le territoire de l'Autriche-Hongrie depuis le 14 Janvier, paralysant les principaux centres industriels.

Des négociations s'engagent alors entre un certain nombre d'hommes de confiance révolutionnaires, dans les usines, et la direction de l'U.S.P.D., qui après quelques hésitations se résoud à lancer un appel à la grève : "L'heure est venue d'élever votre voix pour une paix sans annexion ni indemnité. Vous avez maintenant la parole." L'U.S.P.D., d'ailleurs, n'envisage qu'une grève de temps limité. Quoi qu'il en soit, le 28 Janvier, 400.000 ouvriers ont, à Berlin, cessé le travail, et ceci surtout dans les usines de munitions. La grève s'étendra encore le 29, notamment à Munich et dans d'autres villes de province ; à Munich elle est dirigée par Kurt EISNER, qui jouera un très grand rôle dans le mouvement révolutionnaire de 1918. A Berlin s'est constitué un conseil ouvrier, qui a désigné un comité d'action de 11 personnes pour diriger la grève révolutionnaire. Les buts de grève sont fixés par ce comité des ouvriers : paix sans annexions, présence de délégués ouvriers aux négociations de paix, amélioration du ravitaillement -cela allait de soi-, levée de l'état de siège, et établissement immédiat du suffrage universel en Prusse. Mais c'est ici, en pleine grève, dans ces journées du 28 et du 29, qu'apparaît la confusion dans les esprits ouvriers. Le comité d'action par une curieuse initiative, a fait appel, pour siéger à ses côtés, à trois délégués de l'U.S.P.D., et aussi à trois délégués majoritaires, c'est-à-dire de la S.P.D. traditionnelle : SCHEIDEMANN, EBERT et BRAUN. Or, ils marquent leur opposition formelle à la grève, et s'ils siègent dans le comité d'action, c'est uniquement pour la saboter.

Or, par suite de la pression de l'armée, de l'état-major, la répression s'abat très rapidement sur les grévistes. Le ministre de l'intérieur refuse de recevoir les délégations. Le leader U.S.P.D. DITTMANN est arrêté, et condamné à cinq ans de bagne, les meneurs sont aussitôt expédiés sur le front. Le Vorwärts est lui-même interdit, pour avoir publié un appel à la grève ; les usines sont placées sous le contrôle militaire ; un ultimatum est envoyé aux ouvriers : qui n'aura pas repris le travail le 4 Février à 7 heures sera considéré comme insoumis. Les majoritaires,

dans ces conditions, poussent à la soumission : il faut, disent-ils, ne pas donner prise à la répression gouvernementale, afin que le gouvernement accorde aux travailleurs les justes revendications matérielles auxquelles ils ont droit. D'ailleurs, le gouvernement sait parfaitement qu'il peut compter sur le loyalisme de la Social-Démocratie, et il fait savoir à l'état-major, qui aurait tendance, dans sa brutalité, à confondre tous les sociaux-démocrates dans la même réprobation, qu'il est indispensable de ménager la Social-Démocratie majoritaire, et de spéculer sur son opposition avec l'U.S.P.D. et avec les spartakistes. Il faut maintenir dit-il, le contact avec les syndicats, qui sont également loyalistes.

Devant les divergences qui se manifestent, le comité d'action, qui s'était constitué le 28 Janvier, décide le 3 Février l'arrêt du mouvement. Un certain nombre de spartakistes conseillent la poursuite, mais ils ne sont pas suivis. L'on reprend donc le travail le 4, mais l'irritation demeure grande, et la colère se manifeste dans certains milieux à l'égard de l'attitude des majoritaires. Mais ce qu'il faut bien retenir de ces évènements, c'est que les oppositions qui se sont produites entre 1914 et 1917 dans la Social-Démocratie n'apparaissent pas clairement aux yeux des masses, qu'une confusion règne dans ces masses sur les tendances de ces différents groupements, et que ce sont ces tendances différentes, et mal marquées, qui ont été finalement la cause de l'échec des grèves révolutionnaires ou des mouvements révolutionnaires que l'on vient d'analyser.

°°°

Quelle est, pendant ce temps-là, l'attitude de la portion majoritaire de la Social-Démocratie ? Jusqu'à la fin de l'année 1916, la Social-Démocratie s'en est tenue à la doctrine de l'Union Sacrée définie le 4 Août. L'Allemagne, dit-elle, mène une guerre défensive : donc elle vote les crédits de guerre. Elle souhaite cependant une paix honorable, qui viendrait aussi tôt que possible. Elle ne désire pas une paix à n'importe quel prix ; en revanche elle condamne toute espèce de programme d'annexion. Pour imposer cette politique, les majoritaires du parti disposent toujours de l'appareil du parti, et la majorité des cadres leur est demeurée fidèle. Le sens de la discipline, la crainte de rompre l'unité jouent en leur faveur. Cependant les moyens d'action ont diminué, les journaux tirent infiniment moins qu'avant la guerre. C'est ainsi que le 31 Mars 1914 les journaux socialistes avaient un tirage d' 1.500.000 exemplaires ; en Mars 1917, ce tirage est tombé de moitié. De même, les effectifs du parti se sont effondrés : 1.000.000 en 1914, 200.000 seulement en 1917. Mais la guerre et la misère expliquent, bien entendu, ce recul. Les majoritaires peuvent continuer à compter sur l'immense majorité des organisations syndicales. Ces syndicats admettent, comme le parti, que l'Allemagne est engagée dans une guerre défensive, que l'on ne peut,

en fin de compte, concevoir que comme une guerre victorieuse. Il y a cependant quelques milieux syndicaux qui n'ont pas ce point de vue, en particulier celui des ouvriers métallurgistes de Berlin, qui sont pourtant les mieux payés. Les pouvoirs publics sont d'ailleurs très conscients du rôle des majoritaires et des dirigeants syndicaux. Ils veulent les amadouer, et pour les amadouer ils organisent des visites aux armées des dirigeants socialistes. Il y a d'ailleurs, sur ce sujet, conflit entre LUDENDORF, entre l'état-major général, qui trouve que l'on ménage trop les sociaux-démocrates, et les autorités civiles. Le secrétaire d'Etat WAHNSCHAFFE écrit à l'état-major au début de l'année 1917 : "Il ne fait pas de doute que l'on ne saurait gagner la guerre sans la bonne volonté des ouvriers d'industrie. Or, personne au monde n'a, et de loin, autant d'influence sur les ouvriers que les dirigeants syndicaux. Je suis convaincu que c'est notre politique de collaboration avec les syndicats qui a seule permis d'obtenir des ouvriers qu'ils se tiennent tranquilles et manifestent la même ardeur au travail, sans parler de l'énorme importance que revêt le fait de gagner les masses populaires à la cause de l'Etat".

De son côté, la Social-Démocratie s'est essentiellement placée sur le terrain des institutions existantes, de la collaboration pratique avec les autorités établies. Les leaders sont conscients qu'ils pourront réaliser leurs fins dans le cadre des institutions existantes, et ainsi promouvoir la démocratie. Un des aspects de la collaboration qui s'est établie entre le gouvernement et la Social-Démocratie concerne le plan de la propagande révolutionnaire en Russie. C'est ainsi que PARVUS HELPHAND, l'un de ces sociaux-démocrates, est entré au service du Ministère des Affaires Etrangères, et, dans un mémoire de Mars 1915, a montré la nécessité de prendre contact avec les socialistes qui vivent en Suisse, afin de promouvoir un mouvement qui, sous le nom de "Liberté et Paix", révolutionnerait la Russie, provoquerait l'ébranlement du régime tsariste, et finalement la division de la Russie en une multitude d'états indépendants. PARVUS HELPHAND est entré en rapports, pour mettre son programme en action, avec l'ambassadeur d'Allemagne à Copenhague, le comte de BROCKDORFF-RANTZAU, et c'est avec lui qu'il prépare le projet qui, en Avril 1917, permettra à LENINE, de Suisse, de passer en Russie.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE MAJORITAIRE

pendant les deux dernières années de la guerre

La Social-Démocratie majoritaire se débat, entre 1917 et 1918, dans une double contradiction. La première, c'est qu'elle s'efforce d'obtenir des réformes dans le sens démocratique et parlementaire, sans pourtant rompre l'Union Sacrée, sans perdre le contact avec un gouvernement qui n'a absolument rien de parlementaire, qui doit son existence, après la chute de BETHMANN-HOLLWEG, en Juillet 1917, à la grâce de l'état-major. Deuxième contradiction : elle ne veut pas sacrifier son caractère internationaliste, et pourtant elle affirme sans cesse son devoir patriotique. C'est cette double contradiction que l'on va voir se développer dans les actes de la Social-Démocratie en 1917 et 1918.

La position de la Social-Démocratie majoritaire s'est exprimée pour la première fois depuis le début de la guerre d'une façon publique lors de la conférence des leaders du parti, qui s'est tenue en Septembre 1916. Il n'y avait pas eu jusqu'alors, depuis le début des hostilités, de congrès du parti. A cette conférence des leaders du parti, en Septembre 1916, assistent d'ailleurs encore des membres de la communauté du travail qui va être dans quelques mois le parti dissident de l'U.S.P.D., mais qui, à cette date, fait encore partie de la Social-Démocratie. Au cours de cette conférence, SCHEIDEMANN affirme solennellement le patriotisme de la Social-Démocratie. Il répète que la guerre a été imposée à l'Allemagne. L'un de ses lieutenants, SENGER, député de Munich, déclare que les défaitistes et les sécessionnistes préparent en fait l'invasion de l'Allemagne, et EBERT combat toute espèce de projet de grève comme étant un crime contre la nation. L'on met en avant que la guerre prépare une rénovation de l'Allemagne, qui reposera à l'avenir non pas sur la lutte des classes, mais sur une véritable communauté populaire. Certains éléments de la droite du parti vont même plus loin, et font acclamer le principe d'une organisation de l'Europe Centrale -de la Mitteleuropa- telle que la rêve à cette époque NAUMANN. Certains députés se félicitent même de la nomination de HINDENBURG et de LUDENDORFF à la tête de l'armée allemande comme étant susceptible de galvaniser l'énergie nationale, et préconisent la thèse de la guerre sous-marine à outrance. Cependant, à la même conférence, de nombreuses voix se manifestent également, parmi les majoritaires, pour dénoncer le système électoral prussien : du moment que tous les Allemands accomplissent au front le même devoir, il importe que, sur le plan politique, ils aient les mêmes droits, et l'attaque contre la loi électorale prussienne se fait d'autant plus vive que le gouvernement n'a prévu aucune espèce de réforme, ni même fait de promesses en ce sens. Le discours du trône, du 16 Janvier 1916 a fait seulement annoncer un aménagement nouveau de la représentation populaire en Prusse, mais sans donner aucune espèce de

précisions. De plus en plus, la question du droit de vote en Prusse devient, au sein des majoritaires, un argument pour passer à l'opposition.

Un second évènement qui pousse les socialistes dans ce sens, c'est la conférence socialiste internationale de Stokholm. Cette conférence socialiste internationale de Stokholm a été organisée sur l'initiative de KERENSKY. Des représentants des différents partis socialistes participèrent à la réunion, cependant pas ceux de la France, le gouvernement français ayant refusé les passeports. A cette conférence de Stokholm, alors que les socialistes minoritaires, qui sont représentés par BERNSTEIN et KAUTSKY, se prononcent d'une façon formelle pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les majoritaires, eux, adoptent à l'égard de la libre disposition des réserves graves. EBERT et SCHEIDEMANN qui président la délégation des majoritaires allemands, marquent certes leur sympathie pour une paix qui serait sans annexions ni indemnités ; ils envisagent la libération de certains peuples comme la Belgique, la Serbie, la Pologne russe, mais ils se refusent absolument à envisager le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, de la Posnanie à la Pologne, du Schleswig aux Danois, même après plébiscite, et ils se prononcent pour l'intégrité de la monarchie austro-hongroise. Par conséquent, les sociaux démocrates majoritaires n'envisagent pas un appel aux peuples pour disposer de leur sort.

Cette déclaration de la S.P.D. a produit à Stokholm un effet fâcheux, et a été l'objet de très nombreuses critiques. Par ailleurs, cependant, les sociaux-démocrates majoritaires, au cours de cette conférence et au cours des conversations qu'ils ont eues avec les socialistes étrangers, se sont parfaitement rendu compte que l'on considérait à l'étranger à ce moment-là l'Allemagne comme perdue, que l'Allemagne n'avait pas de chances de gagner la guerre, et qu'elle pouvait seulement échapper au désastre en traitant le plus rapidement possible. A leur retour, EBERT et SCHEIDEMANN font part à BETHMANN-HOLLWEG de leurs impressions, et ont d'ailleurs la surprise de constater que BETHMANN-HOLLWEG n'a pas plus confiance qu'eux dans la fin de la guerre. Quoi qu'il en soit, ils le poussent dorénavant à faire une paix de compromis. C'est la conférence de Stokholm qui va, par conséquent, amener la Social-Démocratie à adopter une attitude plus énergique à l'égard du pouvoir, à se montrer plus pressante en faveur de réformes ou de concessions. Non pas que les sociaux-démocrates rejettent la politique de l'Union Sacrée, la politique de soutien qu'ils donnent au gouvernement : SCHEIDEMANN, dans son discours au Reichstag du 27 Février 1917, accepte entièrement le principe de la guerre sous-marine à outrance, dont il rend le premier ministre anglais, LLOYD GEORGE, responsable. Les sociaux-démocrates admettent toujours que la guerre a pour but la défense du pays, la sécurité des frontières, et doit donner satisfaction aux besoins vitaux de la nation allemande. Mais malgré tout, au cours de l'année 1917, les

sociaux-démocrates sont amenés à réclamer plus impérieusement des réformes d'autant plus que les grèves d'Avril 1917 ont prouvé, qu'une partie de leurs effectifs leur échappait. SCHEIDEMANN a repris, dans ses articles du Vorwärts, l'idée d'une démocratisation indispensable de l'Allemagne : responsabilité du chancelier devant le Parlement, suffrage universel en Prusse. La pression est telle à la suite des grèves d'Avril, que l'Empereur est obligé, lors de son message de Pâques, d'annoncer qu'après la guerre sera supprimé le statut des trois classes, sans d'ailleurs affirmer qu'il sera remplacé par le suffrage universel, et laissant une possibilité d'établir un suffrage "plural". Quoi qu'il en soit, l'annonce de la suppression de la loi des trois classes est envisagée comme un succès par les sociaux-démocrates.

D'autre part, en Juillet 1917, le député du centre catholique ERZBERGER, constatant l'échec de la guerre sous-marine, déclare qu'il faut envisager rapidement une paix négociée. Son initiative est activement soutenue par le groupe socialiste au Reichstag. SCHEIDEMANN déclare, le 19 Juillet 1917 : "La vérité, c'est que nous ne pouvons pas davantage terminer la guerre par des moyens militaires que ne le peuvent nos ennemis. Si certaines gens n'avaient pas fait allusion à de ridicules conquêtes, et n'avaient pas agi comme si elles voulaient dévorer le monde entier, peut-être aurions-nous déjà moins d'ennemis ; peut-être aurions-nous la paix". C'est ainsi que le groupe socialiste se joint à la déclaration du Reichstag du 19 Juillet 1917 en faveur d'une paix de compromis. Ainsi s'étend dès 1917 au Reichstag une sorte de majorité parlementaire qui est composée par les sociaux-démocrates majoritaires, le centre catholique et les libéraux progressistes. Ce sera la même majorité qui prendra le pouvoir lorsque la république de Weimar s'installera, en 1919, constituant ce que l'on appelle "la coalition de Weimar".

Cette majorité se dessine au cours de l'été 1917, mais l'évolution que l'on vient de retracer ne marque pas, de la part de la Social-Démocratie, une volonté de rupture avec le gouvernement. Les hésitations et les contradictions continuent à prévaloir en son sein. Il se manifeste en particulier, lors du congrès du parti à Wurzbourg, en Octobre 1917, sur le plan théorique, une offensive, menée par la droite du parti, pour que le parti répudie entièrement le programme d'Erfurt, sur lequel était fondée sa politique depuis maintenant cinquante ans, et pour que, dans un nouveau programme, une orientation nettement anti-marxiste soit donnée au parti. "Il faut, déclare la droite, se dégager d'un dogmatisme périmé. Il faut que la Social-Démocratie dise oui à l'état et à la nation, et travaille à un programme de réformes démocratiques". C'est la thèse qui est développée en particulier par Wilhelm BLOS. Cette attitude apparaît cependant trop aventureuse à la majorité dirigée par EBERT, qui demande que l'on reste attaché au programme d'Erfurt. Par contre, une motion des majoritaires de gauche pour faire dépendre le vote des crédits, à l'avenir, d'une recherche d'une paix de compromis et de réformes

intérieures, est également repoussée. Donc, les initiatives de la gauche ne réussissent pas plus que celles de la droite. Le parti se maintient par conséquent dans une zone de compromis ; il ne se dégage pas de son idéologie internationaliste, mais il ne veut pas cependant sacrifier les intérêts supérieurs de la nation.

Ces hésitations apparaissent d'une façon encore plus nette à l'occasion des négociations de la paix de Brest-Litovsk, c'est-à-dire des négociations qui sont menées par l'Allemagne avec la Russie à la fin de l'année 1917 en faveur d'une paix séparée. La deuxième moitié de l'année 1917 a été marquée en Allemagne par la reprise d'une agitation annexionniste, ceci sous la direction et l'initiative de l'Etat-major, avec l'appui d'un très grand nombre d'industriels allemands. Il paraît un certain nombre de brochures de caractère plus ou moins officiel qui tendent à démontrer que, pour que l'Allemagne ne soit pas à l'avenir l'objet d'une attaque comme elle l'a été en 1914, il est nécessaire qu'elle obtienne des garanties. Ces garanties, c'est l'occupation de la Belgique, celle du bassin de Briey-Longwy, et l'annexion de toute une série de territoires à l'est, sur une ligne qui irait à peu près du Lac Peipous jusqu'à l'embouchure du Dniepr, c'est-à-dire qui engloberait une grande partie de la Russie et de l'Ukraine. C'est pour faire triompher ce programme annexionniste que s'est constitué, toujours sur l'initiative de l'Etat-major, et sous la direction de l'Amiral TIRPITZ, le " Vaterlandspartei", parti de la Patrie, qui se recrute essentiellement dans les milieux conservateurs, mais qui dispose de moyens d'action considérables, et qui est destiné à lutter en faveur d'une paix de victoire.

Or, bien entendu, cette évolution de la politique allemande est de nature à hérisser la Social-Démocratie, qui s'oppose vivement à cette propagande annexionniste, et qui tend à se distancer des sphères gouvernementales qui la soutiennent. A la séance du 6 Octobre 1917, au Reichstag, le député socialiste majoritaire LANDSBERG a mené une attaque à fond contre le Vaterslandspartei, qui prétend cyniquement, dit-il, avoir le monopole du patriotisme, alors que tant d'ouvriers socialistes versent aujourd'hui leur sang pour la patrie. Mais, de cette attitude, les sociaux-démocrates, indécis, ne tirent pas les conclusions au moment de la signature de la paix de Brest-Litovsk. Lorsqu'il fut question, en effet, de ratifier ce traité au REICHSTAG, les socialistes qui avaient marqué à différentes reprises leur désapprobation à l'égard d'une politique d'annexion à l'est se montrèrent hésitants ; ils repoussèrent le traité dans le principe, déclarant que la paix ne pouvait pas se réaliser avec la Russie sur cette base, et que la confiance dans l'honnêteté de l'Allemagne s'en trouverait ébranlée ; mais en même temps il paraissait difficile à ces mêmes socialistes de repousser entièrement ce traité qui était si avantageux sur le plan économique, et mettait du moins fin à la guerre sur l'un des deux fronts. L'intérêt allemand paraissait exiger que l'on ne s'opposât pas à la paix. Ce fut ce double point de vue, qui fut développé par SCHEIDEMANN à la tribune le 22 Mars 1918 lequel conclut

à l'abstention lors du vote. En effet, quatre députés sociaux-démocrates majoritaires votèrent pour le traité, cinquante-deux s'abstinrent, et treize quittèrent la salle pour marquer leur désapprobation, alors que bien entendu la totalité des députés U.S.P.D. votait contre le traité. Une fois de plus, la Social-Démocratie en désarroi n'avait pas su choisir entre son devoir international et son devoir national.

A ce devoir national, la Social-Démocratie demeure constamment attachée. L'idée de l'intégrité totale du territoire du Reich est une idée fondamentale de sa politique. Cela est très clair dans le cas de l'Alsace-Lorraine. L'on se souvient qu'après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, en 1871, par l'Allemagne, les leaders sociaux-démocrates BEBEL, LIEBKNECHT et d'autres, avaient marqué leur indignation devant ce qu'ils appelaient "l'injustice de 1871". Mais les socialistes avaient abandonné cette attitude depuis bien longtemps. Le parti se contentait de demander -ce fut le cas au congrès d'Iéna en 1913- que l'Alsace-Lorraine fût placée sur pied d'égalité avec les autres états allemands, c'est-à-dire que, cessant d'être la propriété de l'ensemble du Reich, elle fût considérée comme un état allemand à l'exemple de Bade, Bavière ou Wurtemberg. Or, JAURES en France s'était lui-même rallié d'ailleurs à ce point de vue comme étant le meilleur pour résoudre la question des provinces perdues. La fraction socialiste du Reichstag, dans une déclaration du 14 Août 1915, affirma d'une façon très précise le caractère allemand de l'Alsace-Lorraine, le fondant sur des arguments historiques, économiques et ethnographiques, et déclara en conséquence s'opposer à toute idée de plébiscite. En 1916 paraissait un ouvrage d'un socialiste allemand, Hermann WENDEL, qui était d'ailleurs originaire de la Lorraine, ouvrage qui s'intitulait "l'Alsace-Lorraine et la Social-Démocratie". L'auteur démontrait dans cet ouvrage que l'intégration du pays est faite, et que pour les Alsaciens et les Lorrains ce serait une catastrophe économique que de rentrer dans le giron français. Dans le journal social-démocrate die Glocke, Max COHEN déclare que la population d'Alsace-Lorraine ne veut pas être séparée du Reich. Contre l'opinion des socialistes minoritaires comme KAUTSKY et BERNSTEIN, qui déclarent que la solution la meilleure serait un plébiscite qui porterait sur l'appartenance à l'Allemagne ou à la France, ou sur l'autonomie, les socialistes majoritaires n'envisagent qu'un changement de statut à l'intérieur du Reich. Tout en appuyant de toute son autorité les 14 points de WILSON, SCHEIDEMANN déclarera au sujet du point 8, qui touchait l'Alsace-Lorraine, que l'Alsace-Lorraine est un pays allemand et doit le rester. En Septembre 1918 encore, répondant à des propositions qui lui étaient faites par des socialistes anglais, EBERT fit savoir qu'aucun allemand ne pouvait envisager la perte de l'Alsace-Lorraine.

D'autre part, la presse sociale-démocrate, dans ces deux dernières années de la guerre, fait un effort considérable pour démontrer que la lutte doit se poursuivre, et que la victoire reste possible. Le

Vorwärts contribue en particulier à faire croire à l'opinion allemande que la victoire est proche, qu'elle est certaine, et par conséquent veut entretenir dans les masses la volonté de lutte, alors que des hommes comme SCHEIDEMANN et EBERT, surtout depuis l'entrevue de Stokholm, sont beaucoup moins certains, au fond, de ce qu'ils avancent. Au milieu de Juillet 1918, on peut lire dans le Vorwärts que l'ennemi n'est plus éloigné de la conviction que le peuple allemand est militairement invincible. Au début Septembre, le Vorwärts se déclare convaincu que le peuple allemand est en état de gagner une guerre défensive, et qu'il la gagnera. Le 3 Octobre, le Vorwärts écrira encore : "Malheur au peuple qui dépose ses armes cinq minutes trop tôt !" Le Vorwärts a donc, comme le reste de la presse allemande, marqué aussi longtemps que possible sa confiance dans la victoire des armes allemandes. L'étude de l'opinion publique, qui a été ces dernières années très poussée par les historiens allemands, démontre que les milieux ouvriers allemands ont été incontestablement les premiers à être touchés par l'idée de la défaite, ont été les premiers profondément démoralisés en Allemagne. Cependant, jusqu'en Août 1918 la conviction d'une issue heureuse de la guerre n'a jamais été ébranlée dans les masses laborieuses. Par conséquent les masses laborieuses elles-mêmes ont été mises brutalement devant le fait de la défaite.

L'on est ainsi amené à examiner quelle a été l'attitude de la Social-Démocratie allemande dans les derniers mois de la guerre. La crise militaire et la menace de la défaite vont poser en effet à la Social-Démocratie la question de la participation à un gouvernement bourgeois de caractère démocratique. Comment la Social-Démocratie répondra-t-elle aux avances qui lui ont été faites par le pouvoir en Octobre 1918 ?

Le secrétaire d'Etat KUHLMANN a avoué, le 24 Juin 1918, qu'il était impossible d'envisager la paix par la victoire. Il était par conséquent nécessaire de négocier au plus vite. Cette attitude a été à ce moment-là jugée défaitiste par l'Etat-major, qui a obtenu le 8 Juillet la démission de KUHLMANN, et son remplacement par HINTZE comme secrétaire d'Etat. Le 13 et le 14 Août, cependant, un mois plus tard, au conseil de guerre qui se tint à Spa, l'Etat-major avoue qu'il ne peut plus espérer la victoire. Cependant il se refuse encore à tirer les conclusions de l'échec. Il n'envisage pas de perdre les bénéfices des conquêtes qu'il a faites à l'ouest. C'est après l'offre de paix séparée par l'Autriche-Hongrie le 14 Septembre, et surtout après l'effondrement du front bulgare le 21 Septembre, qui ouvre l'Europe Centrale aux armées alliées, que l'Etat-major, dans les derniers jours du mois de Septembre, déclare une négociation immédiate indispensable, et presse le gouvernement de demander un armistice. En même temps, l'Etat-major suggère l'établissement d'un régime parlementaire au chancelier HERTLING, qui dépendait de sa bonne grâce. Il suggère de le remplacer par le prince Max de BADE, qui appartient à la famille régnante, mais qui est connu par ses opinions libérales, et de fait, c'est le prince Max de BADE qui constitue, dans les

premiers jours d'Octobre 1918, un premier cabinet parlementaire. Après avoir hésité quelques moments, et s'être demandé s'il était urgent de le faire, Max de BADE sollicite le 5 Octobre l'armistice, sur la base des 14 points de WILSON, mais en présence des notes de plus en plus rigoureuses qui viennent du Président de la République des Etats-Unis, et qui exigent maintenant la capitulation totale de l'Allemagne, l'Etat-major manifeste à nouveau sa résistance. Le 25 Octobre, l'Etat-major recule devant les conséquences de la défaite, mais cette fois le chancelier exige le départ de LUDENDORF, le 26 Octobre, qui est remplacé par GRUNER, et le lendemain, le 27, il se résoud à accepter les conditions de WILSON sans discussion. Le 31 Octobre, le gouvernement estime que l'abdication de GUILLAUME II s'impose, qu'elle sera de nature à faciliter les négociations d'armistice. Le gouvernement entreprend auprès de l'Empereur des démarches en ce sens, qui se heurtent cependant à un refus. Ce ne sera que dans les premiers jours de Novembre que l'Empereur envisagera sa démission.

Quelle a été, au cours de la crise dont on vient de rappeler très rapidement les évènements essentiels, l'attitude du parti social-démocrate majoritaire ? Les sociaux-démocrates ont pris position d'une façon très précise en faveur de la participation au gouvernement présidé par Max de BADE. Pour comprendre cette position, il faut songer que depuis 1917, où avait été discutée la résolution de paix au Reichstag, les députés sociaux-démocrates du Reichstag avaient collaboré activement avec le Centre catholique et avec le parti du progrès au sein d'une commission inter-fractionnelle. Cette collaboration avait eu pour conséquence d'entraîner un rapprochement des points de vue entre la Social-Démocratie et les deux partis bourgeois, et avait préparé cette nouvelle majorité sur laquelle la démocratie de Weimar allait plus tard s'appuyer. Dès le 23 Septembre, avant même que Max de BADE ait accepté la direction du parti et les députés sociaux-démocrates ont pris à une très forte majorité position en faveur de l'entrée dans un gouvernement de type parlementaire. Ils se sont contentés de formuler quelques conditions à leur acceptation : établissement du suffrage universel en Prusse, responsabilité ministérielle, (c'est-à-dire transformation de l'état monarchique autoritaire en état parlementaire), suppression de la censure, acceptation d'une politique de paix avec abandon total de la Belgique et autonomie pour l'Alsace-Lorraine dans le cadre allemand ; telles avaient été les conditions que la Social-Démocratie avait posées à son entrée dans le gouvernement de Max de BADE. Cependant, la personnalité du nouveau chancelier, la crainte qu'il hésite à demander un armistice, font quelques difficultés pendant un certain temps. SCHEIDEMANN se montre hostile à l'entrée dans le gouvernement. Ce fut EBERT qui soutint que la Social-Démocratie, bien que ce fût pour elle un sacrifice, devait participer aux responsabilités du pouvoir, "sinon l'on reprocherait à notre parti, déclara-t-il, de n'avoir pas contribué à empêcher la catastrophe et sauver ce qui pouvait être encore sauvé... L'Allemagne a perdu maintenant

la guerre. Rien ne demeure, après la catastrophe militaire, que d'essayer de garder le Reich intact". Dans ces conditions, SCHEIDEMANN se mit à la disposition de son parti, et entra, le 3 Octobre, dans le nouveau cabinet Max de BADE, avec le titre de secrétaire d'état, tandis que l'un des leaders des syndicats allemands, Gustave BAUER, entrait également dans le cabinet. Cette participation, bien entendu, oblige les socialistes à soutenir l'effort de guerre que le gouvernement, bon gré mal gré, est obligé d'ordonner. Le 26 Octobre, au Reichstag, le député NOSKE déclarera encore que l'Allemagne ne renoncera à aucun territoire, en Alsace, en Lorraine et en Pologne, et le même jour le député LANDSBERG se prononce formellement contre toute tentative révolutionnaire.

Mais cette position a pour conséquence que la Social-Démocratie voit lui échapper les masses, de plus en plus sensibles aux appels de l'U.S. P.D., ou même des spartakistes. Aussi, pour donner à l'opinion des preuves de ses sentiments démocratiques, la Sociale-Démocratie soulève-t-elle la question de l'abdication impériale, dont l'hypothèse est d'ailleurs murmurée de plus en plus dans la masse du peuple allemand depuis les dernières notes de WILSON. A partir du 10 Octobre, dans la presse socialiste, on parle à mots couverts d'abdication. Le 16 Octobre, Paul LOEBE y fait allusion d'une façon précise dans un article d'un journal socialiste de Breslau, la Sentinelle du Peuple, qui est d'ailleurs interdit à la suite de cet article, puis autorisé aussitôt à paraître, par suite de la menace d'une grève. Le 24 Octobre, SCHEIDEMANN réclame l'abdication dans une lettre écrite au premier ministre, déclarant que cette abdication est nécessaire au salut de l'Etat, et quelques jours après EBERT dira lui-même : "Si l'Empereur n'abdique pas, la révolution est inévitable." Et il ajoute : "Or, cette révolution, je la hais comme le péché".

Cependant les sociaux-démocrates, lorsqu'ils réclament l'abdication de l'Empereur, n'envisagent encore que l'établissement d'une régence. Ils ne se prononcent pas pour la république, mais pour une monarchie de type démocratique qui serait exercée par un prince dont les sentiments libéraux seraient connus. Pour la Social-Démocratie d'ailleurs, la question de régime est chose secondaire. Elle n'envisage donc nullement d'utiliser la situation intérieure de l'Allemagne pour prendre le pouvoir. Elle s'associe aux partis bourgeois pour essayer de sauver ce qui peut encore être sauvé dans l'ordre établi. Jusqu'au bout par conséquent, jusqu'à la fin d'Octobre, la Social-Démocratie a combattu pour ne pas gêner la politique du gouvernement, pour soutenir l'unité morale de la nation, et pour appuyer l'effort de guerre. Pour expliquer cette attitude, il faut mettre en évidence deux raisons. La première est d'ordre strictement politique : c'est la pression des syndicats qui s'exerce en ce sens sur les sociaux-démocrates. Les syndicats, en effet, entretiennent avec le gouvernement, et même avec l'Etat-major, des rapports cordiaux. Ils ont obtenu d'ailleurs, pour prix de leur loyalisme, des avantages considérables sur le plan matériel, notamment la signature de

contrats collectifs. Les dirigeants syndicalistes craignent de voir ces avantages disparaître dans une révolution, et ils adoptent une position nettement conservatrice, favorable au pouvoir établi. Leur organe, "la correspondance internationale" (die Internationale Korrespondenz), que dirige LEGIEN, a soutenu jusqu'au bout l'effort du gouvernement de guerre allemand.

La deuxième raison est la crainte qu'éprouvent les sociaux-démocrates devant la révolution russe. Les sociaux-démocrates majoritaires ont une espèce de sentiment d'horreur devant la révolution russe, devant ses répercussions possibles en Allemagne, et ne cessent d'exprimer cette crainte. EBERT en particulier manifeste sa crainte devant "le bolchevisme asiatique et barbare, qui est l'action d'un groupe de fanatiques", et il redoute qu'une expérience analogue ne se développe en Allemagne. La Social-Démocratie constate avec terreur l'emprise de l'idée révolutionnaire sur des masses exténuées, affamées, et politiquement désorientées. Le 28 Septembre 1918, EBERT a déclaré : "Qui a vécu les évènements de Russie ne peut souhaiter, dans l'intérêt du prolétariat, qu'une pareille évolution se dessine chez nous également". Le Vorwärts se prononce en conséquence de bonne heure contre la constitution éventuelle des conseils d'ouvriers et de soldats. Il appelle constamment les masses à garder leur sang-froid, à ne pas répondre à l'appel des meneurs. Il souhaite que le passage du gouvernement impérial au gouvernement populaire s'opère légalement, sans heurts, sans révolution. Entre les bolcheviques d'une part, et les forces de l'ordre de l'autre, le choix de la Social-Démocratie majoritaire est fait bien avant que la révolution n'éclate, et c'est cet état d'esprit qui permet de comprendre les évènements de Novembre 1918.

LA REVOLUTION ALLEMANDE de NOVEMBRE 1918

Quelle est, au début du mois de Novembre, la situation des partis révolutionnaires en Allemagne ? En fait, il faut distinguer entre deux groupes, l'U.S.P.D. et ce que l'on nomme le groupe spartakiste. Dans l'U.S.P.D., le parti social-démocrate indépendant, qui s'est, au début de l'année 1917, séparé de la Social-Démocratie, il n'y a à vrai dire que très peu d'homogénéité. Le parti hésite entre une politique strictement parlementaire et l'action profonde des masses. D'autre part, ce même parti a éprouvé une très vive admiration pour la révolution d'Octobre 1917, mais beaucoup de ses membres redoutent de voir les méthodes révolutionnaires russes s'étendre en Allemagne. Par conséquent, ce parti est dominé par un certain nombre de contradictions dont en Novembre 1918 il n'est pas encore libéré. Cependant, on assiste à une radicalisation progressive de l'U.S.P.D., en particulier dans la personne de son principal chef, LEDEBOUR.

L'autre groupe, c'est le groupe, ou plutôt les groupes spartakistes, qui se distinguent de l'U.S.P.D. en ce qu'ils se refusent à toute espèce de concession à l'idée parlementaire, et qu'ils sont nettement favorables à l'action des masses. Mais ce parti souffre lui aussi de divisions. Certains de ses membres, après avoir acclamé la révolution bolchévique, manifestent des réticences. Rosa LUXEMBOURG, qui est alors en prison, mais qui fait connaître son opinion dans les Lettres de Spartakus, a été déçue par l'attitude de la Russie, par le fait qu'elle est sortie de la guerre, par la politique de violence qui s'y développe. D'autre part, la plupart des spartakistes, et les plus actifs d'entre eux, ont été arrêtés, et au moment de la révolution ne jouissent pas par conséquent de leur liberté. C'est le cas, donc, de Rosa LUXEMBOURG ; c'est le cas de JOGISHES, c'est le cas également de LIEBKNECHT, qui sera cependant libéré le 21 Octobre. Le spartakiste PIECK, qui sera plus tard, le président de la D.D.R., ne peut pas vivre en Allemagne, et se trouve exilé en Hollande. Les spartakistes sont dirigés au moment crucial par des personnalités de seconde zone, par Ernst MEYER, qui a représenté son groupe aux congrès de Zimmerwald et de Kienthal, et par Clara ZETKIN. Aux spartakistes assez désorientés, il faut joindre un certain nombre de révolutionnaires que l'on appelle les "revolutionäre Obleute", c'est-à-dire les délégués révolutionnaires, qui, issus de groupes syndicalistes, en particulier de la section des ouvriers des métaux à Berlin (les plus actifs parmi eux sont Richard MULLER et Ernst DAUMING). Les délégués révolutionnaires sont hostiles à l'entrée des masses dans la révolution, à toute espèce de tentative de putsch, et ils veulent opposer l'action sur une espèce d'élite révolutionnaire ; ils sont d'ailleurs en liaison étroite avec certains membres de l'U.S.P.D., et en particulier avec LEDEBOUR. Enfin, il faut signaler l'action persistante de ceux que l'on appelle les radicaux de gauche, les "Links Radikale", mais dont l'action ne dépasse

guère la ville de Brême ; ils ont cependant des rapports très étroits avec les bolchéviques russes, surtout par l'intermédiaire du socialiste russe vivant à ce moment-là en Suisse RADEK.

Au mois d'Octobre 1918, la propagande de ces groupements s'est d'une part intensifiée, et d'autre part s'est concentrée autour de l'idée des "soviets" révolutionnaires, des conseils révolutionnaires d'ouvriers et de soldats, dont l'exemple vient de Russie. Ces conseils -"Räte" en allemand- sont envisagés dans les milieux spartakistes d'abord comme une méthode de combat révolutionnaire, ensuite comme la forme même que devra revêtir l'état issu de la révolution. L'Allemagne doit devenir une "Räte-Republik", une république des conseils. Un manifeste en ce sens a été formulé par les spartakistes le 7 Octobre, et pour le faire aboutir l'on assiste même le 15 Octobre à une tentative pour définir, entre les groupements cités, le programme d'un parti communiste international d'Allemagne. Cependant, avant le soulèvement des marins à Kiel, il n'y a eu que très peu de conseils d'ouvriers et de soldats qui se sont constitués en Allemagne. Le seul qui ait eu, avant les évènements de Kiel, une action réelle, est celui de Stuttgart, qui a été fondé à la fin d'Octobre par le spartakiste RUCK. RUCK, au moment de la création du conseil, a réclamé l'abdication du roi de Wurtemberg, et la formation d'un gouvernement populaire.

L'influence des milieux spartakistes a été très différemment jugée par les historiens, selon que l'on se place dans l'Allemagne de l'Est ou dans l'Allemagne de l'Ouest. BARTEL, historien de l'Est, a insisté sur l'emprise grandissante des spartakistes sur les masses allemandes. Au contraire, les historiens de l'Ouest, et en particulier les travaux récents de TORMIN et de KOLB, ont insisté, eux, sur l'idée que les spartakistes ont une très faible action sur les masses allemandes. Ce qui est certain, c'est que le groupe spartakiste n'a aucun moyen pour diriger vraiment une révolution, ainsi qu'il ressort d'ailleurs d'une lettre d'Ernst MEYER à LENINE du 5 Septembre 1918, où MEYER écrit : "Nous ne pouvons pas envisager de grande action pour le moment, ni même pour les temps prochains." Ainsi qu'il ressort des rapports de police, qui ont été particulièrement étudiés par KOLB, les spartakistes étaient bien en état de lancer des proclamations, mais hors d'état de diriger une révolte contre le régime.

C'est dans ces conditions que la révolution va se développer en Allemagne, à partir de deux foyers qui sont entièrement indépendants l'un de l'autre : d'une part Kiel, d'autre part Munich. Elle déterminera à Berlin le 9 Novembre la création d'un gouvernement nouveau, et de caractère républicain.

Il faut d'abord examiner les évènements de Kiel, qui sont liés à la révolte de la flotte, où les sentiments révolutionnaires s'étaient développés dès 1917. Or, il apparaît dans les dernières semaines de la guerre que l'état-major de la marine a pris la décision d'attaquer la flotte anglaise, tout au moins d'essayer de forcer le passage pour venir aider

l'armée de terre qui se bat dans les Flandres. L'amiral VON HIPPER laisse entendre que la flotte va quitter la rade de Wilhelmshaven pour dégager le front de Flandre, et s'il est nécessaire livrera bataille. C'est le 29 Octobre que cette nouvelle sera répandue dans les équipages. Tout de suite, il apparaît que les équipages ne marcheront pas. "Les officiers veulent nous sacrifier pour sauver l'honneur. Nous n'allons pas nous laisser sacrifier pour rien. A bas l'honneur ! Nous voulons rentrer chez nous." Sur plusieurs bateaux, à Wilhelmshaven, l'émeute se prépare, au point que le 30 Octobre, le lendemain du jour où sa décision avait été prise, l'amiral VON HIPPER est obligé de transformer ses plans. Seuls les torpilleurs et les sous-marins, dont les équipages sont plus sûrs, sortiront ; les escadres de combat ne feront que protéger l'avance de la flotte jusqu'aux barrages de mines. Mais l'état d'esprit chez les marins, et notamment chez les marins des deux principales unités, le Thuringe et l'Héligoland, est tel que, dans la soirée du 30, l'amiral doit renoncer entièrement à son entreprise ; il décide cependant de réprimer l'émeute par la force. Le 31 Octobre, les mutins sont capturés sur les deux navires. L'autorité des officiers, un moment ébranlée, semble être raffermie, sans d'ailleurs qu'aucune goutte de sang ait été versée. Seulement, l'amiral commet la faute d'envoyer une partie de l'escadre à Kiel, où, croit-il, l'état d'esprit est meilleur qu'à Wilhelmshaven.

C'est une erreur totale. A Kiel règne depuis quelques jours, dans les arsenaux en particulier, un état d'esprit déplorable. Il apparaît bientôt que la situation à Kiel, pour le haut commandement, sera intenable. Dès le 3 Novembre, les marins de la troisième escadre descendent à terre et répandent le bruit que des arrestations ont été opérées à bord d'un des navires de cette escadre. Les ouvriers des arsenaux, les soldats des dépôts se joignent aux matelots, bien qu'à quatre heures de l'après-midi, un signal ait été donné pour que les marins remontent à bord de leurs vaisseaux ; ils tiennent dans la soirée, à six heures, un meeting où parlent des orateurs révolutionnaires. Le 4 Novembre, l'émeute est entièrement maîtresse de la ville. Les soldats, qui ont été chargés de réprimer le mouvement révolutionnaire, ont refusé de servir, et c'est ainsi qu'un premier conseil de soldats et d'ouvriers se constitue, sous la présidence du matelot ARTELL. Le 5 Novembre, dans la rade de Kiel, la flotte passe entière à la révolte. Tous les bateaux hissent le drapeau rouge, et là où les officiers marquent une résistance, ils sont descendus.

Dans les jours suivants, la révolution est sanctionnée par le gouvernement, qui a décidé d'envoyer à Kiel le socialiste NOSKE pour négocier avec le conseil des ouvriers et des soldats. NOSKE, pour le moment, ne peut que prendre la tête du conseil ouvrier et ratifier les décisions qu'il a prises. Cependant, un certain nombre d'éléments de la troisième escadre ont réussi à quitter Kiel dans l'après-midi du 4 Novembre. L'amirauté a cru les faire échapper au mouvement révolutionnaire. Seconde erreur : l'escadre transporte avec elle le germe de la révolution. Le 5

Novembre, ces matelots de la troisième escadre débarquent à Cuxhaven et aussi à Lübeck. Dans cette dernière ville, ils se ruent dans les casernes désarment les sentinelles, arrachent son revolver au général qui s'est avancé vers eux, et le soir ils sont les maîtres de la situation. C'est ainsi que peu à peu, et très rapidement, toutes les villes du nord de l'Allemagne sont acquises à la révolution. Dans la nuit du 5 au 6, des troubles ont éclaté à Hambourg ; le 6 c'est à Brême et Wilhelmshaven, où l'amiral VON HIPPER, complètement isolé, doit entamer des négociations avec les insurgés. Le haut commandement militaire n'a cependant pas entièrement renoncé à reprendre la situation en main. Une contre-attaque est prévue par les troupes de terre de la garnison de Hanovre, mais cette contre-attaque ne peut avoir lieu. Le 7 Novembre, la garnison tout entière de la ville de Hanovre se laisse désarmer et enrôler dans le mouvement révolutionnaire par les quelques 200 ou 300 matelots qui se sont introduits dans la ville. Partout les mutins s'emparent des gares ; ils font chauffer une locomotive, et partent vers l'intérieur du pays, pour y porter la révolution. C'est ainsi que Cologne a été atteint par les matelots insurgés d'où ils menacent la ligne de retraite des armées allemandes.

Comment interpréter ces mouvements révolutionnaires dans la flotte ? Des études récentes démontrent qu'il est impossible de voir dans ces différentes actions une volonté concertée de la part des révolutionnaires la révolution ne s'est étendue que par suite de la carence des autorités établies ; aucun plan d'ensemble n'a été élaboré, aucun chef n'a été désigné. La conséquence, c'est que les matelots sont tout prêts à abandonner la direction du mouvement aux cadres établis de la Social-Démocratie. NOSKE, par exemple, à Kiel, n'aura aucune peine, une fois la révolution faite, pour reprendre les choses en main et pour rétablir l'ordre. C'est ainsi que, faute de programme révolutionnaire conséquent, la Social-Démocratie reprend la direction des évènements, et fournit des cadres au mouvement révolutionnaire, qu'elle cherche à apaiser.

Comment les choses se sont-elles passées à Munich ? Munich est le deuxième foyer révolutionnaire, mais les évènements y sont totalement indépendants de ceux de Kiel. L'agitation commence à Munich le 3 Novembre par une vaste manifestation pour la paix qui a été organisée par les partis socialistes. 150.000 personnes ont envahi la Theresienwiese, aux environs de la ville. A ces manifestants se sont adjoints 2 ou 3.000 soldats appartenant aux dépôts ou des permissionnaires. Cependant, l'action révolutionnaire va être prise en main, au cours des jours suivants, par Kurt EISNER (1). La personnalité de Kurt EISNER est très intéressante. Il est né en 1867 à Berlin, et il a tous les caractères de l'intellectuel israélite. Il est connu par de nombreux travaux littéraires et philosophiques, en particulier sur NIETZSCHE, par sa collaboration à différents journaux comme la gazette de Francfort et le Vorwarts.

(1) SCHADE : Kurt EISNER et la Social-Démocratie bavaroise, 1961.

Depuis 1910 il habite Munich, où il s'applique à développer dans les masses ouvrières l'intelligence politique et la réflexion sur les problèmes révolutionnaires. Avant 1914 il est considéré, à cause d'une attitude favorable à l'action parlementaire, comme un révisionniste, mais après le début de la guerre il a adopté une attitude de plus en plus radicale, et il a adhéré à l'U.S.P.D. Depuis 1917, il organise des soirées de discussion avec des ouvriers et des intellectuels, et crée ainsi les cadres du mouvement révolutionnaire. Il suggère d'ailleurs l'idée de la grève générale du prolétariat allemand, et a dirigé le mouvement de grève à Munich en Janvier 1918, à la suite de quoi il sera d'ailleurs arrêté, puis relâché plus tard parce qu'il avait été proposé par son parti comme candidat au Reichstag. Ses allures sont celles d'un esthète ; il porte de longs cheveux blancs, un chapeau à larges bords. C'est avant tout un anarchiste que Kurt EISNER. Il n'a été que très peu touché par la doctrine marxiste, mais, ce qui l'anime, c'est une haine profonde à l'égard de la Prusse militariste, et par conséquent il s'oriente politiquement vers un certain séparatisme bavarois. Cette homme, que l'on considère comme un prophète -il a d'ailleurs écrit en prison, en 1918, les "Traume des Propheten"- va se transformer brusquement en un Homme d'action qui a une vision extrêmement pénétrante de la situation révolutionnaire. Dès le 23 Octobre, il a réclamé une république avec LIEBKNECHT comme Président, et la signature de la paix avec les alliés dans les vingt-quatre heures. Le 7 Novembre, il s'avise que le gouvernement, à Munich n'a plus de défenseurs, que le souverain ne peut plus compter sur sa garde, et qu'un coup de force pourra facilement abattre la royauté. Les soldats des différentes casernes sont débauchés, les officiers récalcitrants jetés en prison ; les hommes des dépôts enrôlés par Kurt EISNER se dirigent alors vers la résidence du roi, dont les gardes passent aussitôt aux côtés des émeutiers. Le roi de Bavière, LOUIS III, qui ne s'imaginait pas que le lien millénaire qui attachait la maison des WITTELSBACH au peuple de Bavière pouvait être mis en cause par les intrigues d'un personnage qu'il appelait un "juif galicien", avait, dans l'après-midi du 7, fait encore sa promenade habituelle dans le jardin anglais de Munich. Ce n'est que tard dans la soirée qu'il s'aperçoit que tout le monde l'a abandonné, et qu'il part en auto pour une résidence voisine. Cependant, il s'est constitué dans la soirée du 7, dans une brasserie de Munich, un conseil d'ouvriers et de soldats. Dans la nuit, Kurt EISNER a fait occuper le Landtag, et a proclamé la république bavaroise. Il a pris dans le nouveau gouvernement le portefeuille des Affaires Etrangères, mais il a cependant associé un certain nombre de socialistes majoritaires à son gouvernement.

C'est dans ces conditions que s'opère à Munich, dans la journée du 7, la chute de la dynastie des WITTELSBACH, qui provoque par ricochet celle de la plupart des dynastes allemands. Quelle allait être la répercusion de ces évènements de Kiel d'une part, de Munich d'autre part, sur le gouvernement de Berlin ?

Devant les progrès du mouvement révolutionnaire, le socialisme majoritaire porte de plus en plus l'action sur l'idée de l'abdication de l'Empereur. Déjà, dans la journée du 6, le parti social-démocrate majoritaire a fait parvenir un ultimatum au chancelier Max de BADE. "La fraction sociale-démocrate et la direction parlementaire du parti exigent que l'armistice soit conclu sans retard ; elles exigent l'amnistie pour tous les délits militaires, la démocratisation immédiate du gouvernement et de l'administration, en Prusse et dans tous les états confédérés." Dans la soirée du 7, à l'annonce de ce qui s'est passé à Munich, SCHEIDEMANN qui représente la Social-Démocratie dans le cabinet d'Empire est allé trouver le chancelier Max de BADE, et a exigé l'abdication de l'Empereur, ainsi que la renonciation du Kronprinz au trône impérial. Le 8 Novembre, le comité directeur de la Social-Démocratie majoritaire a fait savoir que, si le lendemain matin l'Empereur n'a pas encore abdiqué, les ouvriers seront rassemblés, et la grève générale déclarée. D'ailleurs, en conséquence de cette espèce d'ultimatum, SCHEIDEMANN donnera sa démission du cabinet d'Empire, dans les premières heures de la journée du 9. Cependant, les menaces de la Social-Démocratie vont être devancées par les mouvements des masses. Le 9 Novembre, alors que les dés ne sont pas encore jetés à Spa, et que l'Empereur n'a pas encore décidé d'abdiquer, à l'annonce des évènements qui se sont déroulés dans le nord de l'Allemagne, à Kiel, à Brême, à Hambourg et Hanovre, une situation révolutionnaire se développe également à Berlin. Partant du faubourg de Spandau, d'innombrables ouvriers, qu'accompagnent des soldats, déferlent vers le centre de la capitale. Le général VON LINSINGEN, qui commande les troupes stationnées dans la marche de Brandebourg, et qui avait déclaré qu'il allait faire pendre les membres des conseils ouvriers, estime le 9 la résistance totalement impossible. D'ailleurs, les troupes fusionnent avec les ouvriers révolutionnaires. Devant le progrès de l'émeute, le chancelier Max de BADE a décidé de lui-même d'annoncer l'abdication de l'Empereur, bien que celle-ci ne soit pas encore faite, et, agissant en espèce de régent, Max de BADE a confié le pouvoir au chef du parti socialiste majoritaire, EBERT, qui devient de ce fait chancelier.

Quelques heures après ces évènements, qui se situent dans le milieu de la journée du 9, du balcon du Reichstag, SCHEIDEMANN a proclamé la république, ayant à ses côtés LIEBKNECHT, libéré de prison, qui avait arboré un drapeau rouge qui flotte à partir de ce moment-là sur le palais impérial. C'est ainsi que dans la fin de la journée du 9 s'est constitué, sans que l'Empereur ait encore abdiqué, un gouvernement qui comprenait, sous la présidence d'EBERT, à la fois des socialistes majoritaires -c'était le cas d'EBERT, de SCHEIDEMANN et de LANDSBERG- et trois socialistes indépendants, BARTH, DITTMANN et HAASE. En même temps que se constituait ainsi, dans la journée du 9, un gouvernement républicain, -l'Empereur ne devait abdiquer que dans la nuit du 9 au 10 ; encore n'abdiquait-il que le titre d'Empereur d'Allemagne, et gardait-il celui de Roi de Prusse-, dans tout le pays et sans aucune espèce de résistance,

le pouvoir était pris, dans les journées du 9 et du 10, par des conseils -Räte- d'ouvriers et de soldats. Conseils qu'il ne faut d'ailleurs pas confondre, ni même comparer, avec les Soviets russes de la révolution de 1917, car ces conseils n'ont pas été les moteurs de la révolution, mais un produit de l'effondrement général et brutal des autorités. Quoi qu'il en soit 10.000 conseils, environ, se sont ainsi constitués dans le pays; ils sont formés en général par les citoyens appartenant aux partis de gauche, du moins par les plus actifs d'entre eux. Ils n'ont point été élus, mais leur composition a été approuvée en général par des meetings, en quoi ils ressemblent un peu aux comités de libération qui se sont créés en France en 1944. Ils reposent politiquement, et c'est là le fait essentiel, comme le gouvernement qui vient de se constituer à Berlin, sur la collaboration de la S.P.D. et de l'U.S.P.D., des majoritaires et des indépendants, qui ont établi entre eux, malgré leurs divergences, une sorte de compromis. La masse, en effet, peu consciente des divergences profondes qui séparent ces deux partis, n'aurait pas accepté que les majoritaires et les indépendants s'opposent, en rendent impossible l'union dans la révolution. Cette volonté de maintenir l'unité du front socialiste devant la révolution a servi en réalité la Social-Démocratie majoritaire, car ses cadres sont plus anciens, sont plus solides, et bénéficient d'autre part de l'appui massif des syndicats. C'est elle, la Social-Démocratie majoritaire, qui, après avoir tout fait pour empêcher la révolution violente, prend la tête des organismes nouvellement constitués. Si les éléments de gauche, l'U.S.P.D. ou même quelquefois les spartakistes, l'emportent dans les villes de Brême, de Brunswig, de Leipzig, et partiellement aussi à Hambourg, les conseils ont le plus souvent, et en particulier dans les grandes villes industrielles du Rhin et de la Ruhr, une direction S.P.D., c'est-à-dire sont entre les mains des majoritaires.

De cette évolution, deux remarques importantes se dégagent. La première, c'est que la révolution s'est produite sans résistance aucune. Le régime ne songe même pas à se défendre ; les anciennes classes dirigeantes sont comme frappées de paralysie ; à part quelques officiers qui ont cherché à sauver l'honneur de l'armée, il n'y a aucune trace de résistance. L'ancienne Allemagne semble stupéfaite, elle n'a pas été préparée à l'effondrement, elle a cru jusqu'à une date très proche à la victoire, et elle est passée brusquement de la conviction de la victoire à la conscience accablante de la défaite. Elle laisse faire et passe la main.

Le deuxième fait qu'il faut mettre en évidence, c'est que le mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire les troupes spartakistes et certains éléments de l'U.S.P.D., n'a pas eu le temps matériel d'encadrer les masses, que ces masses n'ont pas, par conséquent, pu être organisées d'une façon révolutionnaire. Le spartakisme n'a jamais représenté qu'une minorité, et l'U.S.P.D. est divisée. Le sentiment profond qui animera

ces masses qui viennent de faire la révolution est une volonté de paix. La paix une fois acquise, ces masses vont rentrer dans l'ordrè, restant attachées au fond aux groupements politiques et syndicaux qui les ont longtemps dirigées, et à qui elles continueront à faire confiance.

Ceci conduit à une conclusion générale sur le rôle de la Social-Démocratie pendant la guerre.

Les historiens se sont montrés très sévères sur l'attitude de la Social-Démocratie pendant la guerre de 1914-1918. Les historiens des milieux nationalistes, des milieux de droite, et en particulier les Nazis, ont accusé la Social-Démocratie, pendant la guerre de 14-18, d'avoir frappé l'Allemagne par un coup de poignard dans le dos : l'Allemagne n'aurait pas été vaincue par les armes des alliés, mais c'est la Social-Démocratie qui, par son attitude pacifiste et antimilitariste, aurait trahi les intérêts supérieurs de la patrie. Cette thèse a d'ailleurs été soutenue par de nombreux hommes politiques et militaires. On la trouve exposée dans le livre de VOLKMANN, "le marxisme et l'armée allemande pendant la guerre mondiale", (1925). D'ailleurs, ajoutent les défenseurs de cette thèse, la Social-Démocratie ne représentait pas la classe ouvrière allemande ; c'était en fait un certain nombre d'intellectuels, de démagogues, de juifs, qui ont trahi les intérêts allemands. Cette thèse, au point de vue scientifique, n'est pas soutenable. Un historien récent, HEIDEGGER, dans un livre qui s'appelle "la Social-Démocratie allemande et l'état national" (1956), a démontré l'appui constant que la Social-Démocratie a apporté à l'idée patriotique en Allemagne, et d'innombrables exemples ont été fournis pour soutenir cette réfutation. Il n'est pas admissible de faire de la Social-Démocratie la responsable de la défaite allemande.

Plus graves sont les attaques qui sont venues des milieux communistes, attaques qui sont reprises par les historiens actuels de l'Allemagne de l'Est. La Social-Démocratie, déclarent les historiens de l'Est, a pactisé avec l'état bourgeois, d'abord par réformisme, puis ensuite par nationalisme. Quant à l'U.S.P.D., le parti social démocrate indépendant, il a cherché la paix, et non pas la révolution. LENINE, qui est souvent cité par ces historiens, a en effet expliqué l'abandon par les sociaux-démocrates de leur idéal, la trahison des socialistes, par ce qu'il appelle la "théorie de l'aristocratie ouvrière". Les capitalistes allemands auraient gagné à leur cause, par une politique de hauts salaires, une minorité d'ouvriers qui auraient été de véritables corrupteurs de la classe ouvrière, qui se seraient désolidarisés du prolétariat et seraient devenus les fourriers de la bourgeoisie.

La vérité semble se situer en dehors de ces deux thèses, car il est impossible d'établir une comparaison entre la situation révolutionnaire de la Russie en octobre 1917, et celle de l'Allemagne en novembre 1918. Si l'on peut dire qu'il y avait en Russie des hommes, et en grand nombre, qui voulaient et cherchaient une révolution à la fois politique, sociale, économique, le prolétariat allemand, lui, était depuis longtemps intégré dans la nation allemande, et le parti social-démocrate était depuis longtemps, en fait, devenu un parti de gouvernement. Si la Social-Démocratie a réclamé, en 1918, l'abdication de l'Empereur, c'est uniquement parce qu'elle y voyait un moyen d'empêcher la révolution de s'implanter en Allemagne comme elle l'avait fait en Russie. Le parti social-démocrate, expression de la classe ouvrière, ne sentait nullement le besoin d'une révolution. Il était satisfait, en somme, des conquêtes matérielles qu'il avait faites pour les travailleurs. Il pensait que la sagesse était de militer dans le cadre des institutions existantes. A part des groupes extrêmement peu nombreux, le peuple allemand ne pensait guère différemment.

Doit-on faire grief à la Social-Démocratie d'avoir, par son attitude modérée et par son patriotisme, trahi les intérêts du prolétariat ? La réponse à cette question est d'ordre idéologique. L'historien, lui, n'a pas à juger, il n'a qu'à expliquer.

TABLE DES MATIERES



I.586 Imprimé en France 1970